l'unité

M 2805 - N° 582 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 7 décembre 1984

NOUVELLE-CALEDONIE: EVITER LA RUPTURE A TOUT PRIX

La rapidité avec laquelle le gouvernement a réagi — notamment en nommant Edgard Pisani — montre à quel point il est hanté par un éventuel élargissement du fossé entre les deux communautés. Pour ce faire on peut rêver aussi que certains élus de droite observent la « trêve politicienne » demandée par Laurent Fabius.

CONVERGENCE 84: ETRE "RÉCUPÉRÉ" OU MOURIR

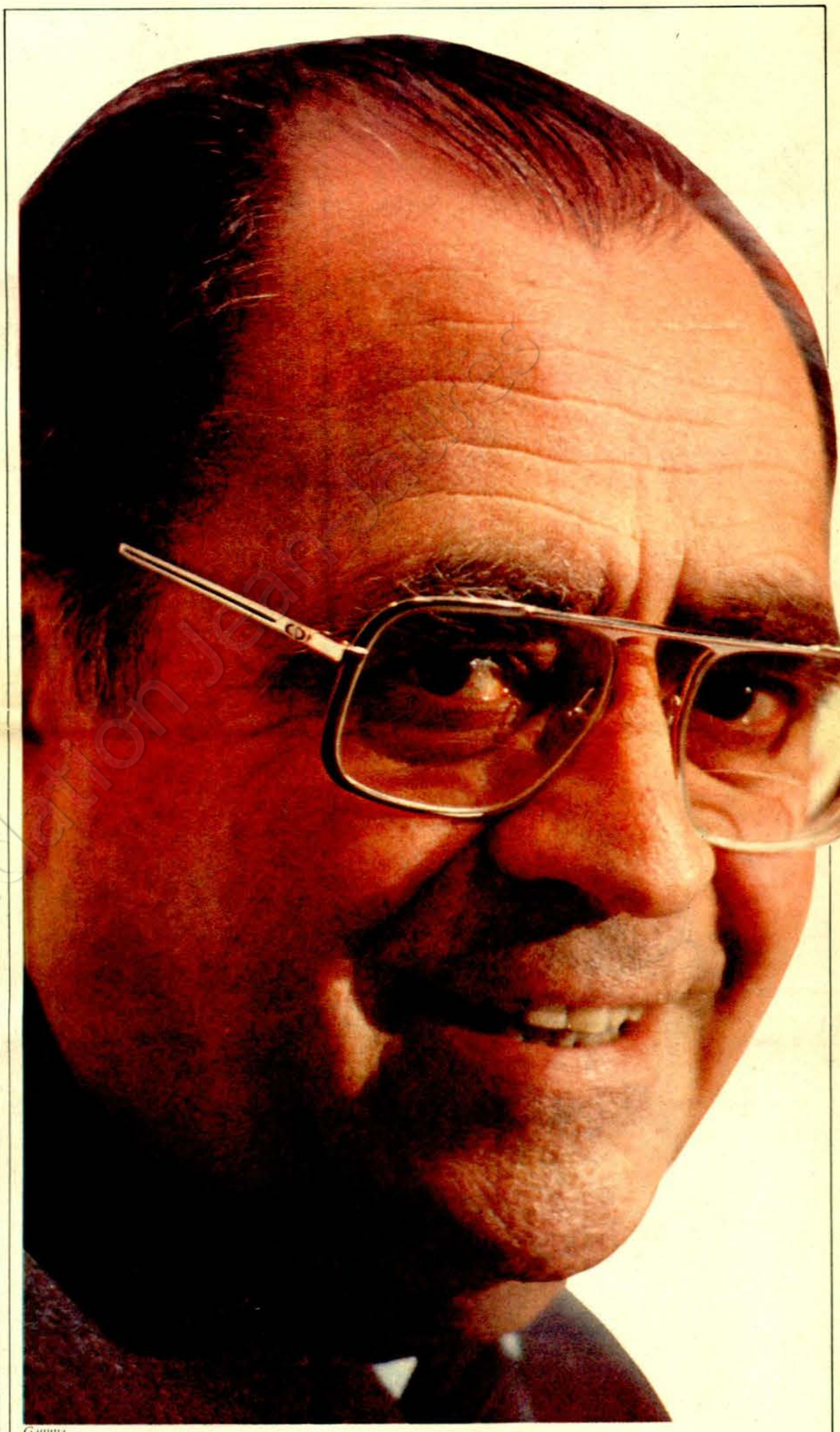
Dans leur hantise d'être récupérés, les jeunes de Convergence 84 oublient seulement que s'ils ne veulent pas voir mourir leur mouvement il leur faudra bien trouver des alliés et des relais. Et ce n'est certainement pas à droite qu'ils les trouveront...

AMERIQUE LATINE: LA TENTATION DEMOCRATIQUE

L'une après l'autre, les dictatures gorilles cèdent la place à la démocratie. Démocraties fragiles, en liberté surveillée par des militaires mal guéris du « golpismo » mais démocraties quand même. Après l'Argentine, l'Uruguay, l'Equateur et la Bolivie, le Brésil votera le 15 janvier prochain. Seuls le Chili et le Paraguay résistent encore. Pour combien de temps ?

MODERNITE DE JAURES

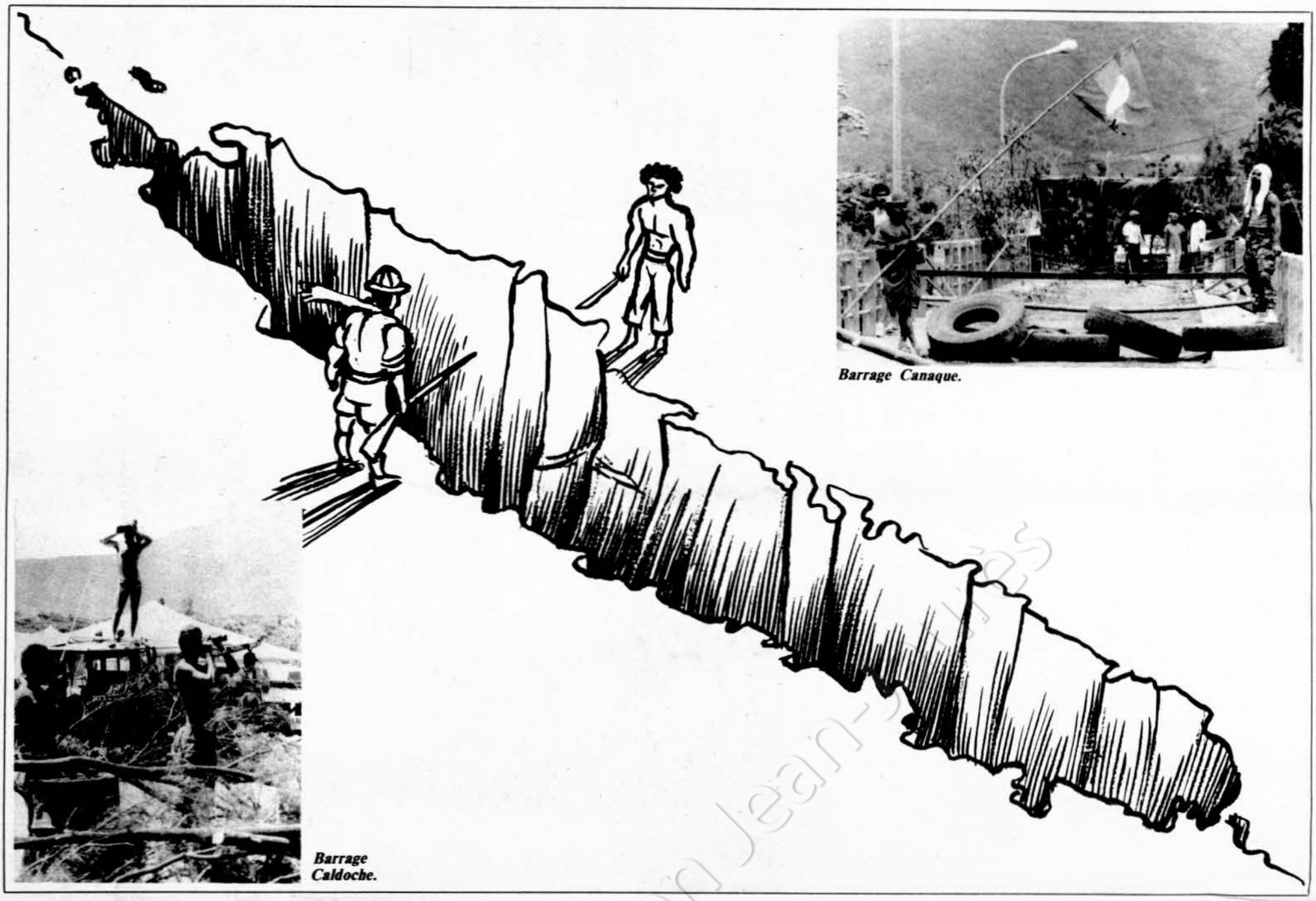
Sous les crachats des uns et les larmes des autres, Jaurès avait fini par être enseveli. Les fleurs tardives de l'unanimisme et le temps qui passe avaient fait le reste : les actes et les idées de Jaurès avaient été évacués...
Heureusement l'historien Max Gallo avec « le Grand Jaurès » est venu pour décaper l'icône, et nous rendre l'éclat de la pensée de celui qui incarne le vrai visage du socialisme français.



Gamma

Pierre Bérégovoy: "C'est cela mon libéralisme"

Fondation Jean Jaurès



Barrage Canaque.



Barrage Caldoche.

NOUVELLE-CALEDONIE:

EVITER LA RUPTURE A TOUT PRIX

La rapidité avec laquelle le gouvernement a réagi — notamment en nommant Edgard Pisani — montre à quel point il est hanté par un éventuel élargissement du fossé entre les deux communautés. Pour ce faire on peut rêver aussi que certains élus de droite observent la « trêve politicienne » demandée par Laurent Fabius

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

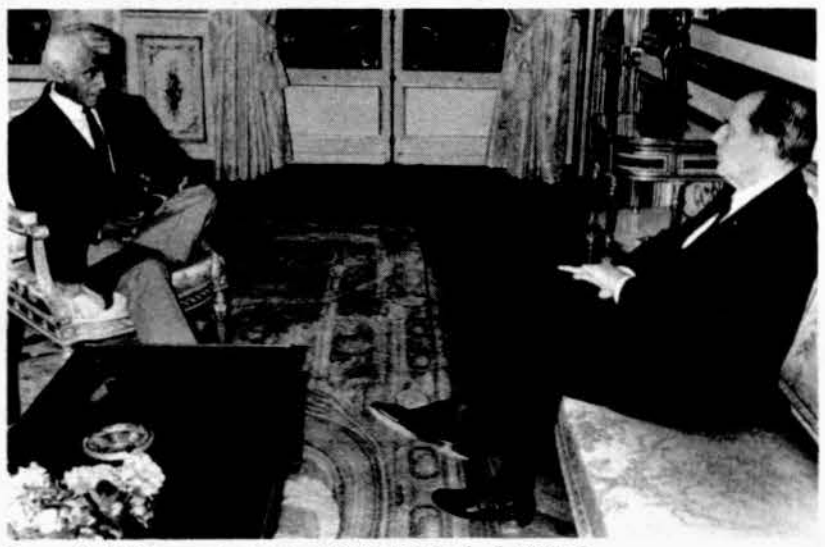
« Il ne fallait pas qu'il y ait de rupture dans les initiatives du gouvernement. » Telle est la logique qui a guidé l'action du pouvoir lorsque le ministère de l'Intérieur a pris directement en main le dossier de la Nouvelle-Calédonie, à la suite des élections territoriales du 18 novembre. L'objectif ? Parvenir à débloquer la situation sans effusion de sang, dans la concertation. Certes la mort d'un Européen et d'un Canaque à Ouegoa témoignent de la persistance d'une très forte tension sur le territoire. Mais l'antagonisme entre les deux communautés n'a pas dégénéré dans un affrontement généralisé. Sans doute précisément parce que le gouvernement a toujours gardé le contact avec les différents protagonistes de la vie politique calédonienne, enchaînant le dialogue et les initiatives, sans tergiversations.

Lorsque Charles Barbeau, chargé de mission auprès de Pierre Joxe, atterrit le 27 novembre à Nouméa, des renforts de gendarmerie ont déjà été acheminés depuis Paris. Il a pour mission de contacter toutes les formations politiques et tous les interlocuteurs qu'il juge utiles de rencontrer, de s'informer, d'entamer des négociations. Pendant trois jours, il s'entretient avec les élus du territoire, les responsables des partis politiques, y compris Jean-Marie Tjibaou, leader du F.l.n.k.s., ainsi qu'avec les représentants des églises et notamment ceux du culte protestant très nombreux chez les Canaques.

Des contacts qui semblent détendre l'atmosphère, puisque le sous-préfet, Jean-Claude Demar, détenu par les Mélanésiens dans l'île de Lifou, est libéré. En reprenant l'avion en direction de Paris, le 30 novembre, Charles Barbeau a une conviction : il est encore possible de négocier, la situation n'est pas totalement bloquée. Dès son arrivée samedi matin, il s'en explique à Pierre Joxe, venu l'attendre à Roissy, dans la voiture qui les ramène Place Beauvau. Puis, dans le courant de la matinée, à Laurent Fabius qui le reçoit à Matignon. Il ressort de ce rapport oral que la nomination d'un représentant du gouvernement, directement rattaché au Premier ministre, est de nature à faire évoluer la situation. Le nom d'Edgard Pisani était avancé depuis plusieurs jours. Le compte rendu effectué par Charles Barbeau conforte Laurent Fabius dans ce choix.

A 17 h 30, réunion d'un conseil des ministres extraordinaire. C'est le premier depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il dure un quart d'heure. A son issue, Laurent Fabius annonce la nomination d'Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, muni des attributions de haut commissaire et placé sous son autorité directe. Le but de la mission d'Edgard Pisani est de « proposer au gouvernement dans un délai de deux mois, puis de mettre en œuvre les mesures concernant l'évolution institutionnelle et le développement économique, social et culturel de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les modalités selon lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination ».

A 18 h30, Dick Ukeiwe, sénateur R.p.r., président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, est reçu pendant une heure, à l'Elysée, par François Mitterrand. Il accueille de manière positive la mission d'Edgard Pisani : « Le gouvernement central a



François Mitterrand recevant Dick Ukeiwé, à l'Elysée.



Edgard Pisani.

compris qu'il fallait prendre des décisions à un très haut niveau devant une situation très grave. Au moins il y aura quelqu'un sur place pour prendre des décisions. » D'ailleurs, la nomination d'Edgard Pisani reçoit dans l'ensemble un écho favorable. « Il a les compétences et l'expérience nécessaires pour tenir le poste difficile auquel il vient d'être appelé », convient Pierre Messmer, qui jusqu'à présent ne s'était pas fait remarquer par son esprit de conciliation dans cette affaire. Pour Lionel Jospin, ce choix et la mission de deux mois doivent permettre de « calmer les esprits ». Enfin Jean-Marie Tjibaou, leader des indépendantistes, se déclare prêt à rencontrer le délégué du gouvernement tout en précisant qu'il ne lèverait les barrages canaques qu'après la libération des militants incarcérés lors des incidents du 18 novembre.

Il faut dire que le profil d'Edgard Pisani répond parfaitement à la mission qui lui est confiée. A soixante-six ans, cet homme peut s'appuyer sur une expérience variée qui ne pouvait être mieux appropriée aux différentes difficultés recelées par le dossier calédonien. Ancien préfet, il n'ignore rien des techniques du maintien de l'ordre. Il connaît aussi parfaitement les rouages de l'Administration pour avoir réformé le ministère de l'Agriculture dont il eut la charge en 1961. Et sa compétence en matière d'agriculture ne pourra qu'être bénéfique à un territoire où les problèmes fonciers sont au centre des antagonismes entre Caldoches et Canaques. Ancien sénateur, il est bien placé pour comprendre les positions et les démarches des élus. Enfin, en tant que commissaire européen au développement, il a participé à la signature de la nouvelle convention de Lomé concernant les pays A.c.p. (Atlantique - Caraïbes-Pacifique). Il a donc noué des contacts avec les gouvernements de la zone australe. Membre du Parti socialiste depuis une dizaine d'années, il ne peut que jouir de la confiance de la gauche ; ancien ministre gaulliste, il ne peut être accusé de sectarisme par la droite. Le gouvernement semble donc avoir fait le « bon choix ».

Dès dimanche matin, Edgard Pisani est reçu par Laurent Fabius pendant trois quarts d'heure. A sa sortie de Matignon, il déclare : « Il s'agit de sortir d'une crise pour créer un destin. Je ne connais pas chose plus enthousiasmante. » A 15 heures, il s'envole pour Nouméa. Il arrive en Nouvelle-Calédonie dans la nuit de lundi à mardi. Aussitôt, il rencontre les membres de la commission sénatoriale envoyés de Paris, puis le député Jacques Lafleur (R.p.c.r.). Mardi, trois nouvelles compagnies de C.r.s. arrivent également à Nouméa.

Trois jours après le retour à Paris du premier envoyé du gouvernement, Charles Barbeau, Edgard Pisani est déjà à pied d'œuvre et les forces de l'ordre se trouvent renforcées. Mardi matin, Laurent Fabius, en ouvrant le débat à l'Assemblée nationale sur la Nouvelle-Calédonie, auquel assiste Dick Ukeiwé qu'il a reçu la veille, peut alors déclarer : « Aucune solution ne pourra être trouvée sans deux principes fondamentaux : l'ordre et le dialogue. » Les moyens humains pour mettre en application ces principes sont déjà en place à Nouméa. L'affaire a été rondement menée. Sans accroc.

Reste désormais à Edgard Pisani, en liaison étroite avec Matignon, à trouver les moyens de sortir de l'impasse. Ses talents de négociateur seront soumis à rude épreuve. En recevant Dick Ukeiwé, le président de la République et le Premier ministre ont montré qu'ils reconnaissaient sans ambiguïté le nouveau gouvernement territorial issu des élections du 18 novembre. En recherchant la mise en œuvre de « mesures concernant le développement économique, social et culturel de la Nouvelle-Calédonie », le gouvernement vise à prendre des initiatives pouvant modifier les rapports entre Caldoches et Mélanésiens. Une démarche à laquelle devraient être sensibles les Canaques, qui pâtissent des inégalités entre les deux Communautés.

« Il n'y aura pas de solution durable si on ne respecte pas les droits des deux communautés », affirme Laurent Fabius. Et pour être fidèle à la logique adoptée par le gouvernement depuis le début de la crise calédonienne, il prévient avec détermination : « Dès lors que M. Pisani nous aura remis ses propositions, il faudra immédiatement rentrer dans l'application. » Toujours le même souci : éviter la rupture. ●

Lionel Jospin : « Ce qu'on admet pour une île (Mayotte), on ne l'admettrait pas pour un peuple ? »

Lors du débat qui s'est tenu, mardi, à l'Assemblée nationale, sur la Nouvelle-Calédonie, Lionel Jospin a fait des propositions originales concernant l'autodétermination et l'avenir du territoire. Il a notamment avancé l'idée d'un vote séparé des deux communautés, européenne et canaque.

La droite a violemment réagi en criant de manière éhontée au racisme, à l'apartheid. Un amalgame scandaleux que Jospin a dénoncé : « Certains affirment que ce serait organiser le vote sur des bases ethniques voire racistes. Je ne le crois pas. Ce serait peut-être le cas s'il s'agissait de voter pour des élus dans un cadre territorial non contesté, mais il s'agit de voter sur la nature des relations de la Nouvelle-Calédonie avec la France. Ne peut-on d'ailleurs rappeler que dans le cas de la consultation sur l'autodétermination des Comores, un vote séparé fut organisé pour l'île de Mayotte ? Ce qu'on a admis pour une île, on ne l'admettrait pas pour un peuple ? »

Réaliste, Jospin admet qu'une telle consultation pourrait déboucher sur deux votes contradictoires, l'un en faveur du statu quo, l'autre en faveur d'une nouvelle évolution du statut de la Nouvelle-Calédonie : « Si c'était le cas, ne vaudrait-il pas mieux que le peuple français et le législateur chargé en son nom de légiférer sur la Nouvelle-Calédonie assument une situation contradictoire plutôt que de nier, par l'un ou l'autre artifice, la réalité canaque et la réalité caldoche ? Je crois que si. Et ne serait-il pas possible de consulter au besoin le peuple français par référendum comme cela fut fait à propos de l'Algérie ? »

Et Lionel Jospin de préconiser une « indépendance pluri-ethnique » sur une base fédérale : « Ne niant aucune des réalités du territoire, prenant en compte des peuples différents et des citoyens égaux en droit, assurant des garanties à chacune des minorités, impliquant éventuellement, par des institutions fédérales et un équilibre des pouvoirs de chaque population, une participation de tous au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, une telle solution innoverait dans le champ des décolonisations assurées par notre pays. »

J.-P. B.

CONVERGENCE 84 : ETRE "RÉCUPÉRÉ" OU MOURIR

Dans leur hantise d'être récupérés, les jeunes de Convergence 84 oublient seulement que s'ils ne veulent pas voir mourir leur mouvement il leur faudra bien trouver des alliés et des relais

PAR PIERRE-YVES POINDRON

ILS sont arrivés. Tout seuls au départ, ils étaient 30 000, sans doute plus, 50 000 peut-être, place de la République, samedi dernier. Mais qu'importe les chiffres, l'important, c'est ce qui s'est dit, ce qui s'est fait, pendant un mois dans chacune des villes étapes où les rouleurs sont descendus.

Convergence 84 a voulu faire sortir les jeunes et les moins jeunes, les immigrés et les Français de leur repli ; l'espace d'un instant, elle y est parvenue. Les jeunes sont sortis de leurs banlieues, ils étaient nombreux à la marche samedi dernier, composant le gros du cortège. L'espace d'un instant, les immigrés sont sortis de la marginalité où ils sont tenus et ont pris le micro. Quel meilleur exemple de cette convergence d'intérêts et d'idéaux que cette « convergence » à mobylette vers Paris ? Il y a là, plus qu'un symbole. Et le symbole lui-même a frappé les esprits.

Oui, ils étaient capables de s'organiser, capables de s'exprimer sans que personne ne leur vole la parole, capables de revendiquer « sans se faire récupérer ». La démonstration a été éclatante : des centaines d'étapes à travers la France, sans incidents, une manifestation sans le moindre heurt, une fête riche de nombreuses cultures, un discours sans concessions, et partout en France, des collectifs de soutien. Et maintenant ?

Convergence a mis un soin jaloux à préserver son indépendance. Pas de récupérations, surtout pas, ni par les partis, ni par les syndicats, ni même par les associations. Il fallait sans doute cette intransigeance pour être entendu. Et maintenant ? Maintenant, les questions affluent. Quelles revendications ? Convergence s'est abstenue d'en émettre samedi soir, sous prétexte « d'éviter toute récupération de la part du gouvernement, toute promesse ». Soit. Mais maintenant ? Paris ne s'est pas fait en un jour, la France d'hier non plus, celle de demain ne muera pas en un mois. Il faudra bien avancer pas à pas. Il faudra bien sortir de ce « tout ou rien » qui anime certes les cœurs, mais fait trébucher toute avancée, sortir de ce discours où on reproche tout à la fois au gouvernement et à la gauche de « ne pas soutenir » et de « vouloir récupérer le mouvement ».

Et maintenant ? Comment le message de Convergence va-t-il se traduire dans les faits ? Convergence continuera-t-elle à prêcher seule ? Il y aurait quelques risques de se couper d'alliés, aussi imparfaits soient-ils. Un responsable de la C.f.d.t. à Saint-Dizier le disait clairement : « Il faudra bien dans les entreprises et dans les quartiers des relais pour faire passer certaines idées. » Or, il y a gros à parier que Convergence 84, à elle seule, ne puisse installer un réseau de relais dans toute la France. A moins de se cantonner dans un discours pur et dur, autre forme de ghetto, qui irait à l'encontre du désir, sincère, de dialogue que les rouleurs ont manifesté tout au long de ce mois de novembre, il lui faudra trouver des appuis.



Pascal Lebrun

Que Convergence s'adresse « sans bluff » à ses alliés, c'est louable, mais il y a quelque maladresse à les avoir pris pour cible cette année, quelque injustice à affirmer « que rien n'a été fait pour les immigrés ». Que ces alliés soient imparfaits, soit, mais ils ont peut-être aussi leurs questions à poser, leurs responsabilités à assumer vis-à-vis du pays tout entier.

Convergence, à juste titre, a voulu libérer une certaine parole : ras-le-bol de l'inégalité, de la marginalité, du racisme antijeune, du racisme quotidien. Il ne faudrait pourtant pas que ces cris masquent un autre problème. Rêvons un peu. Supposons que le racisme n'ait plus cours en France, que le rejet de l'autre fasse place à la tolérance, est-ce pour autant que toutes les questions s'évanouissent d'un coup de baguette magique ? La France est composée de plusieurs communautés, c'est un fait, comment va-t-on les faire vivre ensemble ? Allons-nous vers l'assimilation pure et simple ? Certains, et c'est leur droit le plus élémentaire, refusent de perdre leur identité en même temps que leurs racines. Faut-il alors former une société multiculturelle ? D'autres problèmes alors surgissent.

Un seul exemple : y aura-t-il plusieurs statuts de la femme, alors que la place de celle-ci varie d'une culture à l'autre ? Les récents procès intentés à des Maliens qui ont fait pratiquer l'excision sur leurs petites filles montrent qu'on ne peut évacuer ce genre de question en prononçant le mot mana de « sociétés multiculturelles ». Derrière les mots, il y a une réalité qu'il est souhaitable de prévoir dès aujourd'hui.

Convergence 84 a porté le cri de révolte de nombreux jeunes, désireux d'obtenir les mêmes droits pour tous. On aurait aimé que ses responsables poussent plus loin la réflexion. Car enfin, ce qui est frappant c'est qu'un mouvement, comme celui auquel nous venons d'assister, n'a, à l'exception des Etats-Unis, eu lieu nulle part ailleurs dans le monde. Etrange paradoxe que cette France, encline au racisme, mais également terre d'asile, terre de mélange ! Et si ce paradoxe tenait au fait que notre pays est très fortement connoté de valeurs reconnues universellement : liberté, certes, mais aussi tolérance, justice, fraternité ? Et si ce double mouvement de fascination et de rejet procédait de cette réalité qui veut que les immigrés réclament leurs droits au nom des mêmes valeurs que les Français invoquent pour les rejeter ?

Le fait que l'émergence d'un mouvement social comme celui des jeunes et des immigrés apparaisse en France n'est peut-être pas innocent et devrait questionner Français et immigrés. Les Français, qui devraient se réjouir de voir tant d'étrangers désireux, envers et contre tout, de rester parmi eux, de vivre en France, d'y apporter leur énergie et leurs richesses. Les immigrés à qui on sera légitimement en droit, toutes inégalités abolies et tous droits accordés, de demander de partager les mêmes obligations sans lesquelles il n'y a pas de société viable. Or et c'est là le drame de l'intolérance qui secoue notre pays et c'est là la faute du racisme qui sévit en France, le cri de révolte pressant exprimé par le biais de Convergence et la surdité dont les Français font preuve empêchent ce dialogue tout aussi pressant d'avoir lieu.

Comment voulons-nous vivre ensemble demain, quelles que soient nos différences d'aujourd'hui et de demain ? On n'a pas le droit d'éluder la question sous prétexte qu'elle serait « utopique » pour les uns ou « raciste » pour les autres. L'histoire retiendra sans doute qu'elle fut l'une des plus importantes à se poser à la France des années quatre-vingt. Sera-t-elle fructueuse ou tragiquement dédaignée ?



Pierre Bérégovoy: "C'est cela mon "libéralisme"

Un jour il a débarqué aux Finances, son ordinateur sous le bras, avec la lourde tâche de succéder à l'un des ministres les plus populaires et « rassurants » du gouvernement. Mais la statue de Jacques Delors ne lui a pas fait d'ombre et Pierre Bérégovoy s'est fait un nom Rue de Rivoli. Le ministre des comptes en équilibre s'est aussi fait une réputation d'homme du dialogue social. Un peu schématisée, c'est la « ligne Bérégovoy ». Mais ce qui se remarque tout de suite, à une époque où l'on ne parle plus que de rénover — l'économie, la société ou le socialisme — c'est la modernité résolue de l'économiste et de l'homme de gauche.

« Unité » : Libération des prix, assouplissement du contrôle des changes, abolition de l'encadrement du crédit... Pierre Bérégovoy, êtes-vous libéral ?

PIERRE BÉRÉGOVOY : Partisan de la liberté, oui ! Le socialisme, pour moi, c'est toujours plus de responsabilité, plus d'initiative, plus d'imagination. C'est aussi moins de paperasses et de réglementation.

Mais quel curieux débat que celui qui se déroule autour du « libéralisme » où l'on voit les dirigistes d'hier parler à tout propos et hors de propos de liberté.

Le « libéralisme économique » s'est identifié avec la concentration capitaliste dans l'industrie puis dans la banque, les forts écrasant les faibles, les intérêts privés prenant le pas sur l'intérêt général.

Dans la société d'économie mixte que nous développons, l'État fixe démocratiquement les grandes orientations, et le plan trace une perspective dans laquelle chacun inscrit son effort : les entreprises, les collectivités locales, l'État lui-même.

A partir de là, les décideurs économiques et les partenaires sociaux doivent disposer du maximum de responsabilités, donc de la liberté d'innover, de créer. L'État n'a pas à se mêler de tout. Ne confondons pas l'autorité qui est nécessaire avec la bureaucratie qui étouffe. Le dirigisme est conservateur, le socialisme est libérateur.

– Justement, vous parlez du plan. On a un petit peu l'impression que le plan est tombé en désuétude depuis quelques mois pour laisser la place au marché. Le plan n'est-il pas justement un instrument dirigiste ?

– Non. Le plan fixe un cadre, et le marché permet d'adapter les évolutions de l'économie aux données internationales. Nous ne vivons pas dans une économie où le plan décide de tout. Sinon, nous irions droit vers le système bureaucratique dont nous ne voulons pas.

– Mais entre le socialisme que vous pratiquez et le capitalisme de Reagan, on a l'impression qu'il y a juste une différence de dosage – un peu plus de politique contractuelle ici, un peu plus d'État-providence – plutôt qu'une différence de nature ?

– Le capitalisme, à l'état pur, a cessé d'exister. Sous des formes multiples, l'État joue son rôle. Au profit de qui ? C'est toute la question. D'où l'importance que nous attachons à l'idée de solidarité.

Sur le rôle de l'État aux Etats-Unis d'Amérique, il y aurait aussi beaucoup à dire, notamment sur l'influence qu'exercent les commandes militaires ou spatiales dans l'économie américaine, à partir du complexe militaro-industriel si souvent analysé par les socialistes.

La différence de nature réside dans la structure du capital. Nous disposons en France d'un large secteur public où l'État - actionnaire est gardien de l'intérêt général. L'État-providence, ça ne signifie pas grand-chose chez nous, notre système de protection sociale est financé par les Français eux-mêmes et il assure la solidarité entre ceux qui cotisent et ceux qui en bénéficient.

Le Parti socialiste s'est prononcé pour l'autogestion. Et l'autogestion signifie bien que chacun doit agir en responsable. L'État dispose d'instruments économiques essentiels – la fiscalité, le budget – il peut agir sur le crédit. Il faut que le reste de l'économie puisse bouger, innover, créer. Je pense en particulier aux petites et moyennes entreprises.

– C'est toujours du capitalisme privé...

– Bien sûr. Il n'a jamais été dit que toute l'économie serait nationalisée. Permettez-moi d'insister sur deux points :

1) le dynamisme économique trouve sa source dans une plus grande responsabilité des entreprises et leur meilleure adaptation au progrès technique ;

2) les partenaires sociaux ont aussi leur mot à dire partout, en particulier, sur le terrain. Il est capital que le dialogue social se substitue à l'affrontement qui a trop souvent été de règle dans la vie des entreprises. La modernisation de notre économie ne signifie pas seulement la modernisation de notre appareil industriel et financier, mais exige aussi la modernisation des rapports sociaux. Cela veut dire, pour les organisations syndicales, qu'elles doivent accepter à la fois plus de responsabilité et de mobilité – mobilité géographique, mobilité professionnelle – et pour les responsables d'entreprises, publiques ou privées, qu'ils doivent rechercher la négociation et conclure des contrats de façon que chacun se sente concerné par ce qui se passe dans l'entreprise.

– Mais, tout de même, les mesures que vous prenez ne sont pas spécialement populaires : je pense, par exemple, à la libération des prix, l'électorat de gauche a toujours préféré le blocage. Alors les gens de gauche n'ont pas l'air satisfait d'une politique qu'ils n'estiment pas de gauche.

– En quoi la libération des prix, là où la concurrence s'exerce, serait-elle de droite ou de gauche ? Le blocage des prix est parfois nécessaire, mais son inspiration est dirigiste. la lutte contre l'inflation exige que nous continuions à contrôler l'évolution de certains prix. Mais lorsque la concurrence peut jouer, je ne vois pas pourquoi des contrôles tatillons l'interdiraient. Je le répète : plus de responsabilité, c'est aussi plus de liberté.

Vous avez la liberté de choisir la couleur de votre costume, la couleur de votre cravate, la liberté de consommer ou d'épargner et de choisir le meilleur prix. Je n'ai pas l'intention d'instituer des cartes imposant d'aller dans tel magasin acheter un produit imposé par l'État. Cette conception d'une économie bureaucratique n'a jamais donné de bons résultats. Il suffit de constater ce qui se passe dans les pays communistes. Là où l'on donne plus de responsabilités, cela marche mieux.

La vraie question est celle-ci : voulons-nous d'une économie ouverte ou fermée ? Nous sommes contre la fermeture des frontières et pour la construction de l'Europe, parce que nous savons bien,

"Le dirigisme est conservateur, le socialisme est libérateur"

comme le disait déjà Karl Marx au milieu du XIX[ème] siècle, que « l'internationalisation croissante des rapports de production et d'échange » est un phénomène irréversible.

Il y a donc une contradiction entre l'ouverture vers le monde et la multiplication des contrôles aux frontières. C'est vrai aussi pour les changes. Certes, il nous a fallu protéger notre monnaie, mais au fur et à mesure que se confirme le redressement de notre économie, il faut accepter les règles internationales. Cela m'amène à prendre quelques risques que j'assume en toute sérénité.

– Oui, mais alors dans ce cas les gens de droite cette fois ne sont pas satisfaits non plus, ils vous disent que vous êtes de ce côté-là un peu timoré. Par exemple, l'assouplissement du contrôle des changes, ils trouvent que ce sont des mesures qui ne sont pas suffisamment audacieuses...

– Le contrôle des changes existe en France depuis la Libération. Il n'a été suspendu que pendant quelques mois en 1968. Nous le libérons progressivement. Les gens de droite ne sont pas sérieux. Ils réclament la liberté des prix, la liberté des changes, la liberté de crédit, alors qu'ils ont institué tous les contrôles, que nous connaissons. Mais allons au fond des choses, les contrôles n'ont pas été établis pour rien par la droite. Cette forme de dirigisme avait pour but de consolider le pouvoir de l'argent. Au contraire nous voulons donner à chacun la possibilité de courir sa chance, de prendre des risques.

Prenons l'exemple du crédit. Chacun sait qu'en France, pendant longtemps, les banques n'ont prêté qu'à ceux qui avaient de l'argent. On ne prête qu'aux riches, dit un dicton populaire. Les choses ont évolué et les banques prennent maintenant des risques. Elles doivent aller encore plus loin.

– Pour revenir à des questions strictement économiques, il y a deux procès d'intention qu'on fait à la gauche. Le premier concerne son endettement extérieur excessif. Giscard, Barre disent qu'on va être obligé de rééchelonner. Les gens ne savent pas trop bien ce que cela veut dire, mais ils sentent que ce n'est pas trop bon. C'est un petit peu la honte pour eux...

– Rééchelonner sa dette signifie pour un pays qu'il ne peut plus payer aux échéances fixées. Le Mexique, l'Argentine, beaucoup de pays africains ont connu cette situation. Tel n'est pas le cas de la France, et il est scandaleux de le laisser croire.

Comme tous les pays du monde, la France doit de l'argent et on lui en doit. C'est donc l'endettement net qui compte. Comparons notre endettement net – par apport à notre production annuelle – et nous constatons que la France est l'un des pays les moins endettés : 1,8 % du P.i.b. contre 0,8 pour la R.f.a. mais 4,1 % pour l'Italie, 10,7 % pour la Grande-Bretagne, 29,5 % pour la Belgique, 4,4 % pour le Danemark.

Au Sénat, j'ai entendu annoncer le chiffre de 12 000 F représentant ce que chaque Français devrait à l'étranger. C'est faux. La droite veut laisser croire que tous les emprunts seraient à rembourser au même moment. Bien entendu, il n'en est rien. Nous rembourserons à l'heure dite et, en 1986-1988, la charge brute est de 1 500 à 1 700 F par Français et elle va diminuer ensuite. Si l'on tient compte de ce que l'on nous doit, le chiffre est de 700 F. On est loin de 12 000 F. La droite veut faire peur, sans se soucier de l'atteinte qu'elle risque de porter au crédit de la France. Nous ne nous sommes jamais conduits comme cela.

Posons-nous maintenant une question : pourquoi un pays a-t-il des dettes ? Le plus souvent, c'est à cause du déficit de sa balance des paiements résultant du déficit commercial. C'est le cas des États-Unis en ce moment à cause du cours élevé du dollar. Pour la France, la raison était l'absence de compétitivité d'une large partie de notre industrie. Nous en avons payé le prix en 1982 et 1983. Cela s'est nettement amélioré depuis. Nous le devons à l'effort de modernisation accompli depuis 1981 et au recul de l'inflation obtenu grâce à la ténacité de Jacques Delors et de Pierre Mauroy.

Pourtant, le retour à l'équilibre de notre commerce extérieur reste difficile. En ce moment, l'investissement industriel repart. C'est une bonne chose, car cela signifie que nous allons produire davantage et à meilleur prix, ce qui sera source de création d'emplois. Mais, à court terme, cela fragilise notre balance commerciale ainsi qu'on l'a vu en octobre, du seul fait que nous achetons trop de machines à l'étranger. La droite devrait balayer devant sa porte : elle nous a laissé une industrie de biens d'équipement en mauvais état et il nous faut la redresser. C'est ainsi que nous améliorerons de façon durable notre balance commerciale et réduirons notre endettement.

– Oui, mais l'endettement c'est aussi la « prodigalité de la gauche » depuis 1981?

– Vous parlez de l'endettement intérieur. Là encore, la comparaison avec l'étranger est à notre avantage : 18 % du P.i.b. contre 20 % pour la R.f.a., 43 % pour les États-Unis, 50 % pour le Royaume-Uni et le Japon.

Cela étant, personne ne nie que la charge de la dette a augmenté. Je considère d'ailleurs qu'il faut la stabiliser, d'où ma volonté de réduire le déficit budgétaire. Il faut aussi mesurer la contrepartie du déficit budgétaire que nous avons accepté : le chômage a progressé moins vite en France que pour la plupart des pays européens. Sinon nous aurions eu 3 500 000 chômeurs. Aujourd'hui, nous en sommes à près de 2 400 000. C'est trop, c'est beaucoup trop. Et toutes les initiatives que prend le gouvernement sous l'impulsion de Laurent Fabius ont pour but de réduire ce chiffre.

Je le répète, une fois encore : l'État doit donner l'exemple d'une meilleure productivité, et les entreprises publiques sont à cet égard exemplaires. Observez les secteurs où nous remportons des succès : les télécommunications, l'aéronautique, le spatial avec Ariane, le T.g.v., les centrales nucléaires ; il s'agit de secteurs nationalisés et nous sommes parmi les meilleurs du monde, parfaitement compétitifs. C'est dire que l'État peut lui aussi impulser la modernisation en faisant confiance au secteur public.

Soulignons cependant que la grande industrie utilisera des effectifs plus qualifiés mais moins nombreux dans les années à venir. La modernisation doit donc s'étendre aux secteurs des services et du commerce. Et puis, il y a les P.m.e. auxquelles il faut donner davantage de souplesse et de moyens financiers. Elles sont capables d'exporter et de créer des emplois. Tout ce qui contrarie leur développement est à éliminer, qu'il s'agisse des contraintes administratives et financières. C'est cela mon « libéralisme » !

(suite en page 6)



Pierre Bérégovoy avec le président de la République.



Présentant le document explicatif de la baisse de l'impôt sur le revenu des contribuables pour 1985.



Le maire de Nevers visitant la cité de « la Grande Pature », dans sa bonne ville.

Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 5)

– Autre procès : on vous reproche souvent, parfois même à gauche, d'être responsable du million de chômeurs non indemnisés, de la « nouvelle pauvreté » en quelque sorte...

– C'est absolument faux ! Le système d'assurance-chômage a été préservé grâce à nous. Rappelez-vous : le 19 novembre 1982, le C.n.p.f. dénonçait l'U.n.e.d.i.c., autrement dit l'assurance-chômage mise au point par les partenaires sociaux en 1958, financée par des cotisations payées par les salariés et par les entreprises.

Le C.n.p.f. considérait que le contrat qui le liait aux syndicats était caduc. Il nous a fallu parer au plus pressé. La loi Boulin votée en 1979 nous faisait obligation d'équilibrer le système d'assurance-chômage. Le gouvernement a augmenté les cotisations et, avec l'accord des partenaires sociaux, il a fixé de nouvelles règles d'indemnisation des chômeurs. Le système a été préservé, et les chômeurs ont pu continuer à percevoir leurs allocations.

A cette époque, on ne parlait que du trou de l'U.n.e.d.i.c. et des « faux chômeurs » ! Maintenant on parle de « nouvelle pauvreté », cela montre que l'idée de solidarité a fait son chemin.

Revenons à l'U.n.e.d.i.c. : au début de 1984, les partenaires sociaux ont mis au point ce que l'on a appelé la partition du système, prenant à leur charge l'assurance et laissant à l'État la solidarité. Un accord général a été alors conclu entre tous les syndicats, le C.n.p.f. et la C.g.p.m.e. sous ma présidence pour garantir les droits des chômeurs. Outre les préretraites directement prises en charge par l'État, le système de solidarité verse une allocation d'insertion pour les jeunes à la recherche d'un emploi pendant un an et une allocation de solidarité pour les chômeurs en fin de droits. Si certains chômeurs ne perçoivent rien, c'est parce que les règles de l'U.n.e.d.i.c. stipulent qu'il faut avoir travaillé un minimum de cinq ans pour bénéficier de l'allocation de solidarité, règle fixée avec les partenaires sociaux. D'où la nécessité, pour l'État, de faire quelque chose de plus. C'est la raison des mesures prises en faveur des plus démunis, financées par un relèvement du taux de l'impôt sur les grandes fortunes.

– C'est un impôt qui va rapporter 300 millions ...

– Oui. Quand j'entends les syndicats et la gauche dire qu'il faut faire plus, en demandant à ceux qui ont beaucoup, je considère qu'ils ont raison. Ce discours sonne juste, par contre, le discours de la droite sonne faux. Elle ose parler de nouvelle pauvreté et de solidarité, alors qu'elle a refusé la majoration de l'impôt sur la fortune et la suppression du privilège fiscal attaché à l'Emprunt Giscard. La solidarité, ce n'est pas dans les discours qu'on la pratique, c'est dans les actes. C'est ce que je me suis efforcé de faire aux Affaires sociales et ce sont les mêmes sentiments qui m'animent Rue de Rivoli.

– Enfin, 300 millions pour 1 million de personnes ...

– Il n'y a pas un million de personnes sans ressources. Les bureaux d'aide sociale et les collectivités locales complètent l'aide de l'État. De nombreuses associations font, elles aussi, beaucoup.

Pour sa part, l'État consacrera plus de 40 milliards au Fonds de solidarité, préretraites comprises, en 1985. Nous avons exonéré de la taxe d'habitation plus d'un million et demi de foyers fiscaux supplémentaires et à peu près autant de l'impôt sur le revenu.

Alors, est-ce assez ? Ce n'est jamais assez. Nous devons continuer. Mais il nous faut faire des choix. Quand j'entends la liste de revendications qui s'expriment de toutes parts, je rappelle qu'il n'y a pas de secret : on ne peut pas distribuer ce que l'on n'a pas.



Sipa-presse

Avec sa femme Gilberte.

En matière de solidarité, saluons les salariés du secteur public auxquels on a demandé une contribution de solidarité de 1 % pour l'assurance-chômage. Il est injuste de les prendre à partie comme on le fait ici ou là.

– Passons au contexte international. Ronald Reagan vient d'être réélu. Quelle politique allez-vous proposer face à la sienne ? Allez-vous reprendre votre bâton de pèlerin pour aller convaincre Washington de la nécessité de réformer le Système monétaire international ?

– M. Reagan a été réélu. Quelle politique fera-t-il ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Il me semble que les États-Unis ne peuvent pas continuer à vivre avec un déficit de la balance des paiements de 130 milliards de dollars ! Qu'est-ce qu'on dirait si la France, toutes proportions gardées, avait un déficit de 250 milliards de francs ? On dirait que notre pays est mal géré. Je vous rappelle que pour 1984 notre déficit de balance des paiements devrait s'élever à 10 milliards de francs, soit, proportionnellement, 25 fois moins qu'aux États-Unis. Les Américains peuvent se le permettre parce qu'ils battent monnaie pour le reste du monde. Ce n'est pas sain pour autant, et M. Reagan sera conduit à des choix.

Nous allons nous informer sur les intentions américaines réelles. Je compte me rendre au début de l'année à Washington pour en savoir plus et répéter ce que j'ai dit en septembre dernier : un grand pays comme les États-Unis a des responsabilités à l'égard du reste du monde. L'alliance politique la plus solide perd tout son sens si, dans le domaine économique, c'est le « chacun pour soi » qui prédomine. Il n'y a de vraie solidarité politique que s'il y a une réelle solidarité économique. Mais les conséquences de la politique américaine sont encore plus graves pour les pays en voie de développement lourdement endettés par la hausse du dollar et qui ont vu leur niveau de vie décroître à cause du ralentissement de l'activité économique mondiale. La solidarité à l'égard de ces pays s'impose de toute évidence pour des raisons humanitaires et économiques. Humanitaires, car on meurt à nouveau de faim en Afrique. Économiques, car le développement du tiers monde profite aussi aux pays industrialisés. Je plaiderai donc à nouveau en faveur du financement multilatéral de programmes d'aide au développement.

J'ajoute enfin que la France doit élargir ses échanges avec le reste du monde. Un nouvel élan pourra être donné à nos exportations vers l'Union soviétique et les pays de l'Est, grâce à l'emploi de l'Écu. Les Américains et beaucoup d'autres ne se gênent pas pour commencer avec Moscou. Il n'y a aucune raison pour que nous soyons à la traîne.

– L'O.c.d.e. dresse un bilan assez flatteur de la politique française depuis les mesures d'avril 1983. La presse anglo-saxonne semble souvent vous approuver alors que tout récemment elle tapait sur les doigts de Chirac. Alors que les perspectives économiques sont plutôt encourageantes, quel serait pour vous le bon scénario économique jusqu'aux législatives ?

– La presse anglo-saxonne est plus objective que la droite française à l'égard de notre politique. Qu'est-ce que l'on constate ? L'inflation est passée de 14 à 7 %, ce qui, dans un pays comme le nôtre, est remarquable : le déficit du commerce extérieur se réduit. Nous avons eu un excédent de la balance des paiements de 6,6 milliards au dernier trimestre. Les marges des entreprises se sont améliorées. L'investissement industriel repart.

Reste le chômage qu'il faut absolument endiguer et faire reculer. Chirac croit y parvenir en renvoyant les immigrés chez eux et c'est pour cela qu'il a reçu une leçon du « Wall Street Journal ». Non seulement, ce ne serait pas juste à l'égard de ceux que l'on a fait venir, mais cela créerait aussi un chômage supplémentaire par le ralentissement de certains secteurs de production. Le gouvernement suit une toute autre démarche en encourageant l'aide au retour des immigrés volontaires pour « rentrer au pays ».

Quel est le bon scénario ? Au plan mondial, le meilleur consiste à voir le dollar baisser progressivement. Les économies occidentales ont souffert des taux d'intérêt trop élevés pratiqués aux États-Unis d'Amérique, qui ont renchéri le coût de l'argent et exercé une ponction sur l'épargne européenne au profit de l'économie américaine. Il est donc souhaitable que l'Amérique mette de l'ordre dans ses affaires afin que la baisse des taux d'intérêt puisse continuer.

C'est vrai aussi pour l'Europe. J'observe une reprise de la croissance en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en France aussi où le taux de croissance, d'après nos prévisions, sera de l'ordre de 1,6 % cette année, alors que nos prévisions tablaient sur 1,3 %.

Mon souhait est de voir le mouvement de reprise de l'économie mondiale s'accélérer sans à-coups, la croissance européenne suppléant le ralentissement probable aux États-Unis.

Dans le même temps, j'espère que l'identité monétaire européenne s'affirmera de telle sorte que l'Écu tienne la route face au dollar. Beaucoup de progrès ont été faits dans ce sens, même s'il y a encore quelques réticences chez certains de nos partenaires ou dans telle ou telle institution financière.

Ce scénario sera-t-il réalisé ? L'amélioration de l'activité économique mondiale sera bonne pour notre pays. C'est sûr. Mais rien ne nous dispensera de l'effort à faire chez nous pour combattre, avec encore plus d'énergie, l'inflation et donner plus de vitalité à notre économie.

– Je suis perplexe... Pour vous, ça ne va pas trop mal, ça a même tendance à aller mieux. Pourtant les Français sont de plus en plus nombreux à se détourner de la gauche. Comment est-ce que vous expliquez ça ?

– Les Français sont comme saint Thomas, ils ne croient que ce qu'ils voient. Lorsque je dis que notre économie va mieux, et c'est aussi ce que disait Jacques Delors en me transmettant ses fonctions, les Français éprouvent du mal à nous croire parce que le chômage et son cortège de détresse obscurcissent les résultats positifs que nous obtenons en d'autres domaines.

– Et le chômage ?

– Vous savez ce qui a été fait pour les jeunes par la mise en place des T.u.c. La formation est aussi essentielle. A l'économie de faire le reste : moins d'inflation et plus de croissance, ainsi nous créerons des emplois. Pour cela, je m'efforce de donner un peu d'air à notre économie.

Je vais vous citer quelques mesures simples qui viennent d'être arrêtées : assouplissement de la réglementation des investissements étrangers et surtout accélération du traitement des dossiers ; totale liberté d'émission d'obligations pour les P.m.e. (jusqu'à 500 MF), de manière à mieux financer les investissements, allègements des procédures d'autorisation pour l'implantation ou le développement d'activités industrielles ou de services en région parisienne, etc. Ces dispositions vont dans le sens d'une croissance économique plus soutenue, sans pour autant peser sur le budget de l'État, c'est-à-dire sans accroître le déficit budgétaire, facteur d'inflation. Dans le domaine des prix, il est difficile de prendre conscience des progrès accomplis parce que l'on a beau réduire l'inflation de moitié, les prix augmentent toujours un peu. En 1985, je suis certain que le recul de l'inflation apparaîtra plus nettement.

Cela a été aussi le cas pour la baisse des impôts obscurcie par la hausse du prix de l'essence rendue nécessaire pour réduire notre facture pétrolière. Quand les Français recevront leur feuille d'impôt en 1985, ils verront que nous ne les avons pas trompés.

Bref, cela va mieux, même si cela ne va pas encore aussi bien que nous le souhaiterions. L'effort ne doit pas être relâché. La rigueur est toujours indispensable dès lors qu'il s'agit de gérer. Elle l'est aussi quand il s'agit de mettre de l'ordre dans les idées. On ne peut pas tout faire à la fois. Additionner les revendications : celles des agriculteurs, des professions libérales, des commerçants, des cadres et des chefs d'entreprise, n'est pas une méthode de gouvernement. La droite est bien légère quand elle parle d'économie. La gauche est plus sérieuse et plus juste.

(propos recueillis par Stephen GERE)

"Le capitalisme à l'état pur a cessé d'exister"

R.L.P.

Adrénaline et hypocrisie vont en F.m. !

Ainsi donc, la Haute Autorité applique la loi. Enfin ! pourrait-on dire. Car il est vrai que, pendant de longs mois, la F.m. a été le théâtre du « n'importe comment pourvu que ça rapporte et qu'on parle de moi ». C'est le problème de la surpuissance – lié, paraît-il, au budget pub –, celui du non-respect de sa fréquence, celui du brouillage, de l'accord de franchise, du rachat, du trafic d'autorisation, de la constitution de structures de connection (1)..., bref que d'infractions constatées depuis des lustres qui vont être mises à plat. La F.m. doit vivre ; parlons-en.

L'arsenal législatif est maintenant sorti. Le « Journal Officiel » du 2 décembre a publié les décrets d'application de la loi du 1er août 84. Les textes sont précis : du cahier des charges au programme propre, de l'autorisation d'émettre (ses modalités), au fond de soutien à l'expression radiophonique locale, la F.m. possède aujourd'hui un mode d'emploi exemplaire, reconnu libéral par tous. Ce libéralisme lié au caractère propre de ce nouveau média – comment faire autrement quand on est pour la liberté d'expression ? – implique que les règles soient communes à tous. Et c'est là que les pouvoirs publics ont décidé d'intervenir.

Il y a des « pirates ». Des radios qui n'ont pas obtenu, soit par volonté politique de non-reconnaissance de la commission Galabert, soit par défaut de dossiers, d'autorisation. Celles-ci subissant des mesures de saisies. C'est le cas à Paris de Show, Mouvance et Bocal. Il y en a d'autres qui, munies d'un avis favorable de la commission Galabert mais pas d'une fréquence, émettent et se trouvent en situation irrégulière. Elles sont interdites par la Haute Autorité jusqu'à ce que celle-ci trouve des solutions. Il y a enfin le cas des radios « choc » qui, pas « chic », font dans la loi de la jungle. C'est N.r.j., 95.2 F.m., T.s.f. 93 et la Voix du Lézard. Celles-ci font dans la superpuissance et sont les spécialistes du brouillage.

Solidarité, la voix de l'opposition, n'est pas sur sa fréquence et hurle tellement fort sa haine de la majorité actuelle qu'elle gonfle ses émetteurs. Et Radio Libertaire, fidèle à ses convictions anarchistes, refuse simplement de rejoindre sa fréquence. La Haute Autorité décide de faire appliquer la loi. Ces six radios sont donc dans l'obligation de relire le cahier des charges et de s'y soumettre, sinon la suspension (de 10 jours à 30 jours) (2) va tomber.

Ces mesures sont absolument justes. Tous les responsables du dossier R.l.p., l'ensemble des représentants des radios libres sont d'accord pour le reconnaître. Et pourtant il y a de l'étonnement, de la surprise, voire du traumatisme dans l'air. S'il y a étonnement, c'est non dans le fait que les pouvoirs publics décident d'appliquer la loi, c'est dans la nature de certains commentaires publics. S'il y a surprise, c'est non dans la procédure choisie par la Haute Autorité mais dans la démagogie des réactions que celle-ci entraîne. S'il y a traumatisme... voyons, messieurs les observateurs. Le devenir de la F.m. vaut bien une montée d'adrénaline.

Et que l'illégalité de quelques-uns occulte la légalité d'autres, c'est pousser un peu loin le jungle.

Radio Maghreb, par exemple, la Radio des musulmans de France. Elle a arrêté d'émettre volontairement le 17 novembre dernier. La Haute Autorité lui a demandé d'accepter des regroupements. Elle lui a promis une fréquence et d'accélérer la mise en chantier de ce projet particulier. Cette radio existait depuis novembre 1981. Elle joue la carte de la légalité et regarde en spectateur « étonné » la fièvre actuelle de la F.m. De ceux-ci, vous n'en parlez pas.

DENIS DANGAIX

1) Voir « l'Unité » n° 581 sur le réseau Hersant à travers la F.m.

2) Les suspensions seront notifiées lors d'un prochain « J.o. ».

DROITE

Et maintenant les juges noirs...

« Les punaises, nous avons vu cela du temps d'Hitler, c'était les juifs. Eh bien, maintenant, ce sont les victimes ! » Pas la peine de vous pincer, vous avez bien lu. C'est un obscur professeur de droit à Paris II, un dénommé Fontet, qui a proféré cette énormité au cours du congrès annuel de l'Association professionnelle des magistrats (A.p.m.), qui se tenait au Palais de Justice de Paris le week-end dernier. Une association reconnue il y a six mois par la chancellerie comme un vrai syndicat. De droite évidemment. L'A.p.m. avait bien sûr invité l'inévitable Rémy Halbwax, responsable du Syndicat national des policiers en tenue, qui, pour la énième fois, s'en est pris à Robert Badinter en traitant le garde des Sceaux de « valet des minorités malfaisantes ».

M.D.

CATASTROPHE

La Directive Séveso est passée par là

1 200 morts, 15 000 intoxiqués, le nuage gazeux émanant d'une usine d'insecticides à Bhopal, au centre de l'Inde, n'en finit pas de poursuivre son œuvre destructrice. C'est, sans aucun doute, le premier accident technologique aussi grave au monde. L'isocyanate de méthyl, conservé sous forme liquide dans des réservoirs, s'est échappé des centres de stockage souterrains. Par quel mécanisme chimique cet incident a-t-il eu lieu ? Les responsables indiens se perdent en conjecture.

L'isocyanate de méthyl est fabriqué, stocké et commercialisé par la multinationale américaine Union Carbide. Trois usines spécifiques existent au monde. Celle de Bhopal, une aux Etats-Unis, et la dernière, l'usine Littoral à Béziers.

Point de catastrophisme. Il y a des rapprochements conjoncturels qui seraient indélicats à entreprendre. L'isocyanate de méthyl par fût de 200 litres est utilisé, à Béziers, comme produit de base pour un pesticide : l'aldicarbe. Cette usine, dangereuse, car elle manie des substances classées toxiques, dépend de l'inventaire des manufactures répertoriées sous dépendance de la directive dite de Séveso. Cette directive votée à l'échelon européen en 1982 et qui est rentrée en application en janvier 1984 précise des conditions « pointues » de sécurité. Le 9 novembre dernier, l'usine Littoral subissait une visite d'inspection. La directive Séveso était passée par là.

DENIS DANGAIX



SOCIALISTES

Michel Rocard : à gauche toute !

De mois en mois depuis 1981, la gauche fait l'expérience de la tourmente. Elle a appris – à ses dépens électoraux – la rigueur des réalités économiques. Ce qui ne l'empêche pas de bien gérer... toujours à gauche, au grand dam de la droite et des communistes. Et tandis qu'elle engrange les résultats – sensibles même s'ils ne sont pas éclatants –, la gauche affronte l'impopularité. Le Parti socialiste, premier parti de France depuis des années, essuie des échecs électoraux. La cote d'amour du président de la République, pourtant l'homme d'un raz de marée en 1981, est aujourd'hui au plus bas, alors que celle des leaders de droite semble remonter. Pas assez cependant pour éclipser l'étoile d'un homme de gauche loin devant les Chirac et Barre. Michel Rocard est une énigme. Certains appellent ça un mythe. Et la classe politique n'aime pas les mythes, ces empêcheurs de tourner carré.

Dans le contexte actuel, il serait plus cohérent – donc rassurant pour les esprits avides de ratio politique – de voir Raymond Barre caracoler en tête de sondages d'opinion. Mais Raymond Barre ne caracole pas : malgré les efforts de la presse de droite, il plafonne bien en dessous de la barre des 50 %. C'est Michel Rocard qui caracole et, à ce titre, dérange ou inquiète. Il inquiète qui ? La droite, pas la gauche.

Bien sûr, il était tentant de le présenter comme un homme de droite. Le charisme de Rocard ? Mais c'est parce qu'il a une image de droite. Eh bien, pas du tout, nulle ambiguïté sur ce point. Michel Rocard est solidement ancré à gauche, une gauche moderne et imaginative, bien différente du fantasme qu'en a la droite. Sa gauche plaît, c'est ce qui lui vaut sa cote d'affection. Il continue à faire rêver, tant mieux. Vous voyez Chirac ou Barre faire rêver ? Il a eu tort quelquefois ? Certes, il est le premier à le reconnaître. Mais aussi, il a souvent eu raison. Alors on cherche à l'opposer à François Mitterrand. Et cette fois Michel Rocard rappelle, avec quel brio, qu'il est d'accord sur l'essentiel avec les idées du président de la République. Alors la candidature à la candidature ? Vieille histoire. Les idées de toute la gauche au pouvoir sont celles qui sont appliquées par le gouvernement. S'est-on rendu compte qu'il n'y avait plus de rocardisme comme pensée politique à opposer à celle du président ? Mais il y a toujours Michel Rocard et il faudra compter avec lui.

A « l'Heure de vérité », Alain Duhamel, avec une hargne à laquelle il nous a rarement accoutumés, s'est efforcé de déboulonner l'homme de son piédestal. Plus ridicule peut-être : c'est lui qui a commenté sur A.2 l'émission à laquelle il venait de participer. Manque-t-on à ce point de « spécialiste » en France ? Boissonat. Le très aigre rédacteur en chef de « l'Expansion » avait-il absolument besoin de recourir à la mauvaise foi pour mettre Rocard en difficulté ? Car qui, à part Boissonat, a entendu Rocard traiter Pierre Bérégovoy de « notaire de province » et d'« imbécile » ? Bref, les chers « confrères », sans doute déçus de ne pas avoir le « coup » dont ils rêvaient à se mettre sous la dent, se sont acharnés sur leur invité. Car la rumeur avait couru, insistante, que Michel Rocard allait faire un esclandre, peut-être claquer la porte du gouvernement. Rocard a évoqué ses divergences épisodiques et réaffirmé sa solidarité sans faille avec le gouvernement de Laurent Fabius. La classe politique a-t-elle été déçue qu'il trahisse la rumeur plutôt que la gauche ? A trop prendre ses désirs pour des réalités... En tout cas, une chose témoigne en faveur de la belle vitalité de celui dont on ne cesse depuis cinq ans d'annoncer la mort politique : l'émission de l'autre soir ne laisse aucun doute là-dessus, Michel Rocard est un homme à abattre.

PERES-LA- PUDEUR

Faites des enfants, pas l'amour !

Plus ça va, moins ils vont. Jacques Chirac avait déjà fait très fort en dénonçant la « banalisation » de l'avortement et en proposant de restreindre les « facilités » accordées aux femmes pour obtenir une I.v.g. Jacques Toubon, en digne élève de son maître, pousse le bouchon encore plus loin. Le tout nouveau secrétaire général du R.p.r. prétend, lui, réglementer l'amour. Carrément. Parce que, voyez-vous, les jeunes Français forniquent trop. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre notre père la Pudeur de choc au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 dimanche dernier.

« Pensez-vous que l'acte sexuel doit être banalisé comme il l'est actuellement ? » s'est-il exclamé en s'étranglant d'indignation. Pour tonner ensuite, rouge de colère : « Vous pensez qu'à trop faire l'amour on sait encore ce que c'est, l'amour ? »

Le slogan préféré du R.p.r., ce doit être « toujours plus ». Toujours plus de rétro, toujours plus de bêtise. Et toujours plus d'ordre moral. Encore un peu, et Chirac comme Toubon s'aligneront sur les thèses de Jean-Paul II, dont on connaît le progressisme en la matière. On dort ensemble, d'accord, mais juste ce qu'il faut. Faites des enfants, pas l'amour. Le plaisir ? Mais c'est subversif, le plaisir.



Jacques Toubon.

Ça fait désordre.

Les pauvres ! Eux qui s'en prennent à l'avortement, à la contraception, au féminisme et même au concubinage notoire – aux récentes Assises du R.p.r. à Grenoble, les couples illégitimes en ont pris pour leur grade – n'ont pas fini de se lamenter sur la décadence de notre société. Il y avait la pilule, il y avait l'I.v.g., et les femmes, déjà, n'en faisaient qu'à leur tête. Voilà qu'arrive le RU 486 du Pr Etienne Beaulieu, mi-pilule, mi-I.v.g., et les femmes détiennent aujourd'hui, comme le souligne avec un brin d'angoisse « le Journal du dimanche », « l'arme absolue (1) ». Le RU 486, dont on avait beaucoup parlé il y a deux ans et demi au moment de son expérimentation (2), c'est un pouvoir extraordinaire donné à la femme.

La faculté d'accepter ou de refuser une grossesse, non plus avant, mais après. Cette pilule, fabriquée à partir d'une molécule anti-progestérone, et qualifiée de « contragestive » par son inventeur, le Pr Beaulieu, rend stérile – si l'on ose dire – tout débat sur la « banalisation » de l'avortement. Car le RU 486, c'est à la fois une contraception tardive et un avortement précoce. Contraception sans la contrainte d'un produit chimique à avaler tous les jours, avortement sans médicalisation. Pour les femmes, c'est l'accession, enfin, à une totale maîtrise de leur corps. Une fantastique liberté.

Oh, le joli pied de nez que vient de faire le progrès scientifique aux homélies politicardes ! Comme le disait récemment Lucien Neuwirth, ancien député et auteur de la loi de 1967 sur la contraception : « On franchit une étape de plus qui rend la loi Veil caduque (3). » Mais que vont faire Chirac, Toubon et les autres maintenant que le RU 486 les a renvoyés à leurs chères études de mœurs ? La vie est décidément bien compliquée et bien triste pour les militants cuvée 1984 du Rassemblement pour la République...

MARTINE DUCOUSSET

(1) « Le Journal du Dimanche », 2 déc. 84.

(2) « L'Unité », 30 avril 1982.

(3) « Libération », 1er décembre 1984.







Aux PTT, près de 480 000 agents assurent le contact quotidien dont vous avez besoin avec le monde entier. C'est pour que ce contact de tous les jours soit assuré, accru et autant que possible amélioré que les PTT mettent en place de nouveaux moyens de communication.

Il faut que vous le sachiez : répondre à ce nouveau besoin de communication constitue l'essentiel de nos projets. Les centraux électroniques, Télétel, le TGV postal, la carte à mémoire vous seront bientôt aussi familiers que l'utilisation du téléphone ou la rencontre du facteur.

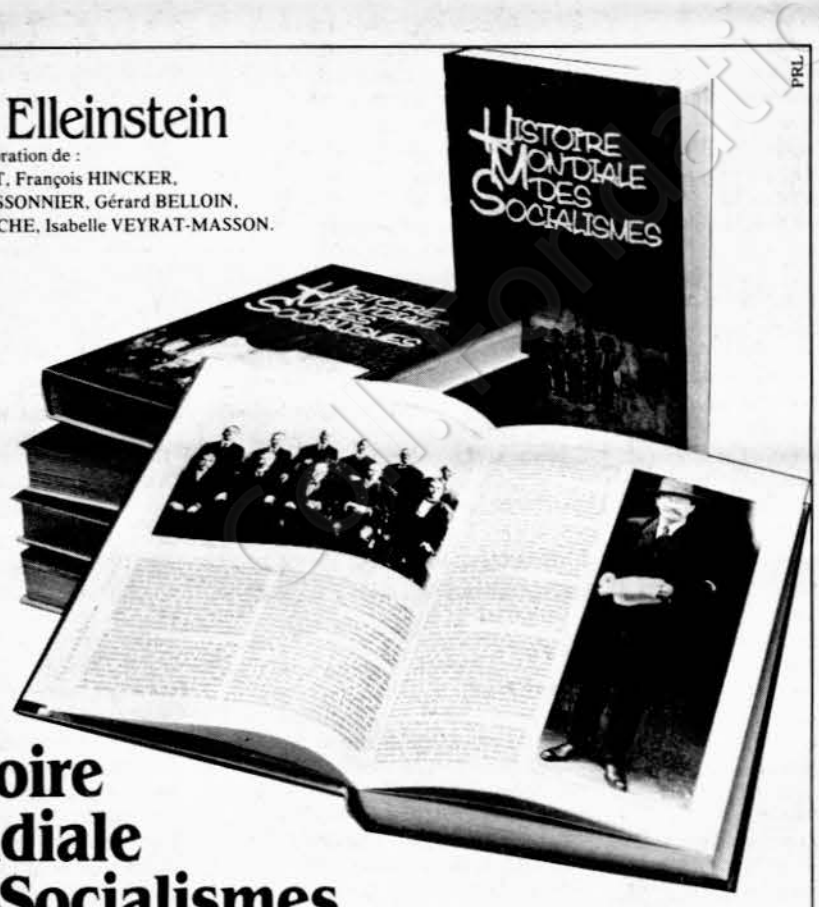
Savez-vous qu'à la fin 1984, 600 000 terminaux Minitel auront été installés, en grande majorité liés au développement de l'annuaire électronique. L'objectif 1986 est l'installation de 3 millions de ces appareils.

Nous souhaitons qu'associés aux irremplaçables fonctions des bureaux de poste et des agences des télécommunications, ces nouveaux services, déjà expérimentés et appréciés par leurs premiers utilisateurs, favorisent le déroulement de votre vie quotidienne.

Ce sont eux qui vont donner à la communication le visage de votre avenir.

PTT
le contact

Jean Elleinstein
avec la collaboration de :
Jean BRUHAT, François HINCKER,
Maurice MOISSONNIER, Gérard BELLOIN,
Georges AYACHE, Isabelle VEYRAT-MASSON.



TRAL

Histoire Mondiale des Socialismes

6 volumes de l'Antiquité à nos jours

Une grande collection historique qui retrouve les faits, les événements et les hommes : de Platon à Marx, de Lassalle à Jaurès, de Léon Blum à Staline, de Tito à Mao, de la Révolution cubaine à Solidarnosc.

Un ouvrage de référence qui étudie tous les aspects du socialisme : les idéologies, les partis, les États ; et qui n'ignore aucun pays, ni aucun continent.

Une source d'informations et de documentation utile et précieuse : 60 pages de chronologie, nombreux textes-documents d'époque, 192 pages d'illustrations et cartes hors-texte, quelque 660 biographies des principaux acteurs de l'histoire des socialismes.

Prix spécial : **1 400 F** les 6 volumes ou **250 F** comptant et 6 mensualités de 200 F
Jusqu'au 15.01.85
(au lieu de 350 F × 6 volumes = 2.100 F)

Documentation complémentaire en librairie ou à défaut chez Armand Colin.

ARMAND COLIN *103, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris, tél. : (1) 634.12.19*

CONCOURS quid 1985

AVEC LES GROSSES TÊTES DE RTL

GAGNEZ
UN TOUR DU MONDE
AU TOTAL 1985 PRIX

**attribué lors du premier des 2 classements (réception avant le 31.01.85)*



QUESTIONS ET RÉPONSES
DANS LE QUID 85 159 F
Éditions Robert Laffont

© Fondation Jean-Jaurès



Sygma

Raul Alfonsin.

« Protesta » au Chili.



A.f.p.

Julio-Maria Sanguinetti, nouveau président élu de l'Uruguay.



Sipa-presse



Pinochet, vu par Bellanger.

AMERIQUE LATINE : LA TENTATION DEMOCRATIQUE

L'une après l'autre les dictatures gorilles cèdent la place à la démocratie. Démocraties fragiles, en liberté surveillée par des militaires mal guéris du « golpismo » mais démocraties quand même. Après l'Argentine, l'Uruguay, l'Equateur, la Bolivie, le Brésil votera le 15 janvier prochain. Seuls le Chili et le Paraguay résistent encore. Pour combien de temps ?

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

APRES des années de lutte, de nombreux pays de l'Amérique du Sud soumis à la terreur des dictatures militaires commencent à se libérer du joug imposé par des tyrans galonnés. Des gouvernements constitutionnels prennent place dans un climat politique toujours marqué par l'héritage néfaste des années sombres. Partout cette période a été celle d'un accroissement important de la misère, d'une dépendance accrue face aux puissances économiques modernes et surtout d'un considérable frein au progrès social.

Ces fragiles démocraties doivent grandir dans un terreau malsain, gangrené par des années d'injustice sociale et par une violence politique qui faisait appel à toutes les techniques modernes et sophistiquées du « terrorisme d'Etat ». Les « disparus », des milliers de personnes qui ont cessé d'exister, victimes d'une machine de guerre toujours présente et prête à reprendre du service. Les dizaines de milliers d'exilés, dont l'une des conséquences est la véritable hémorragie de matière grise dans des pays déjà très mal lotis du point de vue technologique et scientifique. Et des sociétés civiles meurtries, en proie aux démons de la désagrégation nationale.

Les élections ne peuvent pas à elles seules par un coup de baguette magique résoudre du jour au lendemain des problèmes accumulés depuis au moins un siècle. Mais l'espoir y est. Parfois inconsidérément, et d'une façon excessive et irrationnelle, ces peuples croient que les élections, la rupture démocratique ouvrent une phase nouvelle et définitive. Mais ils savent aussi que la tâche n'est pas aisée et que les retours en force des « régimes forts » ne sont pas à exclure. Leur histoire leur a donné à plusieurs reprises de tristes exemples.

On cogite fort dans les casernes

Les militaires reculent partout, c'est un fait. Ils le font à des rythmes différents selon les conditions de chaque pays. Et selon aussi le contexte international. Parfois ils désignent eux-mêmes leur successeur que les urnes devraient « consacrer », parfois ils se limitent à contrôler la sortie démocratique en imposant des « règles du jeu » contraignantes et complètement arbitraires. Dans le premier cas, nous trouvons les militaires au pouvoir en Equateur jusqu'aux élections du 20 avril 1979. Le candidat désigné par les militaires fut très largement battu. Le deuxième cas est celui du Brésil, où le processus démocratique est en marche, et il devrait aboutir le 15 janvier 1985 avec l'élection du président de la République après vingt ans de règne militaire. Les forces armées brésiliennes essaient toujours d'éviter que ce soit le candidat de l'opposition qui l'emporte. On cogite fort dans les casernes pour trouver le moyen de « corriger » la volonté populaire. Et si la possibilité d'un coup d'Etat semble aujourd'hui exclue, on ne peut pas à Rio de Janeiro dans les milieux politiques manquer de manifester une inquiétude certaine sur les trouvailles électorales de dernier moment des militaires.

En Uruguay, le mécontentement populaire était à son comble, et la situation des militaires était devenue insoutenable. Incapables de sortir le pays du marais dans lequel onze années de régime militaire l'avaient mené, les hommes du général-président Gregorio Alvarez ont passé la main aux civils. Mais cela ne veut pas dire que la souveraineté populaire pourra s'exprimer librement tout de suite. Ils laissaient derrière eux tout un arsenal de lois et décrets très peu démocratiques que les nouvelles autorités devront désamorcer. Difficile de faire cela en un jour ou deux. Le problème c'est que la situation du pays exige à tous les niveaux des solutions urgentes.

En sursis

Ainsi, par exemple, sur le sort des détenus et des exilés ou en ce qui concerne le chômage et la relance de l'activité économique. Sans doute le rétablissement des institutions en Argentine a-t-il influencé l'évolution politique en Uruguay. Les militaires, d'une rive ou de l'autre du Rio de la Plata, ont depuis toujours établi des rapports de bon voisinage. Rien à voir avec les tensions cycliques et dangereuses qui affectent périodiquement les rapports entre les forces armées chiliennes et leurs collègues argentins. Lors des pires moments de la « guerre sale », la coopération dans la répression consolida les liens entre les services chargés de traquer et d'éliminer les opposants à Buenos Aires et à Montevideo. Après le mois de décembre 1983, avec la victoire de Raul Alfonsin, les militaires uruguayens se savaient en sursis, aujourd'hui, ils doivent laisser l'avant-scène politique mais il y a fort à parier que dans les coulisses du pouvoir militaire on prépare déjà les batailles à venir.

Et pour ce faire ils peuvent là aussi prendre en exemple leurs frères d'armes argentins. Il y a une semaine, les journaux argentins s'interrogeaient sur la menace du « golpismo » (1). A douze mois du départ du général Galtieri et consorts, cela laisse rêveur. Et pourtant !

La cote de popularité du président Alfonsin reste très haute. On ne peut pas dire la même chose de l'ensemble de son gouvernement. Les démêlés argentins avec le F.m.i. ont contribué sans doute à grignoter le crédit des hommes de l'Union civique radicale, le parti du président. Malgré la prudence avec laquelle les radicaux argentins ont abordé la question des responsabilités militaires dans la répression et dans la disparition de milliers de citoyens – ce qui leur vaut la critique des associations des droits de l'homme et des « Folles de mai » (ces mères de disparus qui ont, debout face à la dictature, lutté contre l'oubli et le silence) –, le problème militaire reste entier.

« C'est l'épée de Damoclès – nous confiait un député argentin – qui conditionne toutes les activités du gouvernement ; si on avance trop, les officiers formés à l'école de la sécurité nationale vont réagir ; si on fait du surplace en attendant des temps meilleurs, ils vont

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

penser que la faiblesse de la démocratie leur permettra d'agir en toute impunité. » Le problème c'est que la démocratie a besoin d'une confiance populaire toujours renouvelée et que les droits politiques doivent être accompagnés de justice sociale et d'un changement qui réduit les inégalités. Pour le premier point, le référendum sur le projet de règlement pacifique du différend frontalier existant entre l'Argentine et le Chili, à propos du chenal du Beagle, a permis à Alfonsin d'obtenir une belle victoire dans les urnes.

Malgré quelques irrégularités qui ont entaché le déroulement du référendum, le président argentin sort renforcé ; l'opposition ayant fait du scrutin une sorte de plébiscite, elle ne peut que constater sa défaite. L'offensive des secteurs ultras de l'armée et de l'église catholique — très critique face aux « excès de la démocratie » — ne recueille aucun soutien politique. Seuls quelques leaders syndicaux, les plus liés à l'aile réactionnaire du péronisme, sont sensibles au langage dur des ultras. Mais la situation économique, 700 % d'inflation à la fin de l'année, contribue à aiguiser les tensions. L'oligarchie financière et les grands propriétaires terriens n'ont pas baissé la garde, ils continuent à agir comme si le changement de décembre 1983 ne les concernait pas.

Deux grands glacis

Le Chili et le Paraguay sont les deux grands glacis qui résistent encore à toute entreprise de démocratisation. Au Chili, Pinochet fait preuve de sa volonté de ne pas céder d'un pouce. Le durcissement du régime face à la montée du mécontentement populaire a fait sortir l'Eglise de sa réserve et risque d'entraîner une partie de l'opposition dans un affrontement de plus en plus violent avec les « forces de l'ordre ». Isolé au sein de son propre gouvernement, le dictateur peut encore compter avec le soutien de l'armée. La démocratisation des pays voisins encourage l'opposition chilienne à continuer la lutte, mais les Chiliens savent aussi que les Etats-Unis n'ont pas encore « lâché » complètement Pinochet et qu'ils cherchent une figure de rechange avant de pousser le général vers la sortie.

En Bolivie, la renaissance démocratique n'a pas changé les bases de la situation chaotique que vit ce pays. La guerre civile guette la société bolivienne, et la famine frappe des populations entières. A La Paz, la capitale, on ne trouve plus de viande, d'œufs, de beurre et de pain depuis trois semaines... Si l'ensemble de la population semble disposé à se mobiliser pour défendre la démocratie, le désordre engendré par la crise économique donne des ailes aux militaires partisans de la manière forte.

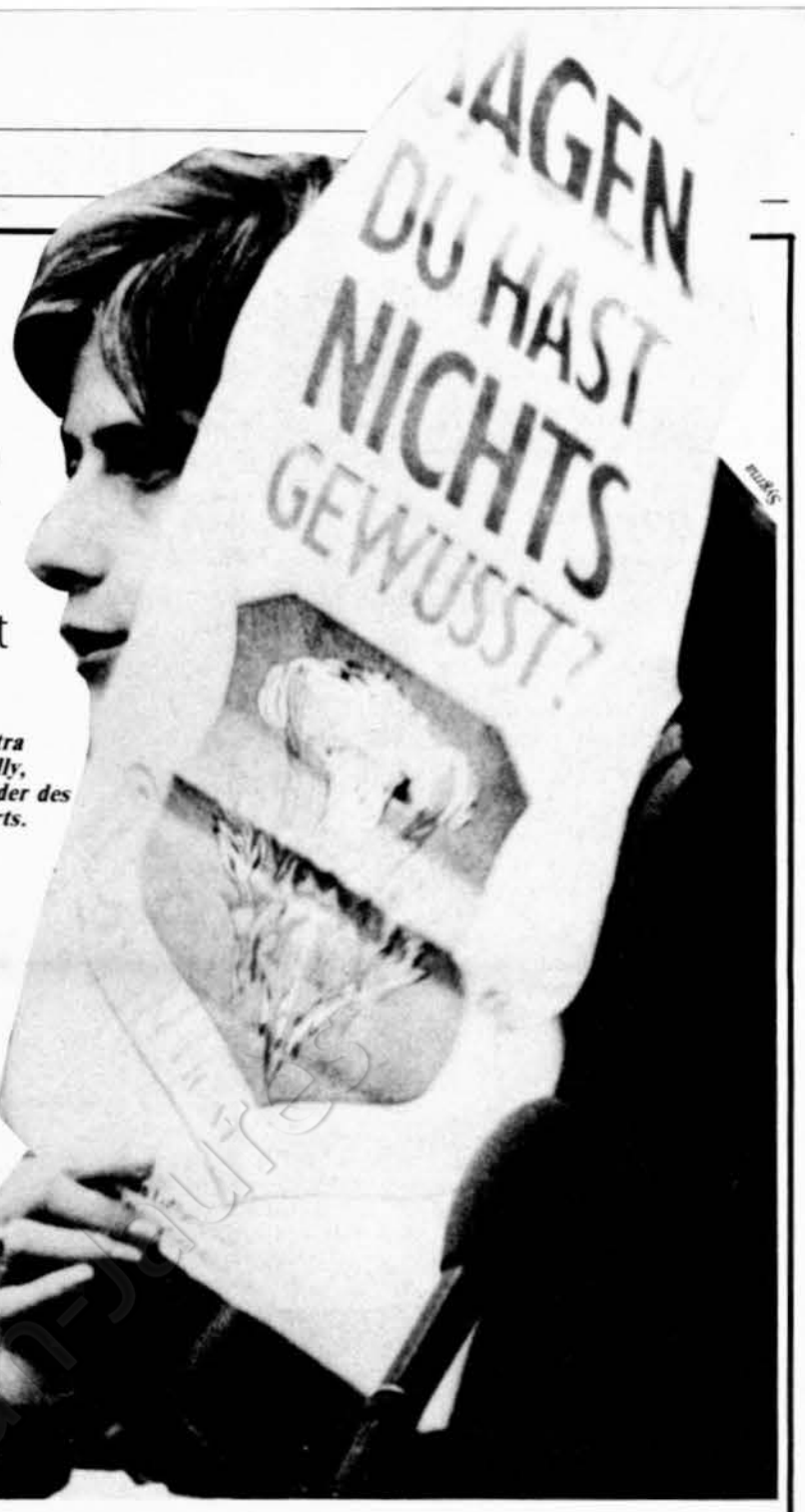
Les régimes démocratiques sont faibles et leurs dirigeants le savent. Si les dictatures battent en retraite, c'est parce qu'elles n'arrivaient plus à contrôler des situations devenues explosives. A quoi sert un régime autoritaire s'il se révèle incapable de mettre fin au mécontentement populaire qui ne cesse de grandir ? Pour les classes dominantes, il s'agit d'un repli tactique, en attendant des temps meilleurs, elles n'ont pas renoncé aux joies du capitalisme sauvage qui ont fait les beaux jours de tous les dictateurs.

Pour les peuples de l'Amérique du Sud, la rupture démocratique est la seule chance de survie, la seule garantie de voir triompher enfin la justice sociale et la liberté. Pour eux la démocratie est un moyen et non pas un but. Mais il s'agit d'un moyen vital ! ●

(1) « Golpismo », ce mot clé de la vie politique sud-américaine vient de l'expression « golpe de Estado » - coup d'Etat.

VERTS: LE "BLUES" DU S.P.D.

La rupture de Wiesbaden entre les Verts et le S.p.d. provoque une nouvelle distribution des cartes car le S.p.d. ne peut que se demander aujourd'hui si les Verts seront jamais pour lui un partenaire sérieux



Petra Kelly, leader des Verts.

PAR JEROME VAILLANT

(de notre correspondant à Bonn)

DEPUIS le retour des sociaux-démocrates dans l'opposition et l'émergence des Verts au plan fédéral, Willy Brandt ne cessait de dire avec plus ou moins de conviction selon les fluctuations de la scène politique qu'il y avait en R.f.a. une majorité à gauche des libéraux et des chrétiens-démocrates. L'annonce de la rupture entre Verts et sociaux-démocrates en Hesse cinq mois seulement après le début d'une difficile coopération tempère aujourd'hui fortement son espoir de transformer une simple possibilité arithmétique en une coalition politique durable.

L'accord de coopération entre Verts et S.p.d. en Hesse remonte au mois de juin. Il permettait à un gouvernement social-démocrate homogène de gouverner avec l'appui parlementaire des Verts. Les négociations préalables *(voir « l'Unité » n° 548 du 2/3/1984)* avaient permis aux sociaux-démocrates de s'affirmer pour l'essentiel contre les Verts de Hesse, auxquels le parti reprochait au niveau fédéral d'avoir fait trop de concessions et de ne servir donc que d'alibi au maintien des sociaux-démocrates au pouvoir à Wiesbaden. Pour l'aile pragmatique des Verts, l'expérience en Hesse avait cependant valeur de test et modèle ; elle spéculait même sur l'entrée un jour ou l'autre de ministres Verts au gouvernement. La rupture de Wiesbaden est en ce sens tout d'abord une victoire des « fondamentalistes » Verts qui refusent depuis toujours de cautionner un quelconque gouvernement social-démocrate, par peur de compromis qui remettraient en cause leur identité de défenseurs implacables de l'environnement et d'adversaires irréductibles de l'énergie nucléaire, militaire et civile.

Un grand coup

Le gouvernement de Wiesbaden avait à statuer sur la demande d'extension des entreprises Alkem et Nukem de Hanau, les seules en République fédérale à pouvoir fournir aux vingt-sept centrales nucléaires du pays les combustibles nécessaires. Le S.p.d. voulait donner droit à cette demande en faisant toutefois l'obligation aux entreprises de Hanau de ne produire de l'uranium enrichi que pour l'exportation. Il lui fallait, en effet, rester crédible puisqu'il s'était engagé en juin à abandonner à long terme l'énergie nucléaire en Hesse au profit d'énergie douce de remplacement.

Face aux Verts, le S.p.d. faisait valoir que cet objectif n'était réalisable qu'en collaboration avec lui. Les Verts, par contre, voulaient marquer un grand coup en refusant toute extension des entreprises Alkem et Nukem. Sans plus attendre, ils voulaient engager un processus irréversible de retrait du nucléaire pour l'ensemble de la R.f.a. Sociaux-démocrates et Verts savaient pourtant depuis toujours que la décision en matière d'énergie nucléaire n'était pas en fait de la compétence du Land, mais de celle du seul gouvernement fédéral. Mais le ministre de l'Intérieur à Bonn n'a pas manqué de le leur rappeler avec la fermeté nécessaire, ordonnant au gouvernement de Wiesbaden d'autoriser sans aucune limitation l'extension demandée par la firme de Hanau.



A.f.p.

Oskar Lafontaine.



Sygma

Willy Brandt.

Il pourrait ainsi sembler au premier abord que Verts et S.p.d. s'étaient dès le départ placés en position de dépendre de la bonne volonté du gouvernement chrétien-libéral à Bonn. Mais ce n'est pas au fond le problème, puisque les uns et les autres connaissaient l'aspect juridique du dossier. Les Verts en particulier pouvaient difficilement espérer que le gouvernement libéral-chrétien de Bonn honorerait le soutien parlementaire qu'ils accordaient au S.p.d. à Wiesbaden. Les Verts de Hesse n'ont donc pas eu le courage des compromis qu'ils savaient inévitables et nécessaires pour poursuivre l'expérience d'une coopération avec le S.p.d..

Depuis l'été, les autres fédérations régionales des Verts, en particulier à Berlin, en Sarre et en Rhénanie-Wesphalie où doivent avoir lieu en mars et en mai 1985 des élections régionales, se refusent à toute idée de coopération avec le S.p.d. sur le modèle hessois.

A cette attitude, il y a deux raisons d'égale valeur : le souci de s'affirmer comme parti indépendant, mais aussi celui de faire payer plus cher au S.p.d. après les élections une éventuelle collaboration. Se refuser pour se faire plus désirer. Telle est la position derrière laquelle les Verts semblent finalement se retrancher aujourd'hui. Egalement en Hesse comme il est apparu lors du congrès qui réunit à Lich, le week-end passé, un millier de militants Verts. Comme si le congrès regrettait que le groupe parlementaire Verts à Wiesbaden ait rendu trop vite son tablier, il a en effet mandaté ce dernier pour reprendre les négociations avec le S.p.d. en vue de voter le budget 1985, mais à ses conditions.

Nostalgique second rôle

Etait-ce plus qu'une simple mesure tactique pour faire endosser après coup la responsabilité de la rupture du S.p.d. qui ne pouvait dans la situation présente accepter un tel ultimatum sans se déconsidérer ? La rupture de Wiesbaden semble n'être au plan fédéral qu'un des avatars dans la lutte entre « pragmatiques » et « fondamentalistes » à la veille du congrès fédéral des Verts qui se tiendra à Hambourg les 8 et 9 décembre. Les « fondamentalistes » sont désormais en position de force même après la tentative des « pragmatiques » de réparer au finish les pots cassés au congrès de Lich.

La rupture de Wiesbaden provoque cependant une nouvelle distribution des cartes, car le S.p.d. ne peut que se demander aujourd'hui si les Verts seront jamais pour lui un partenaire sérieux. A force de se faire désirer, on peut aussi pousser un partenaire dépité à conclure d'autres alliances. Désormais, le S.p.d. va chercher à remporter la majorité absolue en Sarre, à Berlin et en Rhénanie-Wesphalie pour ne pas avoir à compter sur un partenaire changeant et incertain.

Le chef du S.p.d. sarrois, Oskar Lafontaine, qui de tous ses collègues était celui qui cherchait le plus à faire participer les Verts à l'exercice du pouvoir, a déjà réagi en conséquence : en cas de victoire, son ministre de l'Environnement sera Jo Leinen, président de l'importante fédération des initiatives des citoyens pour la défense de l'environnement. Il espère avec cette figure de proue du mouvement écologique en R.f.a. de pouvoir mieux damer le pion aux Verts.

La situation du S.p.d. reste cependant précaire : non seulement les Verts ne cessent au fil des diverses consultations locales et régionales de mordre sur son électorat ; quoique les Verts fassent, ils semblent aujourd'hui assurés des sympathies de 8 à 10 % des électeurs ouest-allemands. Le S.p.d. peut encore passer lui aussi pour inconstant et pour ne pas savoir ce qu'il veut au juste puisque des mois durant il n'a cessé de tenter de circonvenir les Verts. Ceux qui, au sein du S.p.d., estiment depuis toujours qu'il est vain de courir après les Verts, et que le S.p.d. n'a de chance que s'il poursuit une politique traditionnelle de centre-gauche et réussit à mobiliser son électorat ouvrier ainsi qu'à reconquérir une partie des électeurs de droite, ont aujourd'hui le vent en poupe. Le S.p.d. pourrait être ainsi amené à réviser sa politique d'alliance dans la perspective des élections fédérales de 1987.

Il semble douteux que, dans cette perspective, l'actuel président du S.p.d., Willy Brandt, puisse mener son parti efficacement à la bataille à moins d'un de ces revirements dont il a le secret. L'échec de l'expérience hessoise a fait en tout cas apparaître que le S.p.d. s'était en juin dernier trompé d'atout et qu'il lui faut tenter de modifier la donne s'il ne veut pas se retrouver en 1987 dans le rôle du mort. Son dilemme se réduit à une formule que des dirigeants sociaux-démocrates n'hésitent plus à utiliser pour définir eux-mêmes la situation de leur parti. Les Verts jouent mieux que lui le rôle de l'opposition et les chrétiens-démocrates celui du gouvernement. Dans un cas comme dans l'autre, c'est le rôle second qui lui est dévolu.

Politique internationale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ



AFGHANISTAN

La guerre toujours la guerre

Decembre 1979 : intervention militaire soviétique en Afghanistan. Cinq ans après, l'Armée rouge occupe toujours ce pays et la guerre continue. Une expédition qui aurait dû, dans l'esprit des dirigeants de Moscou, rétablir rapidement l'autorité du Parti démocratique populaire afghan (Popa) à Kaboul et renforcer la sécurité soviétique sur les zones frontalières tourne maintenant à la guerre d'usure. Loin d'assurer l'emprise totale du gouvernement de Babrak Karmal sur l'ensemble du territoire, la présence militaire soviétique s'enlise de jour en jour.

La résistance mène la vie dure aux soldats de l'Armée rouge et au sein même du parti au pouvoir à Kaboul les contradictions se multiplient. Ainsi, et selon les informations de la très officielle radio-Kaboul, on apprend que le ministre afghan de la Défense — le général Abdul Qader — vient d'être limogé et a été remplacé par le général Nazar Mohammed. L'instabilité de l'équipe gouvernante est aussi une source continuelle de soucis pour l'occupant.

A la veille de ce 5ème anniversaire, la résistance semble avoir consolidé quelques positions militaires sans toutefois être en condition de mener des opérations concertées à l'échelon national. L'unification des différents courants et clans qui divisent les rangs des résistants n'est pas à l'ordre du jour.

Il reste que sur le plan international le conflit coûte de plus en plus cher aux Soviétiques, récemment l'arrestation puis la libération du journaliste Jacques Abouchar l'ont prouvé... Dans l'état actuel des choses l'impasse militaire se double d'une nette incapacité de l'U.r.s.s. pour faire avancer une solution négociée. En perspective donc, la guerre, toujours la guerre. Sauf si le manque d'appui externe oblige les résistants à déclarer forfait.

GRANDE-BRETAGNE

Thatcher, brutalement rétro

Il n'est pas habituel qu'un ministre critique la politique de son gouvernement. En Grande-Bretagne c'est chose faite, le ministre de l'Energie, Peter Walker, conservateur, a très sévèrement mis en question l'attitude de Margaret Thatcher face au conflit des mineurs britanniques. Selon Walker, la politique actuelle produira inévitablement de grandes divisions sociales tout comme dans les années trente. Sévère, mais il exprime une certaine inquiétude qui gagne les secteurs les plus modérés des conservateurs face à l'intransigeance du Premier ministre.

Le retour au travail d'un nombre croissant de mineurs ne menace pas pour l'instant le mouvement de grève, mais les affrontements et les scènes de violence se multiplient. Le monde syndical lui-même apparaît assez divisé face à la tournure violente que prennent les événements. Deux personnes sont mortes depuis le début du conflit, en mars dernier un membre du piquet de grève avait été mortellement blessé et le 30 novembre un chauffeur de taxi qui conduisait un mineur non-gréviste fut tué dans le sud du Pays de Galles.

Le conflit s'est durci au Pays de Galles et en Ecosse — régions les plus menacées par la fermeture des houillères.

La direction des charbonnages spécule avec l'épuisement du mouvement de grève sans faire de concessions, et le syndicat des mineurs a le plus grand mal pour mobiliser les autres syndicats britanniques.

EST-OUEST

Gromyko joue les bons offices

Il était prévisible que la réélection du président Reagan — attendue depuis longtemps à Moscou — marquerait le début d'une nouvelle phase dans les rapports américano-soviétiques. L'attente n'a pas été longue puisque, dès le 22 novembre, moins de trois semaines après le scrutin américain, un communiqué a annoncé l'accord intervenu sur le principe de nouvelles négociations et d'une rencontre entre les deux ministres des Affaires étrangères, George Schultz et Andrei Gromyko, les 7 et 8 janvier prochain à Genève.

Même s'il ne s'agit pas d'une véritable surprise, l'intérêt de cette annonce est qu'il s'agit incontestablement d'une initiative soviétique, dans laquelle les Américains estiment que Gromyko a personnellement joué un rôle décisif, et qui rompt avec le réquisitoire permanent dressé par le Kremlin contre les Etats-Unis depuis la rupture, fin 1983, des négociations de Genève sur le désarmement.

Certes, les Soviétiques n'ont pas renoncé à leurs accusations contre Washington, mais on a pu relever ces derniers jours dans la presse de Moscou une sorte de préjugé favorable à l'égard du président Reagan pour son second mandat. La « Pravda » a même consacré de longs développements aux luttes internes qui se poursuivraient au sein de l'administration américaine et aux obstacles que le président rencontrerait pour revenir à la négociation. L'un de ces obstacles serait l'attachement d'une partie de l'administration au fameux programme de la « guerre des étoiles » qui, pour les Soviétiques, est en contradiction totale avec le désir proclamé par ailleurs de parvenir à conclure un accord avec l'U.r.s.s.

Le Kremlin insiste aussi fortement sur l'idée que la prochaine rencontre Schultz-Gromyko ne signifie pas la reprise pure et simple des pourparlers suspendus l'an dernier à la suite du déploiement des fusées Pershing en Europe occidentale, mais constitue bien le signal d'une nouvelle négociation qui porterait à la fois sur l'espace et sur les armements nucléaires. Ce qualificatif de « nouvelle » représente une concession américaine, mais les Soviétiques semblent avoir renoncé de leur côté à la condition préalable qu'ils posaient naguère en réclamant un moratoire sur les armes spatiales.

Sans que l'on puisse faire preuve encore d'un optimisme excessif, on peut désormais imaginer que l'année 1985 verra se développer la recherche d'un accord sur la limitation ou la réduction des armements stratégiques nucléaires défensifs, et s'amorcer parallèlement un effort pour tenter de mettre un frein au développement des armements dans l'espace. Ce dernier sujet est devenu depuis un certain temps déjà l'une des préoccupations essentielles des Soviétiques. Constantin Tchernienko l'avait exprimée lui-même à François Mitterrand lors de leur rencontre à Moscou en juin dernier, et Boris Ponomarev a repris le thème devant la délégation parlementaire française qui se trouvait fin octobre dans la capitale soviétique. Les dirigeants du Kremlin soulignent volontiers la convergence de vues qui existe dans ce domaine entre la France et l'U.r.s.s. et ce sera sans aucun doute l'un des sujets essentiels qui seront évoqués lors de la venue de Tchernienko à Paris, prévue désormais officiellement pour le printemps prochain. Entre-temps, les entretiens Schultz-Gromyko dont l'annonce a, par ailleurs, été accueillie avec une vive satisfaction dans plusieurs pays de l'Est — en témoignent, par exemple, les commentaires de la presse hongroise — auront peut-être créé un climat nouveau permettant le retour progressif à la politique de détente dont on commençait à perdre jusqu'au souvenir.

CLAUDE ESTIER

POLOGNE

Une vraie dictature militaire !

Pendant que l'enquête sur l'assassinat du père Popieluszko piétine, un climat de violence politique s'installe en Pologne.

Solidarité a fait connaître récemment d'autres actes de violence contre les militants du syndicat d'opposition et contre deux prêtres polonais. Le « climat de terreur » dénoncé il y a deux semaines par l'épiscopat semble dépasser, et de loin, le seul cas du père Popieluszko. Un peu partout dans le pays, des dénonciations font état d'abus et de violences de la part de la police. Une page de la vie politique polonaise est tournée. On sait aujourd'hui qu'on peut s'attaquer à des hommes, les torturer ou les assassiner. La question qu'on se pose actuellement à Varsovie est de savoir jusqu'où le général Jaruzelski contrôle lui-même la situation ? La mort dans un très opportun accident de la route de deux officiers de police chargés de l'enquête sur la mort de Popieluszko ne fait qu'accroître les mystères qui entourent cet assassinat.

Si ces actes de violence doivent se reproduire, il sera très difficile pour le général Jaruzelski de se maintenir au-dessus de la mêlée...

Cependant, des centaines de Polonais continuent à utiliser la « filière des croisières » pour quitter leur pays et se réfugier à l'Ouest, un échec de plus pour les autorités polonaises.

EUROPE

Vin : un bon accord mais gare aux fraudeurs

Décidément, les Dix ne nous avaient pas habitués à tant d'efficacité. Deux jours de discussions — les chefs d'États ayant laissé à leurs ministres le soin d'avancer réellement le dossier — et le sommet de Dublin se clôt sur une décision qui permet d'espérer un bon déroulement des négociations préparatoires à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun.

Ce dossier du vin était en effet essentiel, point de fixation puisque les excédents auront cette année coûté plus de 7 milliards de francs à la Communauté. Les mécanismes de régulation choisis devraient avoir au moins l'avantage, comme le souligne la délégation française, de ne sanctionner que les fauteurs de troubles et de protéger les viticulteurs qui pratiquent une politique de qualité. En garantissant les Espagnols contre toute tentation de dérapage de leur production.

Première leçon à tirer de la décision de Dublin : le principe des quotas est aujourd'hui accepté par les gouvernements comme un outil politique clé. Mais son application n'ira pas sans mal. Les viticulteurs risquent en effet de réagir violemment, comme l'ont fait avant eux les producteurs de lait. Le Comité d'action viticole de l'Hérault a d'ores et déjà accusé le gouvernement d'avoir « complètement largué la viticulture » et il menace d'une mobilisation massive dans les prochains jours. Il faut reconnaître que ces producteurs sont aussi durement touchés par les critères rigoureux que leurs voisins italiens. Et rien ne leur garantit que ces mêmes voisins appliqueront les règles de la nouvelle organisation, puisqu'ils ne se sont pas privés, ces dernières années, d'en prendre à leur aise avec la réglementation européenne. Éviter les fraudes sera essentiel pour que le nouveau système ait un sens.

F. de G.

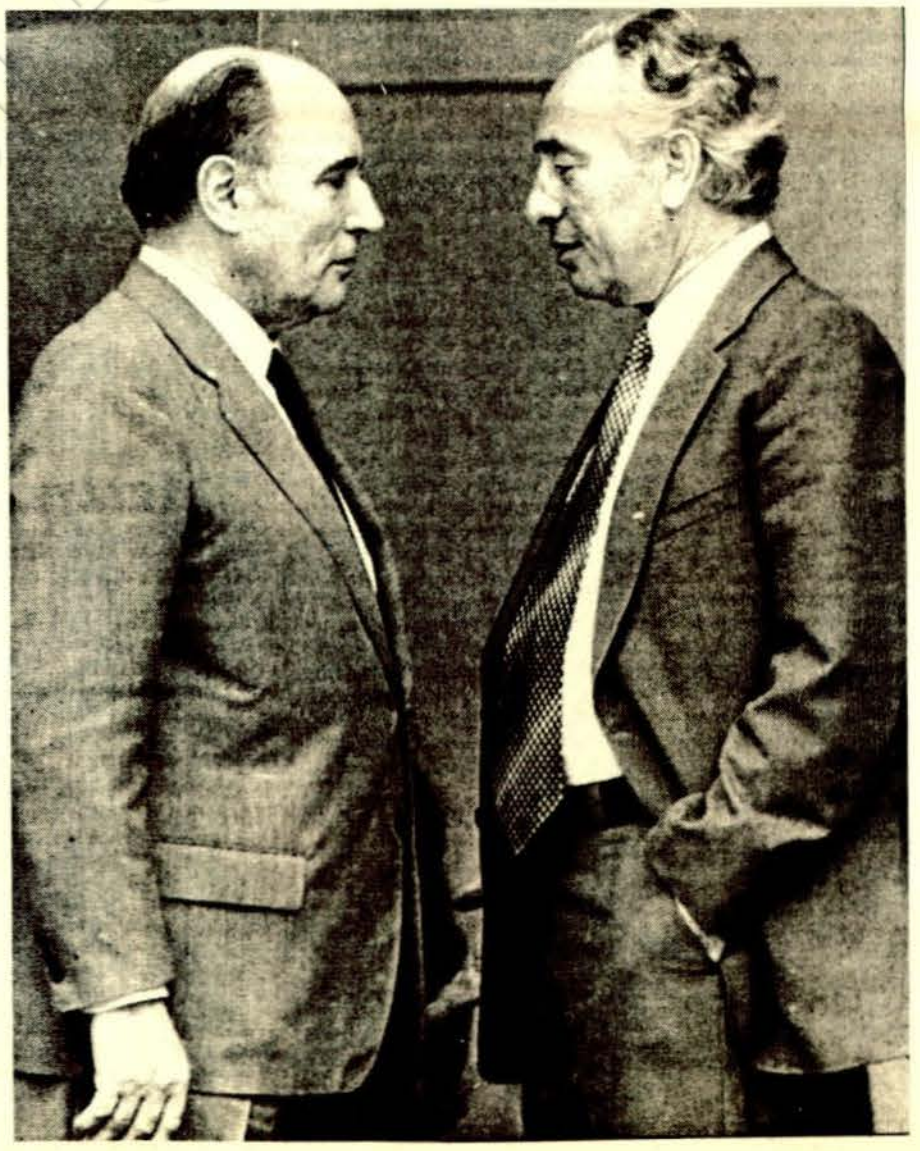


"RESPECTEE PAR LES DEUX CAMPS, LA FRANCE PEUT ENCOURAGER LE DIALOGUE ISRAELO-PALESTINIEN"

PAR JEAN LIBERMAN

NE en Israël de parents pionniers, Amos Kenan est un grand journaliste et romancier de gauche qui n'a jamais séparé l'avenir de son pays de la paix avec les Palestiniens. Fondateur, avec le général Matti-Peled, du Conseil Israël-Palestine pour la paix, sa rubrique politico-satirique dans le quotidien « Yediot-Aharonot » fait toujours sensation. Avec son dernier roman, « la Route d'Ein Harod », best-seller à débat en Israël avant d'être, tout récemment, traduit par Christiane Rochefort en français (éd. Albin Michel), l'angoisse de l'auteur l'amène à imaginer un putsch fascisant des militaires à la Sharon, déchaînant les foudres du racisme anti-arabe et de l'intolérance anti-juive.
Ecrivain engagé mais nullement extrémiste et remarquablement réaliste, connaissant fort bien la France, ce Sabra nous livre ses sentiments au moment de la visite à Paris du Premier ministre israélien Shimon Pérès.

Au moment où Shimon Pérès est reçu par François Mitterrand à Paris — effectuant ainsi la première visite d'un officiel israélien depuis onze ans — Amos Kenan, célèbre écrivain israélien, créateur du Conseil israélo-palestinien pour la paix, confie à « l'Unité » ses craintes pour l'avenir démocratique et l'indépendance de son pays.



« L'UNITE » : Expulsion ou massacre des Arabes, élimination des Israéliens suspects de vouloir coexister avec eux après un coup d'Etat militaire ; c'est un effrayant Israël de fiction que vous nous dépeignez dans votre roman « la Route d'Ein Harod », et l'on peut s'interroger sur le fait qu'avant d'être traduit de l'hébreu en français il ait eu un tel impact en Israël puisqu'il y a constitué un « best-seller » ?

AMOS KENAN : L'impact qu'il a eu en Israël tient à ce que, malgré qu'il s'agisse d'une fiction, les choses que je décris sont « dans l'air ». Il y règne un certain climat, une atmosphère, des choses latentes, et il suffit de les reconnaître pour provoquer des réactions. Bien sûr, seule une partie de la population s'est sentie concernée, touchée, et probablement pas l'extrême droite.

Mais s'il est vrai que le livre a suscité de nombreux débats en Israël, je ne crois pas qu'il soit seulement spécifique de ce pays, sinon il ne mériterait pas d'être traduit en d'autres langues.

D'abord, ce n'est pas un manifeste ou un pamphlet mais un ouvrage littéraire, c'est-à-dire qui a pour but de décrire une condition humaine. Et, en l'occurrence, c'est celle de notre siècle. Il n'y a même pas encore eu — heureusement — de coup d'Etat en Israël mais le monde contemporain en a déjà connu quelque trois cents... Et ce qui s'est passé en France, en 1958, n'était pas loin d'en être un. C'est-à-dire qu'un pays démocratique peut très bien y être également exposé.

— C'est aussi, dans ces conditions de terreur, l'odyssée d'un citoyen ordinaire...

— En effet, la condition humaine de mon « héros » est hélas la plus courante dans notre siècle : celle d'un homme « normal », paisible, d'un certain âge, ayant femme et enfants (en vacances) et qui, à onze heures du soir, sans avertissement, dans une fraction de seconde change de vie : il devient gibier. Et, confronté à cette situation, il ne lui reste qu'une alternative, survivre mais aussi arriver où il veut aller, c'est-à-dire à Ein Harod, l'ancien kibboutz pionnier de son père, devenu centre de résistance... Je dois dire que j'aurais aussi bien pu écrire ce livre si j'avais été Hongrois, Américain ou Japonais...

— Vous devez d'autant plus le ressentir en France avec le développement inquiétant de la xénophobie et du racisme ?

— Je ressens en effet fortement ici cette « fascisation » et c'est pour moi un énorme changement depuis ma dernière visite. Ainsi le cas d'un jeune homme, apparemment normal, qui a tiré et tué « parce qu'il n'aimait pas les étrangers », n'est-ce pas l'expression d'un climat !

— J'ai été frappé par la simplicité de votre style. Votre livre se lit comme un « polar ».

— Il se trouve que chez nous encore l'hébreu littéraire est loin de l'hébreu quotidien : c'est une tradition d'Europe centrale plaçant la littérature au-dessus de la vie, plus « culturelle »... Je suis l'un de ceux qui ont introduit l'hébreu parlé comme langue littéraire, à la différence d'un Amos Oz — que j'aime beaucoup — ou d'un A.B. Yehoschua.

— Ce qui apparaît de plus terrible dans votre livre, c'est cette haine de l'autre, un racisme inexpiable, contre l'Arabe surtout, mais aussi cette intolérance entre juifs et cette violence généralisée. Qu'est-ce que ce nouvel état d'esprit ?

— C'est pire que la haine, c'est le mépris, et venant de gens assez froids et méthodiques qui ne manquent pas, au contraire, d'intelligence formelle. Les officiers et généraux décrits — du type Sharon — existent : ils ne sont nullement stupides, mais simplistes, pragmatiques ; ils décrivent les choses en noir et blanc... Quelque chose qui ferait plutôt penser à la mentalité de l'apartheid, transposée chez nous vis-à-vis des Palestiniens dont on a fait, dans les territoires occupés, des êtres inférieurs, démunis de leurs ressources et de leur existence propre. Là est la source de ce racisme.

— Mais ce phénomène raciste tend-il tellement à s'élargir ou reste-t-il limité ?

— Il n'y a nulle part chez nous beaucoup d'amour pour les Arabes. Nous vivons un conflit d'environ déjà un siècle. Donc, pas d'excès d'amour. Mais, par contre, le mépris et surtout la peur. Nous sommes « les petits entourés d'un océan d'Arabes ». Et le sentiment d'être menacés a toujours été entretenu par les gouvernements israéliens pour cimenter la cohésion populaire. De plus, les extrémistes des deux côtés se complètent mutuellement : il suffit maintenant d'un acte de violence d'un côté pour que les représailles s'exercent de l'autre. On l'a vu récemment avec la roquette tirée contre un bus arabe...

— Les Arabes israéliens sont-ils épargnés ?

— Le rabbin Kahana s'engage lui, personnellement, à régler leur compte aux Arabes israéliens, ceux qui votent, par exemple, à la Knes-

seth. C'est pour lui un sacrilège qu'un non-juif ait ce droit ! Le pays, à ses yeux, doit être strictement juif, les autres n'y ont pas de place.

Or, c'est un fait tout nouveau que son mouvement ait gagné du terrain. Car les Arabes d'Israël, après trente ans d'efforts de part et d'autre pour oublier le passé, étaient parvenus à un certain mode de vie commune. Il y a eu en ce sens une évolution positive à leur égard : la censure a été annulée, le régime militaire qui faisait obstacle à leurs déplacements a été aboli. C'est cette vie commune que le mouvement Kahana vient de remettre en cause, et sérieusement, puisque d'après les sondages sa force aurait doublé depuis les élections.

– On peut se demander aussi pourquoi la Knesseth n'a pas encore promulgué de loi antiraciste à son égard...

– En effet. Et s'il n'y avait à la Knesseth qu'une voix pour s'opposer à la loi, on pourrait dire : « C'est marginal. » Mais supposez qu'il y en ait plusieurs, y compris, le cas échéant, des abstentions de députés travaillistes, quelle image aurions-nous devant l'opinion, surtout international ! D'où la peur de la Knesseth de proposer cette loi.

– Néanmoins au plan politique les visées césariennes d'un général Sharon ne constituent-elles pas le vrai danger potentiel ?

– Un danger politique n'a pas nécessairement de nom spécial. Il peut s'appeler Sharon ou autrement, c'est d'abord une tendance et celle-ci est forte et enracinée. Nous avons une extrême droite très militante – plus que la gauche – elle déborde les noms de Sharon, de « Rafoul » ou de Kahana. Il s'agit d'une progression socio-politique, et qui occupe actuellement, – indépendamment du Likoud – 10 % de la Knesseth.

– Et comment, selon vous, en est-on venu là en Israël ?

– C'est très simple : on ne peut concilier démocratie et socialisme, d'une part, avec la domination d'un autre peuple d'autre part. La dégradation a commencé avec la guerre des Six Jours en 1967. Jusque-là on était dans le petit Israël démocratique où l'on a tenté de parvenir à une sorte de vie normale avec « nos » Arabes. Depuis, on gouverne, dans les territoires occupés, plus d'un million d'Arabes dépourvus de droits... D'où les ravages inévitables contre la démocratie et le socialisme.

– C'est une colonisation de plus en plus critiquable et critiquée, tant au plan de son coût que du sionisme orthodoxe qui veut un Etat essentiellement juif. Mais elle n'est peut-être pas irréversible ?...

– Irréversible : Je n'irai pas jusque-là. Nous devons croire que les choses peuvent changer grâce à l'action politique et sociale, même les tendances. La déportation en masse des Arabes, c'est un rêve qu'entretient une certaine extrême droite israélienne, mais je n'aimerais pas croire cela irréversible car je ne vois pas d'avenir pour Israël sans la paix avec les Palestiniens. Sans paix et dignité pour eux il n'y en aura pas pour Israël : c'est inséparable.

– Qu'est-ce qui vous paraît aujourd'hui le plus menaçant ?

– C'est le statu quo. Il nous mène vers la guerre civile et contre les Arabes.

– Cependant Shimon Pérès ne cesse de condamner fermement le terrorisme juif qui menace – dit-il – vos institutions démocratiques mêmes...

– Pérès peut le condamner et le recondamner... la question est qu'il n'a pas la force de changer cet état de choses car les travaillistes n'ayant pas été majoritaires aux élections, il est obligé de collaborer avec le Likoud. En fait, Pérès affiche sa bonne volonté mais il n'a pas de mandat pour passer aux actes.

– Pourtant le mouvement d'Union nationale a été appelé par des écrivains et intellectuels de gauche...

– Par moi-même... Pourquoi ? On n'avait pas le choix : le peuple avait voté ainsi et, démocratiquement, il faut vivre avec, et travailler pour que ça change.

– Pourtant, malgré l'inflation toujours galopante, le chômage, une aide américaine de plus en plus décisive et l'impasse avec le Liban, Shimon Pérès affirmait, avant sa venue en France, que les positions de son parti n'avaient pas changé !

– Je ne le crois pas. De même que la démocratie n'est pas compatible avec la domination d'un autre peuple, on ne peut concilier l'assainissement économique avec la poursuite du conflit. Tant qu'il y aura la guerre avec les Arabes on aura besoin d'aide économique et on ne pourra pas avoir d'économie indépendante. Et tant qu'on a besoin des Américains pour la guerre on doit être à leur service et faire, plus ou moins, leur politique... que ce soit en Méditerranée ou par nos exportations d'armes à des régimes dictatoriaux.

C'est ainsi que j'appelle Pérès « le dernier roi de Babylone » dans la mesure où il est le dernier chef de gouvernement de l'Etat sioniste de Ben Gourion.

– Il est donc selon vous en train de se créer un autre Israël ?

– A ce sujet, un sondage a eu lieu dans la jeunesse israélienne jusqu'à vingt ans. A la question : « Quel peut être l'avenir d'Israël ? » 15 % ont répondu que leur pays devait devenir le 51e Etat des Etats-Unis ! C'est dans la logique de la situation puisque nous nous considérons comme les seuls à défendre, dans la région, les intérêts américains, à tel point que cette défense est assimilée à une cause patriotique.

Nous nous considérons comme les défenseurs du « monde libre » et c'était bien le plan politique du général Sharon au Liban : créer un « nouvel ordre », expression qui a une redoutable connotation pour un démocrate. Mais le fait que ça ait échoué ne veut pas dire que ce ne soit pas toujours dans l'air. Quoi qu'il en soit, l'Etat juif de Ben Gourion n'est plus. Quel sera celui de demain ? Je ne peux le prophétiser, mais c'est le devoir de gens comme moi qu'il redevienne un Etat démocratique, sioniste, aspirant à la paix et à la coopération avec les peuples du Moyen-Orient. Sinon, je ne souhaiterais pas y vivre.

– Cette orientation est liée aussi aux positions extrêmes des Palestiniens et des Etats arabes eux-mêmes vis-à-vis d'Israël. A cet égard, pensez-vous que l'espèce de victoire des modérés de l'O.l.p. à Amman, liée aux nouvelles propositions de Hussein, reflète un tournant réel vers le réalisme des dirigeants palestiniens qui permettrait d'espérer ?

– Pas suffisamment, à mon avis : c'est trop peu. Je connais leurs difficultés de choix mais le temps court... On peut cependant espérer. Je vous citerai la réponse de Churchill à qui l'on demandait, à 90 ans, comment il allait : « Considérant l'alternative, répondit-il, pas mal ! » Car si l'alternative n'est pas prise, et dans le bon sens, ce sera horrible pour les Palestiniens et pour nous. Ceci étant, il ne faut renoncer à aucune tentative de dialogue de notre part. Il faut créer en Israël un bloc politique de paix, évident, clair et sans équivoque et chercher le dialogue avec les éléments de l'O.l.p. qui le veulent.

– Croyez-vous dans les chances d'une Conférence internationale de paix à l'initiative de l'O.n.u. au Proche-Orient, proposée à la fois par Hussein et Assad ? Le président Mitterrand ne la jugeait, pour sa part, pas très mûre ?

– On n'a pas besoin d'une conférence internationale mais d'abord d'un dialogue israélo-palestinien. Sans celui-ci aucune conférence au monde ne peut obliger les deux parties du conflit à se réconcilier. Ce qui se dispute actuellement à l'O.n.u. d'ailleurs me paraît inapplicable. Et l'Europe elle-même ne peut rien faire au Moyen-Orient car elle est dépourvue de forces militaires sur place où il n'y a que l'U.r.s.s. et les U.s.a. Et, tant qu'il n'y aura pas d'accord entre les deux superpuissances, le conflit durera.

Mitterrand est un véritable homme d'Etat, connaissant la place de la France sur cette planète, il n'a pas d'illusion ; c'est une personnalité réaliste. Certes, cela n'empêche pas la France de jouer son jeu diplomatique dans la région.

– Cependant, Shimon Pérès va demander à la France une coopération accrue dans divers domaines...

– Je dirais, cyniquement, que Mitterrand peut aider Israël à peu près dans la même mesure que Pérès peut aider la France ! Pérès ne peut dépêcher des troupes à Nouméa pas plus que la France ne peut envoyer aujourd'hui des soldats au Liban. Ils ne peuvent que rester amis... Il faut néanmoins admettre que la France, qui n'a pas un rôle néo-colonialiste au Moyen-Orient et y est honorée de part et d'autre, peut y jouer une fonction de bons offices et encourager le dialogue.

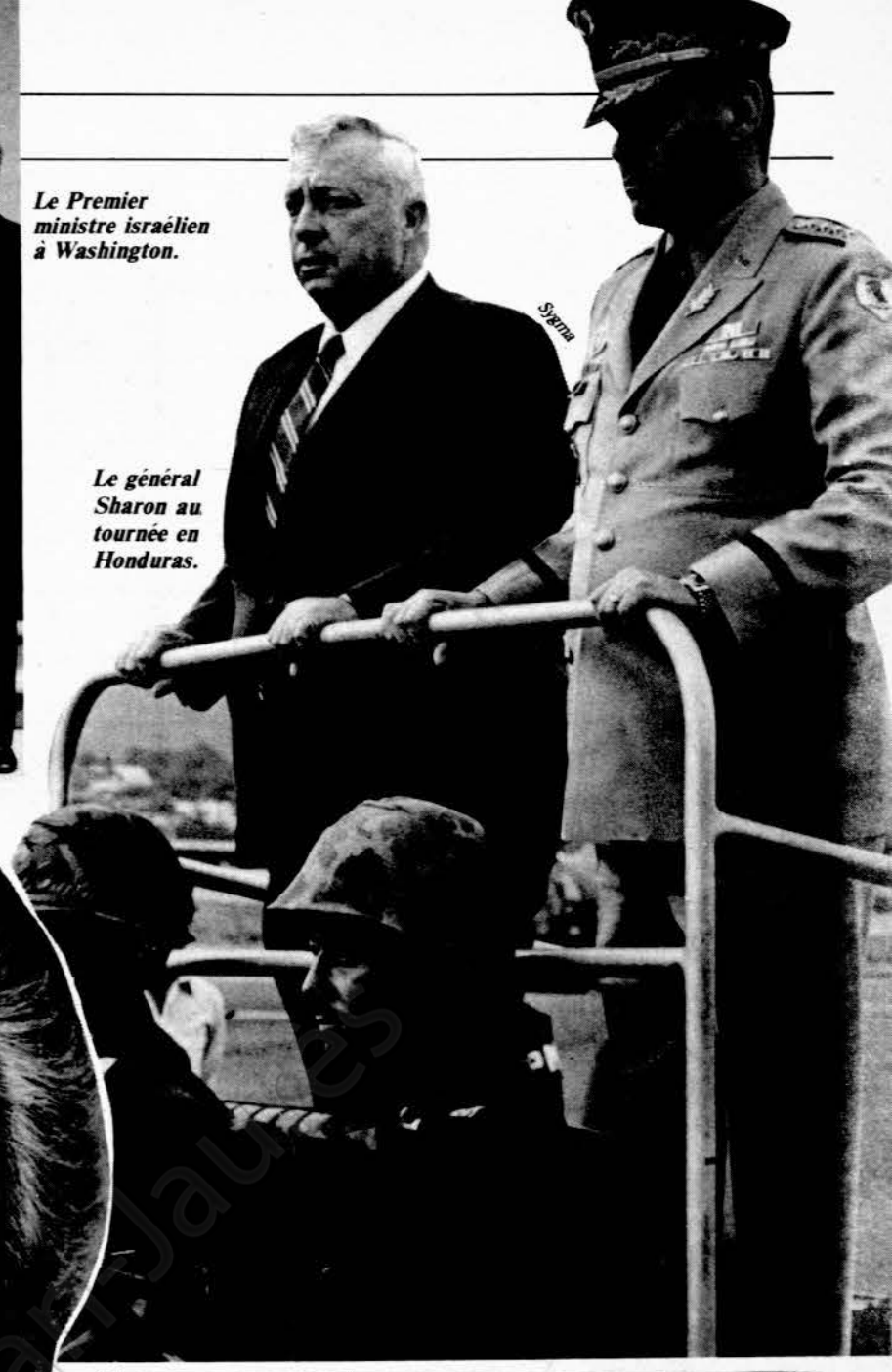
– Et l'opinion française et juive ?

– Le problème est d'abord pour nous une question de forces internes mais nous désirons, certes, l'appui des progressistes, juifs ou non. La diaspora juive doit soutenir Israël, non de façon inconditionnelle mais en tant qu'Etat démocratique. C'est la tâche permanente des socialistes, et spécialement en Europe, d'encourager un dialogue israélo-palestinien. Et de ne pas lâcher prise.



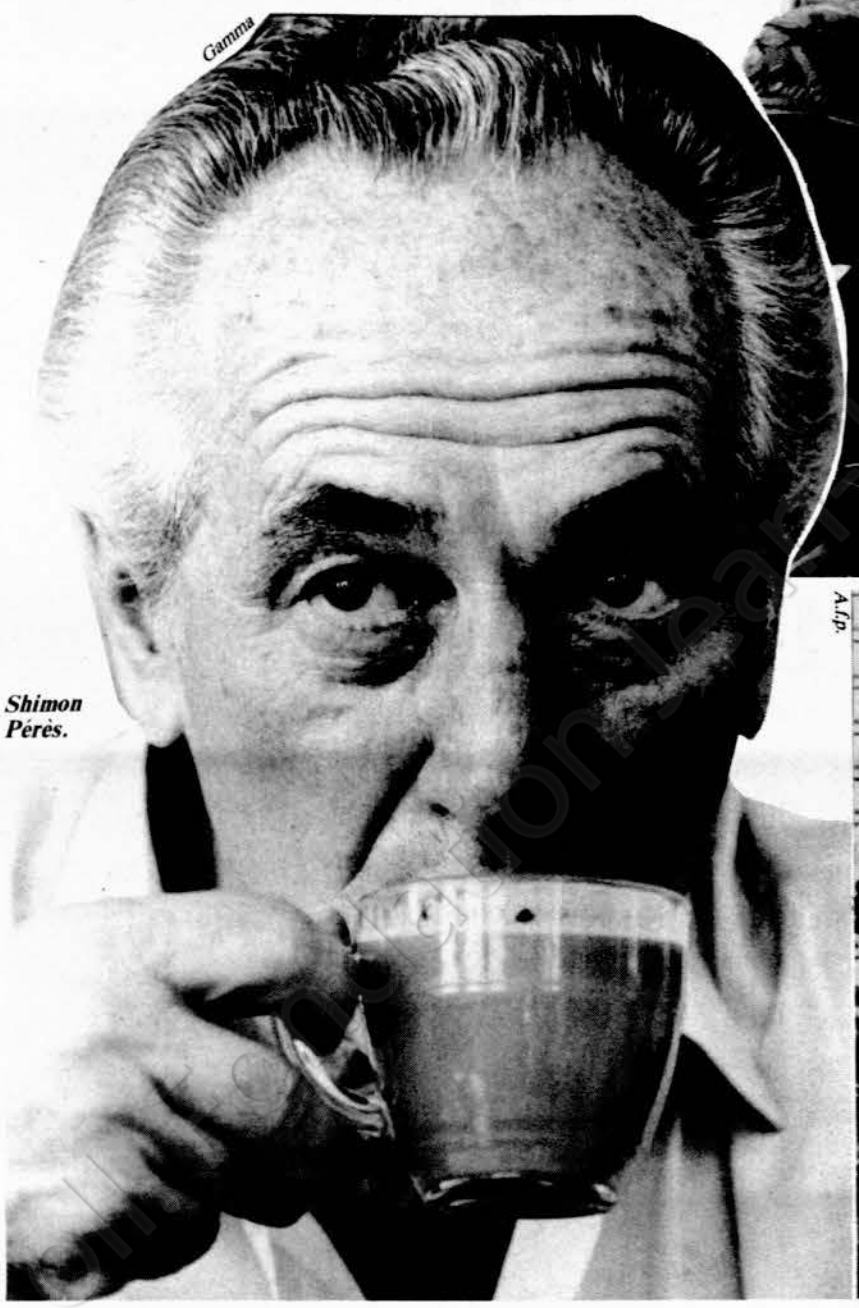
Sipa-presse

Le Premier ministre israélien à Washington.



Sygma

Le général Sharon au tournée en Honduras.



Gamma

Shimon Pérès.



A.f.p.

Combattants palestiniens et leurs familles prêts à quitter Beyrouth pour Tunis.



RYTHMES SCOLAIRES: CE QUE VEULENT LES PROFS... ET A QUOI REVENT LES ELEVES

Dans le but de recueillir sur le terrain les réactions des élèves et des enseignants sur la question de l'aménagement des rythmes scolaires, nous nous sommes rendus dans un établissement parisien d'un quartier populaire du XVIII^e arrondissement : le C.e.s. Gérard-Philipe qui accueille 440 élèves et abrite des classes athlétisme-études au niveau de la 4^e et de la 3^e.



PAR PHILIPPE MAQUAT

DANS le gymnase du C.e.s. Gérard-Philipe, une vingtaine de garçons et de filles de la classe de 5^e se familiarisent avec les rudiments de base de l'athlétisme : footing d'échauffement pour commencer, puis travail de la réaction du sprinter au moment du départ, enfin lancers de mecedin ball en utilisant la puissance des jambes.

Il faut dire que ce C.e.s. est le seul établissement de la capitale à disposer de classes athlétisme-études. Lesquelles, placées sour la responsabilité de Danielle Prévostat, entraîneure au Stade français, entament leur quatrième année d'existence. Sont concernés les élèves de 4^e et de 3^e, à raison de six heures d'athlétisme par semaine qui s'ajoutent aux trois heures normales d'éducation physique et à trois heures d'association sportive le mercredi après-midi. Soit, au total, douze heures de sport chaque semaine à l'intention des élèves qui se sont portés volontaires pour vivre cette expérience. Pour les classes de 6^e et de 5^e, l'athlétisme n'existe qu'au stade de l'option.

Pas de problème en tout cas pour ces jeunes gens et jeunes filles : ils aiment le sport, ils ont choisi l'athlétisme parce que « c'est plus diversifié que le football », ils espèrent atteindre le niveau le plus élevé possible et continuer leur scolarité au sein des lycées sport-études de Fontainebleau ou de Montgeron dans la région parisienne, mais, lucides, ils sont parfaitement conscients que leur discipline favorite ne les fera pas vivre. A moins, bien sûr, on peut toujours rêver, de devenir un nouveau Carl Lewis. « La raison d'être de ces classes athlétisme-études n'est pas de faire de nos élèves de futurs sportifs professionnels, mais de favoriser la conciliation du sport et des études et d'encourager ceux qui disposent de qualités physiques, confirme Michel Genard, professeur d'E.p.s. Et l'existence de ces classes s'impose d'autant plus dans ce quartier qu'il n'y a pas de clubs d'athlétisme à proximité du C.e.s. ». On peut cependant regretter que, pour des raisons de sécurité, les lancers soient interdits dans les stades de la ville de Paris.

Mais ce goût pour l'activité physique on le retrouve également au sein des autres classes de 3^e soumises à l'emploi du temps traditonnel. La majorité des élèves de la classe consultée estime, en effet, que trois heures d'éducation physique par semaine, c'est notoirement insuffisant et que ces heures d'E.p.s. sont parfois mal placées dans l'emploi du temps : « Lorsque l'on commence la journée par deux heures d'éducation physique, on est ensuite fatigué pour suivre les autres cours et ça devient carrément démoralisant », explique Xavier. Pour cette classe, le sport après les matières intellectuelles c'est donc plus motivant. Mais comme il ne serait, bien sûr, pas question de substituer une pratique sportive volontaire de milieu d'après-midi à l'E.p.s. traditionnelle, reste donc à mieux équilibrer les programmes.

Autre souhait nettement exprimé : le renforcement de la place des sports collectifs dans l'éducation physique — un vieux problème — et du football en particulier. « L'endurance sous la pluie pendant deux heures, alors que le prof est à l'abri dans la tribune, ce n'est pas marrant », dit un élève. Il est vrai que si un nom revient immanquablement dans les propos des élèves, c'est bien celui de Platini.

A moins d'être Platini

Pourquoi ? « Tout simplement parce que c'est le meilleur », répond sans hésiter l'un d'eux. C'est vrai, mais il est tout aussi vrai que le matraquage des médias en faveur de la star de la Juventus est aussi pour quelque chose dans ce choix. Pour autant si une demi-douzaine des élèves de cette 3^e « normale » seraient séduits par une carrière de sportifs professionnels, tous admettent néanmoins que « c'est dangereux », « trop aléatoire » et qu'il « faut préparer autre chose ». A moins d'être Platini...

Reste que pour les enseignants du C.e.s. le football, dont les règles sont moins éducatives que celles du basket-ball et du rugby, est exclu des programmes. Une option justifiée dans la mesure où un enfant timide touchera peu le ballon au cours d'un match de football ; une option plus discutable dans la mesure où le « foot » repond, qu'on le veuille ou non, à une très forte demande. Cependant cette confusion faite par les élèves entre éducation physique et sport d'agrément est révélatrice d'un besoin accru de pratique sportive et d'une insuffisance au niveau des horaires.

Elle est également révélatrice de l'attrait éprouvé par les élèves pour la nouveauté et la rupture avec les habitudes. Non seulement pour ce qui concerne l'aménagement des rythmes d'études en faveur d'une pratique sportive renforcée mais encore, autre exemple d'actualité, pour ce qui concerne l'expérience du jumelage entre établissements scolaires et entreprises. S'estimant insuffisamment informés sur leur orientation professionnelle future, ils pensent, en effet, que cette initiative leur permettra de mieux choisir un métier.

De leur côté, les enseignants des matières intellectuelles sont partagés quant à l'aménagement des rythmes dans le second degré. Ainsi M. Lévy, dont l'épouse fait du jogging et dit s'en porter bien mieux, n'est-il pas a priori opposé à l'expérience, car particulièrement conscient que l'attention des élèves se relâche en fin d'après-midi. « Mais, poursuit-il, je m'interroge sur les bouleversements que cela entrainerait pour les programmes, l'emploi du temps étant rempli du matin au soir. »

L'avis de sa collègue des mathématiques est encore plus nuancé : « Je reconnais que c'est une aberration de faire travailler les enfants de 6^e de 8 h 30 à 17 h 30. Mais, d'un autre côté, les élèves de la classe athlétisme-études ne sont-ils pas épuisés après leurs six

heures de sport ? Personnellement, j'aurais un peu peur que cet aménagement allège encore davantage les programmes et altère en conséquence la qualité de notre enseignement. Or, s'il faut par exemple cesser de traumatiser les enfants avec les mathématiques, il n'y a cependant pas de miracles dans cette matière : certains réflexes ne peuvent s'acquérir qu'avec la pratique et la multiplication des exercices. »

Estimant, comme son collègue M. Lévy, que notre enseignement secondaire est de bonne qualité, qu'il est aussi performant qu'aux Etats-Unis, bref, qu'il n'a rien à envier à ses homologues étrangers, ce jeune professeur de mathématiques reste donc très méfiante vis-à-vis des références venues d'autres pays. Elle ne veut pas entendre parler de l'exemple japonais — « où l'on prépare les futurs médecins dès la maternelle » — et pas plus de celui de la R.d.a. et de ses fameuses écoles de sport qui fonctionnent après les cours. Tant pis pour les médailles olympiques ! Professeur de français durant douze ans et actuellement documentaliste au C.e.s. Gérard-Philipe, Mme Madesclaire donne un avis pertinent sur la question des rythmes scolaires : « Leur aménagement serait très souhaitable pour l'éveil de l'expression et de la curiosité des élèves. Non seulement au niveau des activités physiques vers lesquelles les enfants vont, je crois, naturellement, mais plus encore à celui du dessin, de la peinture et de la musique qui occupent une place dérisoire dans notre enseignement. Et cela devrait être complété par la suppression de la coupure du milieu de semaine. Avec le bénéfice de deux jours consécutifs, le samedi et le dimanche, les enfants peuvent faire davantage de choses et mieux profiter de la présence de leurs parents. » Un avis émis en connaissance de cause puisque les cours, donnés le mercredi matin, s'arrêtent le vendredi soir au C.e.s. Gérard-Philipe.

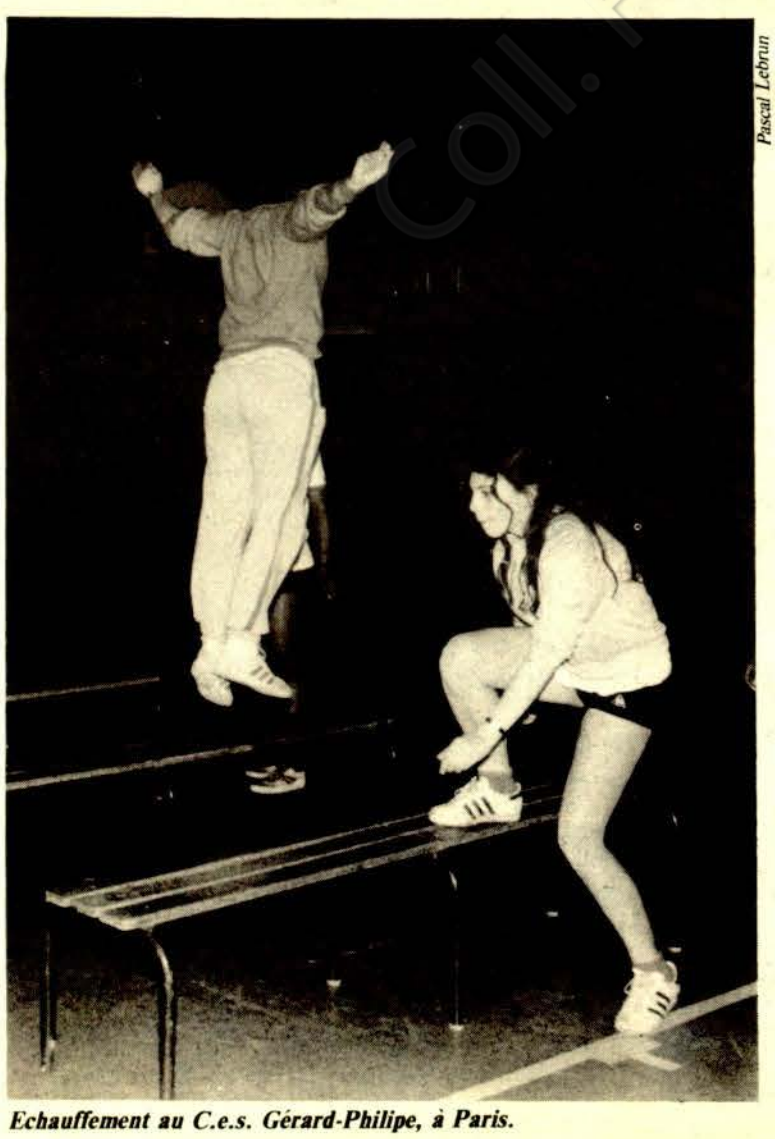
Pour les professeurs d'E.p.s. de l'établissement, l'aménagement des rythmes scolaires entraine deux interrogations majeures.

Qui encadrera les élèves et comment pourra-t-on éviter l'encombrement des structures d'accueil qui, très vite, seront saturées si les activités proposées aux enfants ont lieu à l'extérieur des établissements scolaires ? Il n'empêche que, pour Jean Périé, l'un des professeurs d'éducation physique de l'établissement, cette réforme correspond à un besoin réel, au sein des grandes villes notamment : « Les élèves sont fatigués nerveusement, a-t-il constaté. Ils ont donc besoin de plus d'activités et aussi besoin de voir autre chose que leur HLM lorsqu'ils quittent l'école. »

Il est certain qu'en province la situation est parfois plus avancée. A Saint-Fons dans le Rhône qui est devenu l'exemple le plus célèbre de France pour le premier degré, mais aussi à Mézidon en Normandie, où Michel Génard enseigna durant trois ans. Dans cette ville du Calvados, les activités de plein air sont en effet favorisées par la proximité de Ouistreham pour la pratique de la voile et par celle d'une base de loisirs pour l'apprentissage du canoë-kayak et de la varappe.

Mais alors ne va-t-on pas voir apparaître des communes riches qui, dotées d'un personnel compétent, pourront développer ces activités et des communes pauvres qui ne le pourront pas ? s'interroge le Syndicat des professeurs d'éducation physique (S.n.e.p.). « Or, c'est bien ce qui risque de se produire si on laisse tout reposer sur le pari des communes », souligne Jacques Rouyer, son secrétaire général, qui redoute un désengagement de l'Education nationale vis-à-vis du sport et explique qu'il faut au contraire raisonner en termes de complémentarité et revaloriser l'E.p.s. au sein même des programmes scolaires (actuellement trois heures pour les collèges et deux heures pour les lycées), comme on veut revaloriser l'enseignement technique. Pour le S.n.e.p., ces deux secteurs étant, dans le difficile contexte actuel, des armes anticrise par excellence.

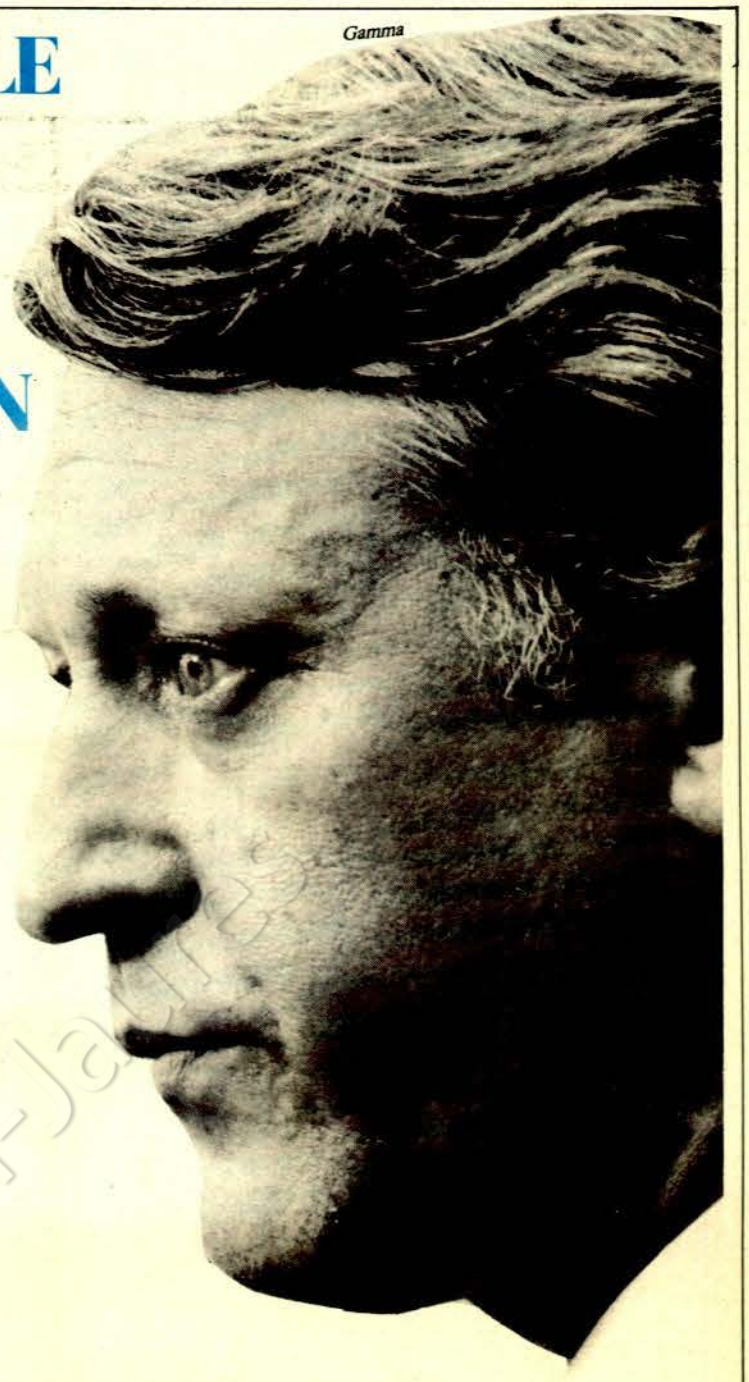
« L'aménagement des rythmes scolaires passe donc d'abord par un développement de l'E.p.s. et des associations sportives, dit Jacques Rouyer. Mais cela n'exclut nullement un réexamen global de la semaine ou de l'année scolaire et un développement parallèle des ressources des communes et des clubs. » Soit. Mais Jean-Pierre Chevènement ne s'est-il pas, justement, engagé à revaloriser les enseignements sportifs et artistiques dans le cadre même de la rénovation des collèges ? Ce qui va dans le sens souhaité par le S.n.e.p. ●



Pascal Lebrun

Echauffement au C.e.s. Gérard-Philipe, à Paris.

POUR QUE LE SPORT FRANÇAIS RECOLLE AU PELOTON DE TETE



Gamma

SÉDUISANT et cohérent, le programme d'action, rendu public le 29 novembre par Alain Calmat, l'est incontestablement. A tel point que les critiques furent rares. Y compris à droite. C'est dire. Ce programme qualifié d'ambitieux par le ministre — et il ne peut du reste en être autrement puisque Paris et la Savoie sont candidats pour l'organisation des Jeux de 1992 — repose sur deux grands axes : l'aménagement du temps et le passage à la vitesse supérieure pour le haut niveau. Car, avant 1992, il y a le rendez-vous de Séoul en 1988.

Ce temps mieux négocié va donc, avec l'accord de Jean-Pierre Chevènement, permettre aux enfants du primaire de bénéficier de « la création de liaisons véritables entre le temps à l'école et le temps hors de l'école ». Ainsi, à chaque fois que les conditions locales le permettront, dès 15 h ou 15 h 30, les enfants pourront-ils se consacrer aux activités sportives (ou socioculturelles) qui leur seront proposées.

Pour Alain Calmat, une réussite dans le primaire donnera les meilleures chances de succès à une opération identique dans le secondaire où la demande des élèves est également très forte (voir notre reportage au C.e.s. Gérard-Philipe). Mais dans l'immédiat c'est l'organisation des sections sport-études qui sera renforcée.

Quant à l'élite, elle bénéficie déjà d'un support considérable avec la loi du 16 juillet 1984 sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives dont le ministre veut hâter la diffusion auprès du public le plus large possible. En outre, le nombre des athlètes de haut niveau (400 actuellement) sera doublé d'ici à 1988 ; de même pour les conventions d'insertion professionnelle avec, cette fois, un effort en direction du secteur privé et des régions.

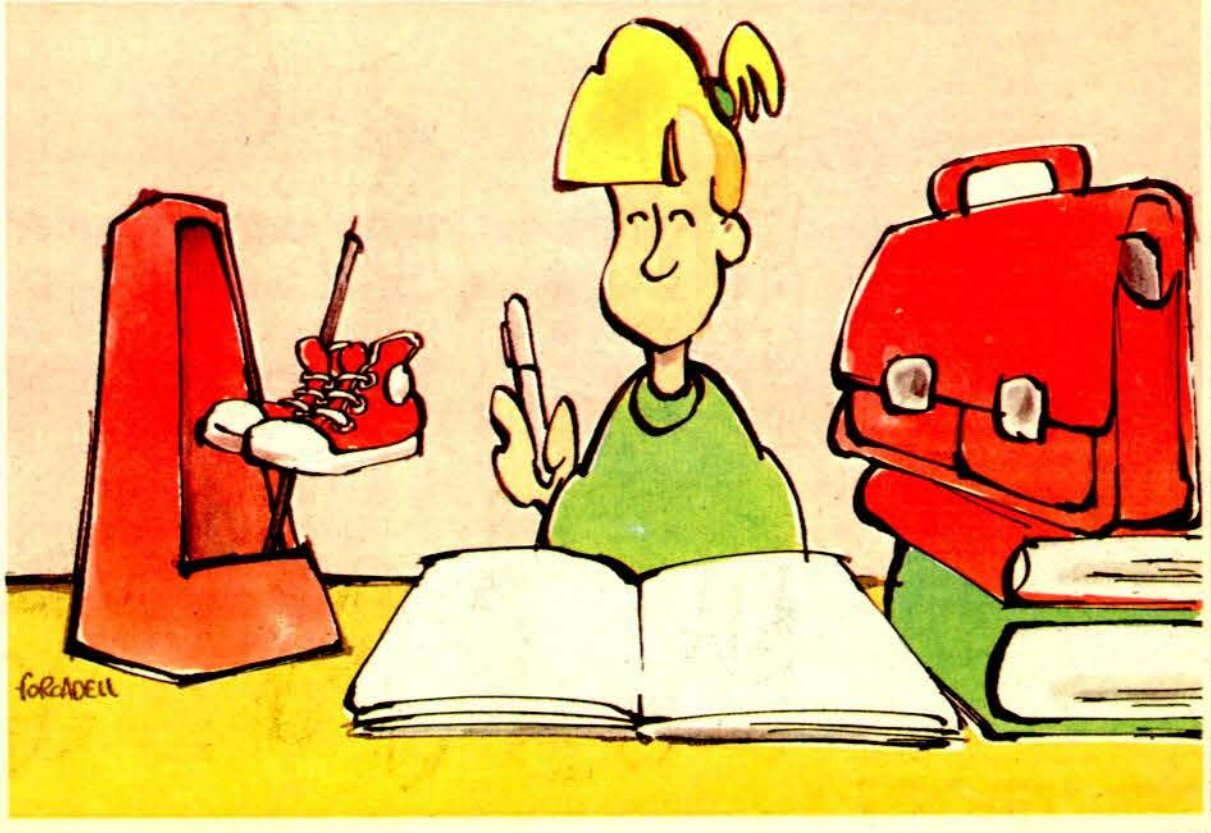
Dans le même temps, les centres nationaux d'entrainement (26 actuellement dont 20 au sein de l'Insep à Vincennes) seront multipliés. Ces centres permettant en effet à l'athlète d'être hébergé et de bénéficier d'un suivi scolaire ou professionnel. Ils seront créés dans les Creps tant au niveau national qu'au niveau régional pour les espoirs.

Actuellement trop « éclatée » la médecine sportive sera restructurée et des Assises nationales verront le jour durant le premier semestre 1985. Pour mettre en œuvre cette politique, Alain Calmat entend mieux exploiter les moyens existants déjà, tout en fondant bien sûr beaucoup d'espoirs sur les ressources qu'apportera le Loto sportif, un jeu « simple et attrayant (qui) contribuera ainsi à la promotion de l'ensemble des sports » et dont les modalités pratiques seront connues avant la fin de l'année.

Il veut, enfin, au niveau des hommes cette fois, combler « un retard historique » en dotant le sport français des cadres techniques et entraineurs de haut niveau qui lui font défaut : les professeurs de sport. La France dispose de bons techniciens, mais pas « d'ingénieurs du sport », dit en substance Alain Calmat. Ce qui explique en partie nos difficultés au plus haut niveau.

Avec un tel programme qui ne néglige vraiment aucun secteur, le sport français doit recoller au peloton de tête. Et pas seulement lorsque les jeux Olympiques sont boudés par une moitié de la planète.

P.M.



Coll. Fondation Jean-Jaurès



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

Carte Y

entrez, roulez, sortez et payez plus tard...

un nouveau service offert par la S.A.P.R.R.



Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé - carte Y.

Les cartes Y sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.

Chaque carte Y est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.

Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni à un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire : l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE, l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 et le tunnel de Ste-Marie-aux-Mines.

La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.

10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes.

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service Carte Y 36, rue du Dr Schmitt
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

ARVEST CONSEIL (1) 233 72 30

LES CANTONALES

FORMATION ET PREPARATION DES ELUS

Pour aider les candidats dans la campagne des cantonales « COMMUNES ET FORMATION » a réalisé un dossier de 150 pages, indispensable pour les sortants et les nouveaux candidats. Il est constitué de deux volets : *Comment mener la campagne des cantonales* (stratégie, connaissance du terrain, analyse électorale, principes d'organisation...), *connaître le Conseil général* (les outils de la gestion, les finances du département...).

Vous pouvez le commander à « Communes et Formation », 12, cité Malesherbes – 75009 PARIS (joindre un chèque ou un mandat administratif de 100 F).

Des stages de formation peuvent être organisés à la demande des Unions départementales des élus socialistes et républicains et des Fédérations du Parti.

Ils se déroulent sur une demi-journée (800 F), une journée (1 500 F), une fin de semaine ou plus et s'adressent à une vingtaine de participants (candidats ou militants animateurs). Ils sont animés par un ou deux animateurs nationaux et des conseillers généraux du département. Au cours de ces sessions peuvent être abordés des sujets comme : Plan de campagne et technique de campagne – Contexte politique de la campagne – La campagne et techniques de campagne – tement – Le Conseil général après la décentralisation – etc.

Pour toutes informations, s'adresser à :

Communes et Formation
12, cité Malesherbes
75009 PARIS
Jean MARET ou Danielle PALMERO
Tél. : (1) 526.50.50

COOPÉRER POUR GAGNER

Soucieux d'offrir à ses clients une offre complète de produits et de services compétitifs, Bull développe une stratégie d'alliances et de coopérations avec divers partenaires jugés parmi les meilleurs au niveau international.

NECESSITÉ DE LA COOPÉRATION

Pour répondre à une demande du marché de plus en plus complexe et de plus en plus exigeante, et pour s'adapter avec rapidité aux évolutions technologiques, tous les grands constructeurs internationaux d'informatique font appel à des partenaires spécialisés.

Bull développe une politique active de coopération avec des laboratoires de recherche publics et privés, avec des sociétés de service et d'ingénierie, et avec d'autres industriels.

Ce partenariat ouvre au Groupe l'accès aux techniques et aux produits les plus avancés tout en lui permettant de renforcer constamment son savoir-faire.

Les accords conclus par Bull sont en effet conçus sur la base d'échanges permanents tant sur les informations concernant les travaux en cours, que dans la participation croisée d'équipes de chercheurs.

Ainsi Bull, tout en concentrant ses compétences et ses ressources sur les produits fondamentaux pour sa stratégie, acquiert-il de nouvelles compétences précieuses pour son avenir.

LA COOPÉRATION EN FRANCE

Au plan scientifique, plusieurs programmes de recherche sont développés avec des laboratoires publics et privés sous forme de conventions d'échanges de chercheurs ou contrats conjoints.

A titre d'exemple, citons le programme de recherche en conception assistée par ordinateurs pour les circuits à haut degré d'intégration, développé en commun par Bull, l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique), l'IMAG (Université de Grenoble) et Thomson-Efcis ainsi que le projet national de développement d'une structure d'accueil pour outils de génie logiciel (programme EPICEA) dont Bull est maître d'œuvre.

Dans le domaine industriel, citons notamment les accords Bull-Matra Harris pour la fabrication de semi-conducteurs et l'accord Bull-Philips pour la production de la carte à mémoire selon le procédé mis au point par Bull.

LA COOPÉRATION EN EUROPE

Les industriels et les gouvernements européens ont pris conscience de l'impérieuse nécessité de coopérer pour récupérer leur propre marché. Rappelons que 74 % du parc européen est dominé par les constructeurs américains alors qu'à l'inverse les Européens ne disposent que de 9 % du marché mondial de l'informatique.

L'une des marques les plus significatives de ce réveil européen a été donnée par la décision des États membres de la Communauté Européenne de consacrer un budget de 750 millions d'ÉCUS (plus de 6 milliards de francs) sur quatre ans, au programme de recherche commun « ESPRIT ».

Cet effort pour développer de nouvelles technologies est largement comparable à celui des États-Unis et du Japon dans le même domaine de recherche.

Bull participe à plusieurs programmes dans le cadre d'ESPRIT et est chef de file de trois d'entre eux.

Autre exemple, le Centre de Recherche Commun créé début 1984 entre Bull, l'Allemand Siemens et le Britannique ICL pour des études dans des domaines avancés, notamment les systèmes d'aide à la décision et l'intelligence artificielle.

Ce Centre installé à Munich est animé par une équipe comprenant des chercheurs des trois nationalités sous la direction d'un Français.

L'importance formidable de l'interconnexion des systèmes informatiques au moyen de réseaux de transmission d'informations adaptés a conduit Bull à prendre une part active aux travaux de normalisation internationale.

En avril 1984, un important accord a été signé entre les douze plus grandes firmes européennes d'informatique portant sur la sélection de standards internationaux que ces constructeurs s'engagent à mettre en place dans leurs équipes produits des 1985.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Bull dispose d'un réseau d'alliances industrielles solide. Au premier rang de ces partenaires demeure Honeywell. Bien que la part de celui-ci dans le capital de CII Honeywell Bull, l'une des filiales du Groupe Bull, ait été ramené à 8 %, ceci n'affecte pas la coopération dans le développement des grands et moyens systèmes, ni les accords sur le plan commercial. Aux termes de ceux-ci, Honeywell distribue les produits Bull en Amérique du Nord, en Italie, en Grande-Bretagne, au Japon et dans certains pays d'Extrême-Orient.

D'autres accords avec Convergent, Vertex, MPI, etc., permettent à Bull de disposer d'équipements particulièrement compétitifs au niveau international.

Tout dernièrement, Bull a conclu un accord avec le Japonais NEC, pour la fabrication et la commercialisation d'un ordinateur de haute puissance complétant le haut de la gamme offerte par le Groupe a ses clients..

Parallèlement, Bull a engagé des opérations de coopération industrielle et de transfert de technologie avec plusieurs pays.

Ainsi, l'accord de coopération technique et commerciale conclu entre Bull et le Groupe brésilien ABC a débouché sur la création d'une société commune « ABC Bull Telematics ».

Cette filiale fabrique sous licence depuis cette année l'ordinateur français DPS 7 pour les marchés d'Amérique du Sud.

Bull

LES 400 COUPS

PAR FRÉDÉRIQUE DE GRAVELAINE

DANSE

La croisade de Jacques Douai

Les enfants aiment la danse. Et elle le leur rend bien. Depuis toujours, Jacques Douai se bat pour la faire admettre comme une expression indispensable. « Parce qu'en elles participent le corps, le cœur et l'esprit. Elle donne envie de chanter et de parler. Elle est mouvement, et le mouvement est essentiel, dès le sein de la mère. »

C'est pourquoi Jacques Douai inaugure son nouveau théâtre pour la jeunesse – construit en dur, cette fois, dans le jardin d'acclimatation du bois de Boulogne – par un festival de ballets « jeune public ». Avec la troupe d'Éthéry Pagava qui assure déjà les animations du théâtre toute l'année. Et avec des troupes étrangères, venues de Belgrade, Budapest, Rotterdam.

Les danseurs de Belgrade, qui ont ouvert le festival, avaient entre dix et seize ans. Et leur spectacle, très professionnel, communiquait une joie de vivre exceptionnelle qui a, semble-t-il, touché le cœur du public. Ils ont promis de revenir.

L'ensemble hollandais (jusqu'au 6 décembre) et la troupe française (du 7 au 14 décembre) poursuivent les mêmes buts : allier la vitalité d'une recherhe chorégraphique à l'initiation des jeunes, avec des programmes à la fois rigoureux et drôles et en demandant à l'auditoire de participer à la fin des représentations. Un aspect essentiel aux yeux de Jacques Douai qui revendique le droit pour tous à l'expression artistique, comme un moyen de redonner à chacun ses chances. « L'artiste doit faire partager son art, sinon il est inutile. Il doit faire faire pour faire aimer. »

Théâtre du jardin. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne. Paris. (747.77.86 et 745.23.72)

DÉCHETS

Pas si dépotoir que ça !

Jouer avec les déchets, pourquoi pas ? Même les ordures ont des richesses cachées. Si on veut bien se donner la peine de les rechercher et de les recycler. Les Amis de la Terre et le C.c.i. proposent à Beaubourg des jeux passionnants : découverte des dépotoirs et métamorphose des déchets en jouets. Et n'oubliez jamais que, selon l'aphorisme du regretté Pierre Dac : « Tout ce qui ne sert à rien pour certains peut servir à quelque chose pour d'autres. »

Au centre Pompidou, les mercredis 12, 19 décembre, le samedi 8 et les 21, 22, 23 et 24 décembre. (Renseignements : 770.02.32).

JOURNAUX

Les archiver, les repérer, les promouvoir

Des journaux lycéens, il y en a des centaines, en France. Mais qui les connaît ? Les repérer, les archiver, les promouvoir, tels sont les buts d'un concours ouvert à tous ceux qui le souhaitent.

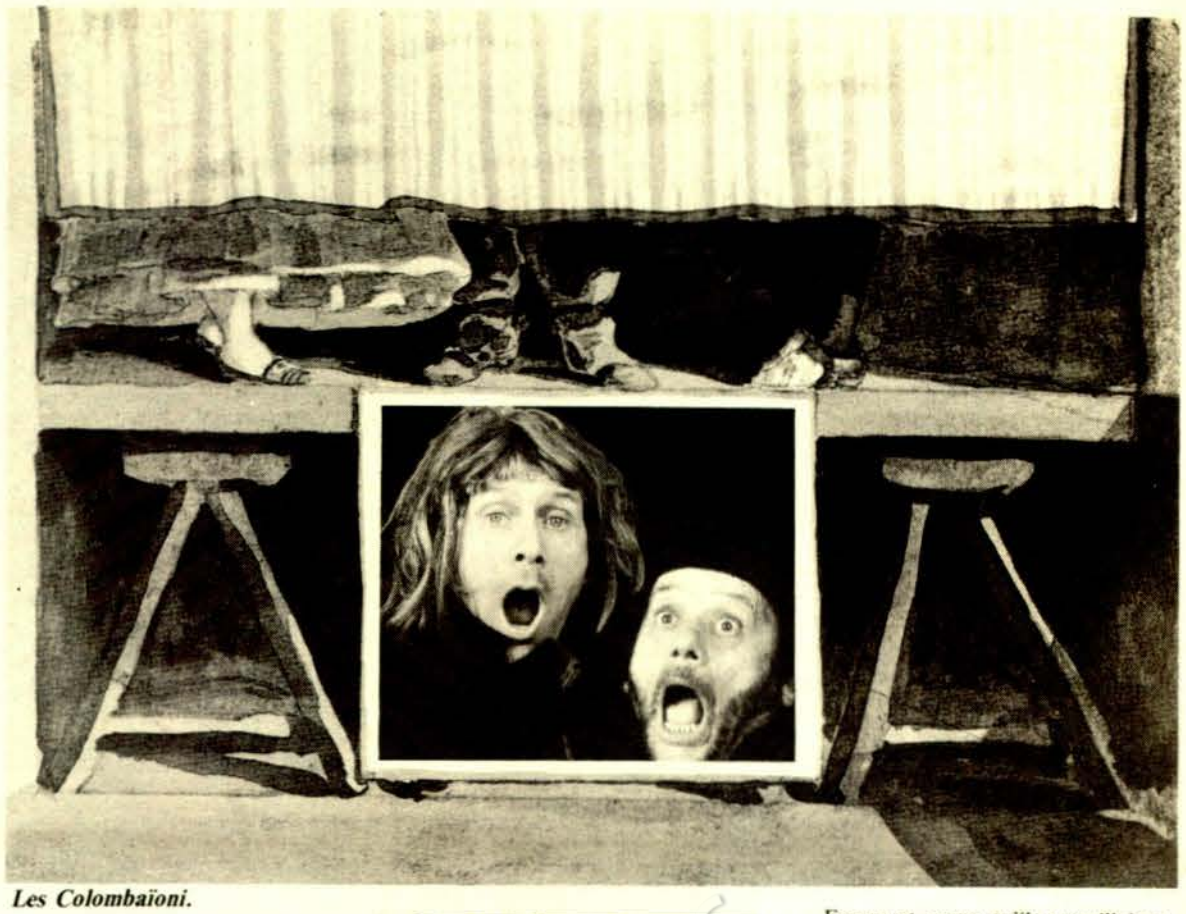
L'idée vient d'un groupe de jeunes qui ont fondé le Centre de documentation et d'information lycéen (C.d.i.l.) avec l'ambition de créer un véritable centre de documentation et d'étude sur toutes les formes d'expression des jeunes, sur leurs productions, leur histoire, leurs thèmes. Et pour qu'une communication s'établisse entre la jeunesse et les institutions.

Le concours, c'est un moyen de faire reconnaître la richesse d'un phénomène mal connu, souvent éphémère mais dont les qualités sont gaspillées. C'est aussi un moyen d'encourager les jeunes qui se lancent dans l'aventure et de connaître leurs motivations, leurs préoccupations, visiblement moins militantes aujourd'hui que dans l'après-68, mais plus professionnelles.

La date limite d'envoi des journaux est fixée à la fin mars. Un jury composé de journalistes, de dessinateurs et d'animateurs de radio délibérera pendant un mois. Le jugement sera rendu à la mi-mai, à l'occasion d'une fête. Dix prix seront remis (pour l'illustration, la maquette, l'humour, l'expression poétique, le reportage, le dossier, l'article, le sommaire. Et deux prix du meilleur journal, l'un attribué par le jury, l'autre par des lycéens).

Les récompenses : des stages visites dans des journaux, des stages au Centre de formation pour la presse associative et différente, des tirages gratuits dans des imprimeries.

* *C.d.i.l. Bp. 67. 93101 Montreuil Cedex.*



Les Colombaïoni.



Les ballets Éthéry Pagava.

THÉÂTRE

Un boom extraordinaire

Le théâtre pour enfants n'est pas un genre mineur. Pour le faire reconnaître comme une création à part entière, le Groupe d'encouragement au spectacle (G.e.s.) monte cette année une « quinzaine des jeunes spectateurs » : un festival dans la région parisienne qui donne un coup de projecteur sur ce que la production destinée aux jeunes a de meilleur.

Depuis une dizaine d'années, ces spectacles pour enfants ont connu un boom extraordinaire, avec une profusion qui ne garantit pas toujours la qualité. « Nous voulons aider ceux que nous jugeons vraiment bons. Et ainsi donner une information au public, qui est aujourd'hui un peu perdu », explique Daniel Soria, du G.e.s. Pour lui et son équipe, l'expérience a commencé à Montpellier, en 1981 : trois années de suite, ils ont organisé des festivals, avec un grand succès, parce qu'ils ont invité les meilleures troupes de France et parce qu'ils travaillaient en étroite collaboration avec les enseignants de la ville. Cette année, à Paris, ils n'ont pas eu le temps ni les moyens d'organiser cette préparation à leurs yeux indispensable. Ils comptent faire mieux l'année prochaine, leur opération devant bénéficier non plus seulement des subventions du ministère de la Culture, mais aussi des subsides de la ville et de la région.

Au programme, six spectacles – un septième, en retard, ne sera présenté qu'en janvier à Mantes-la-Jolie – dont trois créations.

Une jeune compagnie raconte le tourisme interstellaire, mélange de clownerie et de chorégraphie : « les Rats de l'espace », au théâtre de la Plaine (Paris XV[e]).

Sur le thème « faites de la musique, pas la guerre », Jean-Paul Farré et sa compagnie des Claviers présentent « D'Azincourt à Verdun ou les avatars de la boucherie française ! », au théâtre des quartiers d'Ivry.

« L'Histoire de Dieuzaide », c'est la vie un peu triste d'un petit garçon doué d'un pouvoir de voyance. Au Dunois, Paris XIII[e].

« Hors jeu », suspense dans le désert, au théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Et les Colombaïoni, à la maison des arts de Créteil. Il y en a pour tous les goûts, avec l'assurance de ne pas tomber sur un spectacle médiocre, de cette médiocrité qui, souvent, devient caricaturale lorsqu'elle s'adresse aux enfants. Avec le risque de banaliser le spectacle, d'en dégoûter les futurs spectateurs.

Jusqu'au 22 décembre au théâtre de la Plaine (250.15.65).

Du 6 au 20 au Dejazet (887.97.34).

Du 7 au 27 à Ivry (672.37.43).

Les 12, 16 et 19 décembre à Dunois (584.72.00).

Du 18 au 29 à Aubervilliers.

Le 18 à Créteil (899.94.50).

ANIMATION

Dis, grand-mère, raconte...

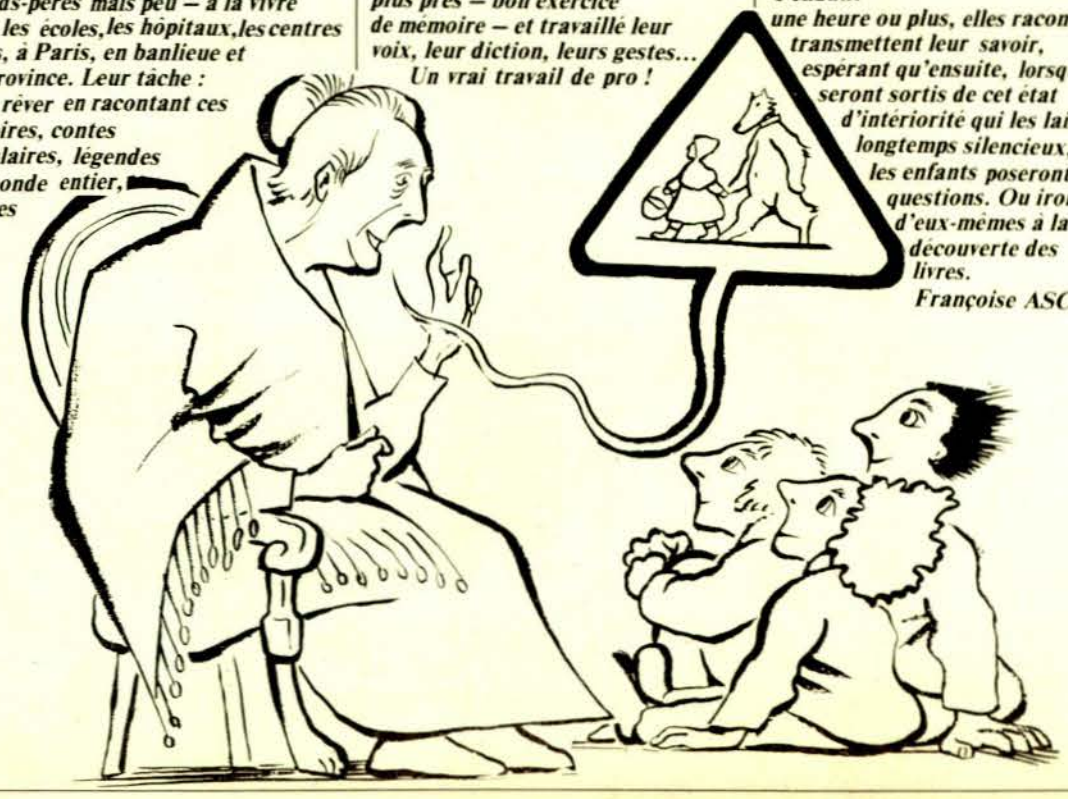
Elle est là, les mains vides face à un auditoire d'enfants, de 4 à 13 ans. Avec le trac, bien sûr. Et puis le mot magique, « Cric-crac »... Et le conte commence.

Cette aventure, elles sont environ vingt-cinq grand-mères – plus quelques grands-pères mais peu – à la vivre dans les écoles, les hôpitaux, les centres aérés, à Paris, en banlieue et en province. Leur tâche : faire rêver en racontant ces histoires, contes populaires, légendes du monde entier, contes de Grimm, de Perrault. Au départ, elles avaient sans doute un talent, peut-être testé auprès de petits-enfants. « Mais rien de commun entre un auditeur unique et un groupe », dit Marie-Lou, grand-mère conteuse. Aussi ces grand-mères ont-elles suivi une formation, lu tous les contes possibles et imaginables, écouté des conférences. Elles ont appris un texte au plus près – bon exercice de mémoire – et travaillé leur voix, leur diction, leurs gestes...

Un vrai travail de pro !

Après une année d'écoute et d'exercices pratiques en ateliers, elles sont allées sur le terrain renouer avec cette première forme de spectacle qu'est le conte. Et ça marche ! L'institutrice, dont la présence valorise l'action, n'en revient pas : ce silence, cette attention, ces visages qui s'éclairent et s'assombrissent... Pendant une heure ou plus, elles racontent, transmettent leur savoir, espérant qu'ensuite, lorsqu'ils seront sortis de cet état d'intériorité qui les laisse longtemps silencieux, les enfants poseront des questions. Ou iront d'eux-mêmes à la découverte des livres.

Françoise ASCAIN



JEUX

Pas moral mais marrant

Paulo le basané hésitait : allait-il entrer dans la bijouterie pour la braquer ou se contenter d'arnaquer un touriste plein aux as, à deux cases de là ? Quant soudain Lola, la vamp du gang des Lyonnais, le harponna : il était fait, fou d'amour pour trois tours...

Non, ce n'est pas le scénario du dernier polar, mais une des nombreuses surprises que vous réserve un tout nouveau jeu, Super Gang. Inventé par deux jeunes Français et doté de la règle la plus immorale qui soit puisque tueurs, vamps et trafiquants y font la loi, commettent de lâches agressions dans la rue, dealent aux portes des écoles, rackettent les honnêtes – ou malhonnêtes – commerçants.

Mais gare aux flics, ils risquent

toujours de vous surprendre en flagrant délit... Et les duels se règlent avec de vrais pistolets... à flèchettes.

Beaucoup plus marrant que le Monopoly, plus surprenant que le Risk, moins compliqué que les jeux de rôles... Un cadeau en or pour compromettre la paix des familles mais bien remplir les longues soirées d'hiver. (320 F à A.d.j.s. — 7, rue St-Jacques. 77380. Combs-la-Ville. Et dans les boutiques spécialisées.)

LECTURE

L'avaleur n'attend pas le nombre des années

Le métier de dessinateur de livres pour enfants n'est pas de tout repos ; croyez-en Pef, l'heureux auteur de « A moi Superbouquin » (folio junior), ou les aventures magiques d'une petite fille dans le metro et dans l'univers de la littérature.

Pef se bagarre, avec quelques autres, pour faire reconnaître ce genre littéraire en général sous-estimé. Et il discute avec tout le monde. Avec les éditeurs : « Les poches, c'est bien parce que c'est moins cher mais attention, les enfants ont aussi besoin de grandes pages pour exercer leur sens spatial. » Avec les journalistes : « Pourquoi les livres pour les petits n'ont-ils droit qu'à des petites critiques ? » Avec les enseignants : « Il n'y a pas que des auteurs morts. Invitez les auteurs vivants, ils ne demandent qu'à rencontrer leur public. »

Avec les enfants, la discussion semble plus facile. A condition de leur offrir des histoires d'aujourd'hui. Et à condition de les habituer, tout petits déjà, à la lecture et à ses joies. Ça commence avant un an, lorsque les parents racontent des histoires en commentant des images. Après, ils ne peuvent plus s'en passer... Vivent les bébés-lecteurs !

On dit que les jeunes ne lisent plus... A qui la faute ? En tout cas, on leur propose de plus en plus de choses. Et le plaisir de la lecture redevient à la mode. Témoin, cette semaine du livre organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports du 18 au 25 novembre. Dans toute la France, des centaines d'expériences, d'expositions, de débats... Un double prix décerné par un jury adulte et un jury d'enfants, (à « Prisonnière des Mongols » de Évelyne Brisou-Pellen et à « le Chien pélican » de Sabine Hargous). Et un prix à la meilleure émission produite par une radio libre : une lauréate, Laurence Fournier, dite Biscuit, mais plus de 1 500 dossiers envoyés... Preuve supplémentaire que, décidément, le livre pour les jeunes existe.

LIVRES

Les petits et la vraie vie

Il y a des sujets difficiles, qui font peur aux adultes. Comme si ces chers petits devaient être tenus à l'écart de la vraie vie, protégés de sa cruauté. Ainsi leur a-t-on servi de jolies histoires pleines de fleurs et de gentils animaux. En oubliant que les contes de fées dont ils se régalent tant racontent les choses les plus horribles et qu'ils frissonnent de plaisir en lisant la divine comtesse. En oubliant aussi que, souvent, le silence est plus angoissant que la peine.

Bruno Bettelheim l'a expliqué : les contes expriment les plus noirs phantasmes des enfants, ces pulsions négatives qu'ils sentent en eux et qui les inquiètent. Mais ils répondent mal aux angoisses sécrétées par la vie moderne, le divorce, la solitude, l'absence, les différences...



JOUETS

Un parfum de rétro...sauf pour les prix

Comme un parfum de nostalgie flotte cette année aux rayons des jouets. Côté têtes d'affiches, des indéracinables : Astérix, les Schtroumpfs — au cinéma, ils viennent même d'avoir un bébé — Mickey et Minnie qui fêtent les cinquante ans de Donald... Hé oui !... Ça nous rajeunirait plutôt. Sans compter les Snoopy, Félix-le-Chat et autres Panthère rose, qui se portent très bien, merci pour eux.

Il paraît que l'enfant d'aujourd'hui a changé, qu'il n'aime plus que les jouets modernes et ne rêve que d'ordinateur. Pour se convaincre du contraire, il suffirait de faire un tour du côté des vitrines de Noël. Au hit-parade, les peluches — de vraies œuvres d'art — les poupées — toujours l'horrible Barbie et sa garde-robe délirante — et les jeux de construction, Lego et Play Mobil évidemment, mais aussi un retour en force des pièces de bois pour bâtir châteaux et chalets. Franchement rétro.

Les nouveautés se nichent dans l'accessoire : panoplie de plus en plus complète de la parfaite petite maman, avec un luxe de détails d'ailleurs fragiles et coûteux. Et figurines de toutes sortes, si possible monstrueuses, du type « Maîtres de l'Univers » et autre feuilletons télévisés. La science-fiction et le fantastique semblent avoir définitivement avoir mis au placard les jeux guerriers classiques. Au fond, ce serait plutôt encourageant de voir les petits déverser leur agressivité par robots interposés.

Côté électronique, c'est la morosité. Les petits jeux à cristaux n'ont plus le vent en poupe : les meilleurs seulement survivent, les anciens se troquant à tout va. Seule nouveauté remarquable, le mini-ordinateur de Nathan : le jeu éducatif dans sa version la plus sophistiquée ; la machine parle ! Franc succès auprès des gosses qui s'agglutinent autour d'elle au moment des démonstrations. Quant aux consoles vidéo, elles ont été détrônées par l'ordinateur, ou du moins le rêve d'ordinateur.

Car, la crise aidant, les parents hésitent avant de remplir leurs caddies au supermarché. Ils viennent, se renseignent, font la tournée des grands magasins et repartent pour réfléchir au calme. Au grand dam des vendeurs qui constatent un net retard des achats par rapport aux années précédentes. Cela dit, on comprend les parents parce que, s'il est un domaine où les jouets ne flirtent pas avec le rétro, c'est bien celui des prix : toujours plus haut !

Avec « Grand-Papa », John Burninham (Flammarion) signe son chef-d'œuvre. Un miracle d'humour, de tendresse. Relations d'amour, de compréhension entre une petite fille et son grand-père : « Quand on sera à la plage, on pourra y rester toujours ? Oui, mais il faudra rentrer à quatre heures pour le goûter. » Même s'il arrive que la complicité s'efface devant les malentendus : « Ça n'est vraiment pas gentil de dire une chose pareille à grand-papa. » Et même si après la maladie du grand-père son fauteuil reste vide, devant la petite fille triste.

Autre tabou, la séparation des parents. Julie vit avec son papa dans une maison au bord de la mer. Parfois, elle va passer un week-end chez sa mère, dans la ville voisine. Mais le plus souvent elle profite tranquillement de son papa pour elle toute seule. Jusqu'au jour où des invités s'incrustent à la maison, Marie et son insupportable fils passionné de farces et attrapes... Ce qui arrive ensuite, Annabella McAfee et Antony Browne le racontent avec un humour fou. Ces « invités bien encombrants » (Flammarion) ont de quoi désorienter les adultes, avec des dessins surréalistes qui n'ont pas peur de faire peur. Mais leur absurdité fait rire aux éclats les enfants rêveurs. Et rêver les turbulents.

« Superbouquin ».





Initiation au désert

La littérature pour jeunes recouvre aujourd'hui une extraordinaire palette de genres. Témoins ce carnet de voyage digne des explorateurs qui ne connaissaient pas encore la photographie. Catherine Cazier et Rolf Weijburg racontent en dessins à la pointe sèche leur traversée du Sahara. De la Hollande au Nigeria en passant par Tunis, Ghardaïa, Tamanrasset... Un reportage qui réussit à communiquer l'émotion de l'inconnu tout en instruisant sur la vie réelle des habitants du désert. Cérémonie du thé, irrigation des palmeraies, transport du bois et des hommes... Un livre étonnamment habité.

« Voyage au Sahara ». Ed. du Chat perché. Flammarion.



Et un raton laveur

Filou le raton laveur, Charlotte la tortue, Sacripan l'ours brun ou Adeline l'abeille sont quelques-uns des personnages, retrouvés album après album, de la série les Patagrains (Nathan « Premières lectures »). Malicieusement racontées par Alain Grée et joliment illustrées par Luis Camps, les aventures des habitants de la clairière ravissent les tout-petits (bien plus sans doute que les 4-6 ans à qui elles sont en principe destinées).

Gais, solidaires et futés mais aussi paresseux, gourmands et tricheurs, les Patagrains ne sont pas toujours de tout repos pour les parents qui doivent expliquer pourquoi le gentil renard Pancrace ne rêve que de croquer le tout aussi gentil lapin Romarin. Une introduction précoce à la dialectique... !

A la découverte de la cassetine

Les tigres sont très forts en géographie. Heureusement pour eux parce que, sur leur île, ils n'ont plus rien à manger. Malheureusement pour les habitants de Java que menace une invasion. Mais le malin petit Kantjil sauvera son île...

Le conte est indonésien, comme la musique. Une bouffée d'exotisme qui ravit les enfants. Sous une forme originale, la cassettine : une cassette et un beau livre (Editions Vif Argent).

Kantjil est aussi le héros d'une exposition sur le théâtre d'ombres à la bibliothèque des enfants du Centre-Pompidou (jusqu'au 10 décembre).



DES PRETS ADAPTES A CHAQUE SITUATION

Aujourd'hui, l'accession à la propriété vous concerne. La BNP le sait, et pour mieux vous aider, vous offre toute une gamme de prêts immobiliers : pour acheter, construire ou même rénover, améliorer votre résidence principale.

Dans l'éventail de ses prêts, la BNP vous propose le Prêt Conventionné : taux très intéressant, modalités de remboursement adaptées, financement à hauteur de 90 % du coût de l'opération, durée de 5 à 20 ans, ou encore le P.A.P. (Prêt d'Accession à la Propriété) : taux très préférentiel et dans certains cas sans apport initial, remboursement en 15, 18 ou 20 ans.

Vous aider à acquérir, construire et améliorer votre habitation, c'est aussi notre métier à la BNP.

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER

Ecom/Univas

LE GAZ NATUREL : PARÉ POUR L'AVENIR

Le gaz naturel occupe une place de choix dans tous les grands secteurs de l'économie française.

Aujourd'hui, le gaz naturel représente :

- 25 % de l'énergie totale consommée dans le secteur industriel (41 % des ventes de gaz en France en 1983) ;
- 15 % de l'énergie totale consommée dans le secteur tertiaire (15 % des ventes de gaz en France en 1983) ;
- 20 % de l'énergie totale consommée dans le secteur résidentiel (44 % des ventes de gaz en France en 1983) ;

64 % des clients domestiques du Gaz de France, soit 5,4 millions de foyers, sont chauffés au gaz :

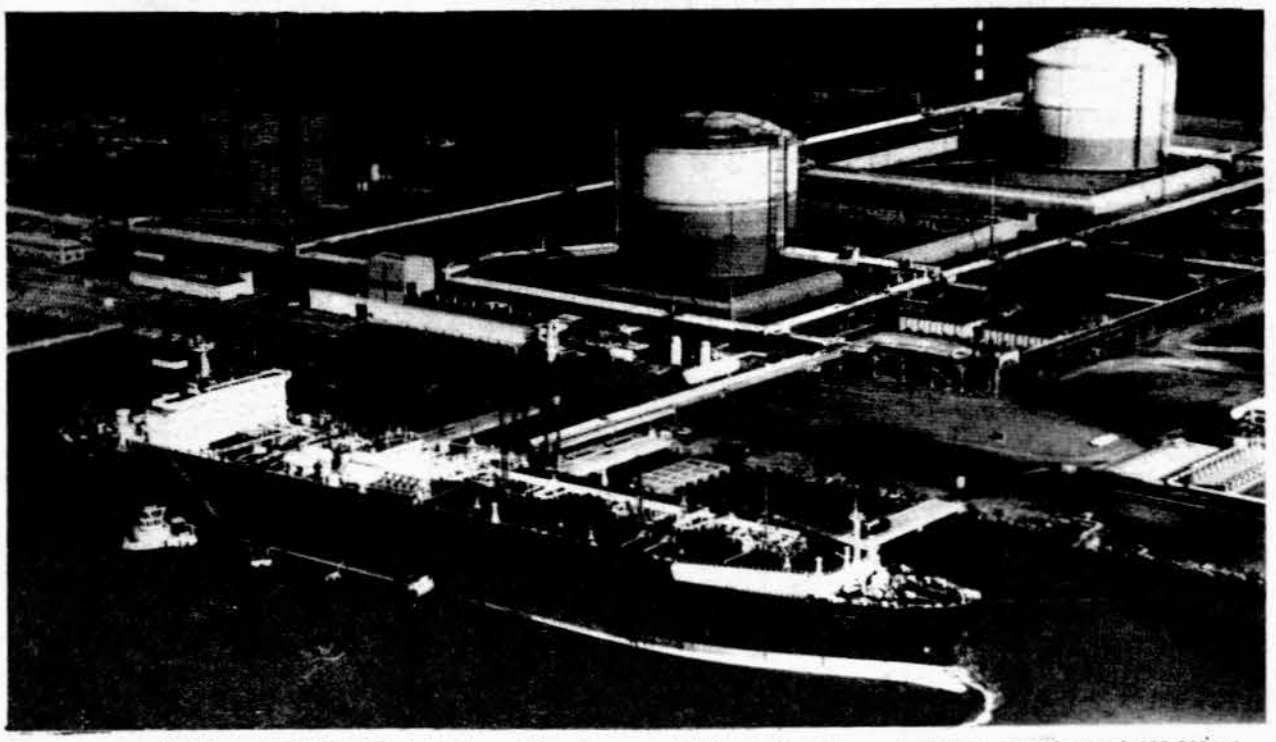
- 3,1 million par un chauffage central individuel ;
- 1,3 million par un chauffage collectif ;
- 1 million par des appareils indépendants.

LE GAZ NATUREL AUJOURD'HUI POUR LE GAZ DE FRANCE C'EST :

- 21.800 km de réseaux de transport,
- 450.000 kW de puissance installée dans les stations de compression,
- 9 réservoirs souterrains en nappes aquifères et 2 réservoirs en massifs salifères représentant un stock utile de 6 milliards de m³,
- 3 terminaux méthaniers de réception, de stockage et de regazéification du gaz naturel liquéfié, dont le plus récent, Montoir-de-Bretagne, est le plus moderne au monde,
- 91.500 km de réseaux de distribution,
- 2 Centres de Recherches, l'un sur les Installations Gazières, l'autre sur les Utilisations du Gaz,
- 2 Stations d'Essais dont l'une spécialisée en matériel cryogénique.



Renforcement de l'alimentation en gaz naturel de la région parisienne *- Cette canalisation de 600 mm de diamètre raccordera le réservoir souterrain de Germigny-sous-Coulombs (Seine-et-Marne) au réseau de transport national.*



Premier voyage de l'Edouard LD à Montoir-de-Bretagne *- D'une longueur de 280 m et d'une largeur de 41,60 m, ce méthanier de 129.500 m³ de G.N.L., construit aux chantiers France-Dunkerque, doit assurer une trentaine de rotations annuelles entre l'Algérie et la France.*

10 ANS D'EVOLUTION DU GAZ DE FRANCE

	1973	1983
Ventes de gaz (en milliards de kWh)		
Gaz de France	125,3	255,7
Gaz de France et filiales	160,8	275,2
Abonnements (en millions)	7,6	8,4
dont clients alimentés en gaz naturel pur	5,7	8,3
Consommation annuelle de gaz par abonné domestique (en kWh)	6.357	9.363
Chiffre d'affaires H.T. (en milliards de francs)	4,5	40,7
Investissements H.T. (en milliards de francs)	1,2	3,7
Réseaux en service (en km) :		
- Transport	14.500	21.800
- Distribution	67.400	91.500
Personnel GDF en activité	26.951	29.098
dont - cadres	11,3 %	12,6 %
- agents de maîtrise	39,3 %	45,5 %
- agents d'exécution	49,4 %	41,9 %

Coll. Fondation Jean Jaurès

HI-FI THOMSON.

ECOUTEZ L'ELECTRONIQUE FRANÇAISE.



BAZAINE

Thomson, c'est l'électronique française. Retrouvez-la dans toute la gamme des chaînes Hi-Fi de 25 à 40 watts, amplis, tuners, platines-cassettes, de conception et fabrication françaises.
Chaînes Hi-Fi Thomson, l'expérience et la compétence d'un grand constructeur au service du son.
Écouter les chaînes Hi-Fi Thomson, c'est écouter l'électronique française.

THOMSON

Fondation Jean-Jaurès

L'épargne multilion : votre épargne sur mesure.



Parlez-en avec un lion.

L'épargne est une chose sérieuse et parfois compliquée. Pour chaque individu, cela implique un choix selon ses objectifs et les possibilités qui lui sont offertes.

Parce qu'il existe aujourd'hui de nombreuses solutions d'épargne différentes.

Parce que chacun peut les moduler à sa convenance.

Le Crédit Lyonnais a créé **l'épargne multilion : l'épargne multilion,** c'est une épargne sur mesure.

Un dossier pour construire votre épargne sur mesure.

L'épargne multilion vous donne toutes les informations nécessaires sur les différents produits d'épargne disponibles, en même temps qu'il vous fournit les grilles d'évaluation permettant d'ajuster vos objectifs aux différentes formes de placement.

Pour vous procurer ce dossier, demandez-le au Crédit Lyonnais : il vous sera remis gracieusement.

CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

1) INTERMARCO-CONSEIL

Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 7 DECEMBRE

T.f.1. « Irène et Fred », téléfilm de Roger Kahane - 21 h 55.

Irène Curie et Frédéric Joliot à la conquête de la radio-activité artificielle. Ils sont jeunes, ils s'aiment et, en plus, les positions et les neutrons n'ont aucun secret pour eux. Love story en blouse blanche sur fond d'entre - deux - guerres, le téléfilm de Roger Kahane a le mérite de nous plonger au cœur de l'univers scientifique, des lentes étapes de la découverte, de la gestation complexe de toute recherche. Et ce, grâce à la complicité talentueuse de Danièle Lebrun et Bernard Bonvoisin, parfaits en savants nobélisables et cependant humains. Pourtant, ce monde en vase clos avec sa terminologie spécifique demeure malgré tout terriblement étranger au consommateur de télé moyen dont les souvenirs de physique-chimie se noient généralement dans les brumes de l'oubli.

A.2. « Allo Béatrice », série d'Yves Laurent et Albert Kantor ; réalisation de Jacques Besnard. Quatrième épisode : « la Chèvre » 20 h 35.

Béatrice Karateka. Comme quoi la télé c'est du sport.

Ciné-Club. Cycle japonais : « les Sept Samouraïs », d'Akira Kurosawa -23 h.

Non je ne referai pas mon numéro nippon préféré sur les samouraïs, caste guerrière qui tint les rênes du Japon pendant près de neuf cents ans, mais c'est pas l'envie qui m'en manque. En tout cas, la fresque de Kurosawa est un chef-d'œuvre.

F.r.3. « Vendredi médicales », émission d'Igor Barrère et Victor Cohen-Adria : « Madame la migraine » -20 h 35.

Non, je ne referai pas mon numéro migraineux préféré sur les algies terrifiantes qui vous paralysent en moins de deux, mais ce n'est pas l'expérience qui me manque. Il y a 5 millions de migraineux en France. Ça aide à se sentir moins seul...

SAMEDI 8 DECEMBRE

T.f.1 « Tous comptes faits », téléfilm de Michel Wynn - 20 h 40.

Comment on licencie dans une banque, en 1957. L'histoire d'un homme qi confond honneur et naïveté. Avec Jean-François Garreaud et Jacques Dacqmine.

DIMANCHE 9 DECEMBRE

T.f.1. « La Bataille des Ardennes », de Ken Annakin - 20 h 35.

La contre-offensive tentée sur le front ouest par le grand état-major allemand durant le terrible hiver 44-45. Pour les fans d'Henry Fonda.

A.2 Concert magazine, émission proposée par Eve Ruggieri : Gustav Mahler, symphonie n° 1 « Titan », orchestre national de France direction Vaclav Newmann - 22 h 30.

Successeur du géant Karel Ancerl à la tête de la Philharmonie tchèque, Vaclav Newmann est un chef plus que fréquentable. Mais pourquoi ne pas l'avoir invité avec son divin orchestre ?

F.r.3 « Philippe Soupault et le surréalisme », émission conçue par Jean Aurenche et réalisée par Bertrand Tavernier. Deuxième partie -20 h 35.

Canal Plus : « Jean Carmet ou le piéton décapotable » document de Ch. Defaye et Ch. Zeender - 16 h 45. Autre diffusion le 11/12 - 9 h 50.

Huit jours de la vie d'un acteur aussi géographiquement complexe qu'un indicateur Chaix.

LUNDI 10 DECEMBRE

T.f.1 « Domicile conjugal », de François Truffaut - 20 h 35.

La dernière page du roman d'Antoine Doinel. Pour retrouver Truffaut tel qu'en lui-même, insurpassable. A 22 h 10, ne décrochez pas : le magazine « Etoiles et toiles » lui est entièrement consacré.

A.2 Théâtre : « la Dame de la mer », d'Henrik Ibsen - mise en scène de Per Brouken - 20 h 35.

Ibsen a brodé une fable d'amour fou autour du thème wagnerien du « Hollandais volant » et la divine Kiv Ullmann, doublée malheureusement, prête son visage et sa sensibilité à cette Senta du nord rebaptisée Ellida. A découvrir.

F.r.3 « Piège au grisbi », de Burt Kennedy - 20 h 35.

Main basse sur la schnouff. Pour les yeux de Rita (Hayworth). Et sur France Musique, à 20 h 30, Boulez flashant sur « les poèmes pour Mi » de Messiaen avec Phyllis Bryn - Johnson. Ouah.

Canal Plus : « Touareg a tchin Tabaraden », document de Claude Faraldo - 15 h 45. Autre diffusion le 14/12 - 10 h 40.

Un million de Touaregs vivent entre le sud du Sahara, l'Algérie, le Mali, le Niger et le Tchad. Claude Faraldo a suivi une de leurs caravanes de puits en puits.

MARDI 11 DECEMBRE

T.f.1 « L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau » : « La baleine qui chante », réalisation de Philippe Cousteau - 20 h 35.

Le babil des baleines à bosse. Mieux que la Castafiore.

A.2 « François Ier », de Christian Jaque - 20 h 40.

Catapulté au siècle de François 1er, l'acteur Honorin se fait lécher les pieds couverts de sel par une chèvre. Torture suprême par le rire. Désopilant.

F.r.3 « Bandolero », d'Andrew Mac Laglen - 20 h 35.

Raquel Welch, sculpturale et James Stewart, hors la loi, dans une course-poursuite contre la mort. Délassant.

Canal Plus : « Portrait de John Huston », réalisation de Gary Conklin - 1 h 50.

Huston, soixante-dix-sept ans, en pleines confidences sur le tournage de « Au-dessous du volcan ».

MERCREDI 12 DECEMBRE

T.f.1 « Sauve qui peut les images », essai de Patrick Le Gall sur une idée de Patrick Duvic - 21 h 30.

Vers quels rêves les images nous entraînent-elles ? Avec la participation de Jack Lang, Daniel Toscan du Plantier, Paul Vecchiali, Yves Boisset et l'ineffable Jean Royer, maire de Tours, champion toutes catégories de la censure rétro.

A.2 « Le Rapt », téléfilm de Pierre Koralnick (voir encadré).

« Les Jours de notre vie », émission proposée par Danielle Thibault. Réalisation de Bernard d'Abrigeon : « l'Enfant et l'école » - 22 h 05.

Cent quatre-vingt-dix jours de congés pour cent soixante-quinze jours de classe, cela signifie un maximum de travail en un minimum de jours. Une réflexion sur la fatigue.

F.r.3 « La Prison sur la mer », téléfilm de Nicole Ciravegna -21 h 20.

La redoutable condition des galériens sous Louis XIV. « C'est encore loin l'Amérique ? » « Tais-toi et rame ».

JEUDI 13 DECEMBRE

T.f.1 « La Dictée », série de Jean Cosmos et Jean-Pierre Marchand. Episode n° 5 : « la Cassure » -20 h 35.

« Les Jeudis de l'information », magazine de François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller - 21 h 30.

Ce magazine prévu pour le 8 novembre et déprogrammé pour cause de grève compte, entre autres, un reportage sur l'univers Cacharel.

A.2 « Musiques au cœur », émission d'Eve Ruggieri et Patrick Camus : « les Castrats » - 21 h 30.

Stars napolitaines de l'univers lyrique depuis que le chant est chant, on sait finalement peu de choses des castrats. En apprendrons-nous plus ce soir grâce, notamment, à la présence de Paul Texel, vingt-sept ans, castrat de naissance qui interprète Scarlatti, Pergolèse et Haendel. Pour rêver à un monde disparu, on peut aussi plonger dans le roman de Dominique Fernandez « Porporino ».

F.r.3 « Le Grand Valet », téléfilm de Paul-André Picton d'après Pierre Jaquez-Helias - 20 h 35.

La possession terrienne en pays bigouden. Avec Pierre Rousseau.

L'Emission de la semaine : « le Rapt », téléfilm de Pierre Koralnik d'après « la Séparation des races » de Charles Ferdinand Ramuz, A.2, mercredi 12 décembre, 20 h 35.

Firmin et Frieda, territoire vaudois contre Suisse alémanique. Tout sépare ces deux êtres, la langue, la couleur des cheveux, les coutumes, l'idée de Dieu. Alors, pour s'offrir une parcelle d'inconnu, Firmin enlèvera Frieda.

Ramuz, l'empereur de la littérature paysanne et montagnarde au style âpre et rugueux, est ici magnifiquement transcrit en images – images envoûtantes d'un paysage sévère saisi au rythme des saisons. Entre bouffées d'air pur et drame de la sorcellerie, nous naviguons au cœur même de la nature humaine, là où se mêlent l'amour, la vengeance et la fatalité. Si Pierre Clémenti (Firmin) apparaît quelque peu à côté de son personnage, la fabuleuse Daniela Silverio (Frieda) se révèle bouleversante de beauté et d'intensité dramatique tout comme Elisabeth Kaza, impressionnante dans le rôle de la mère, cette aïeule gardienne des croyances et des traditions. Une mention spéciale aussi pour la brève apparition de Heinz Bennent en colporteur messager. De la grande télé.



Fernandel dans « François Ier ».



Claude Jade et Jean-Pierre Léaud dans « Domicile conjugal ».

Canal Plus : les films du mois de décembre

« Le Refrain de mon cœur », de Walter Lang. Diffusion les 7/12 -16 h ; 11/12 - 14 h ; 13/12 - 11 h.

La vie d'une chanteuse à la carrière exceptionnelle. Avec Susan Hayward en V.o.

« Fanny Hill », de Stephen Chesley. Diffusion les 7/12 - 5 h ; 8/12 -3 h ; 12/12 - 0 h 30 ; 14/12 - 1 h.

Le vice et la vertu version britannique. Coquin. Avec Oliver Reed.

« Et la terreur commence », d'Eddy Matalon. Diffusion 12/12 -22 h.

Panne d'électricité à New York. Les tueurs opèrent à la bougie.

« Que les gros salaires lèvent le doigt », de Denys Granier-Deferre. Diffusion les 7/12 - 14 h ; 9/12 -22 h 30 ; 10/12 - 9 h.

Patrons et employés au jeu de la vérité. Une satire qui aurait pu être plus vinaigrée. Avec Jean Poiret et Michel Piccoli.

« Que le spectacle commence », de Bob Fosse. Diffusion les 7/12 - 3 h ; 8/12 - 11 h ; 13/12 - 16 h ; 15/12 -0 h 30.

La mort menaçante rêvée par un choregraphe menacé. Avec Roy Scheider qui s'est fait le look de Bob Fosse, car tout cela est autobiographique.

« Le Malin », de John Huston. Diffusion les 11/12 - 23 h ; 13/12 -14 h ; 14/12 - horaire non précisé.

Rendu fêlé par l'armée, un Américain crée une secte du « Christ sans Christ », mais ses prophéties se retournent contre lui. Avec Harry Dean Stanton, l'amnésique de « Paris, Texas », dans un tout petit rôle.

« Le Grand Frère », de Francis Girod. Diffusion les 9/12 - 11 h ; 14/12 - 14 h ; 16/12 - 23 h ; 17/12 -9 h.

L'Afrique dans les années soixante-dix. Un avion militaire transportant des billets de banque qui s'écrase : un polar psychologique comme on sait si bien en faire. Avec Depardieu, Roger Planchon et Jean Rochefort.

« Un jeu brutal », de Jean-Claude Brisseau. Diffusion le 7/12 - 9 h.

Rapports S.M entre un père biologiste et sa fille paralysée. D'une gaieté ! Avec Bruno Cremer.

« Paradis pour tous », d'Alain Jessua. Diffusion les 8/12 - 9 h ; 10/12 -11 h ; 16/12 - 1 h ; 18/12 - 16 h ; 19/12 - 23 h.

Psychothérapie de groupe dans le style euphorisant. Le dernier film de Dewaere et pas le meilleur.

« La Chambre des tortures », de Roger Corman. Diffusion les 7/12 -22 h ; 8/12 - 5 h ; 11/12 - 1 h ; 14/12 - 16 h ; 18/12 - 14 h ; 20/12 - 11 h.

Toujours Edgar Poe, toujours Roger Corman, toujours Vincent Price, toujours efficace.

« A nos amours », de Maurice Pialat. Diffusion les 9/12 - 20 h 30 ; 13/12 - 22 h 05 ; 14/12 - 3 h ; 15/12 - 11 h ; 20/12 - 16 h ; 22/12 - 1 h.

L'adolescence des années quatre-vingt entre l'amour, le sexe, la famille et les larmes. Un super Pialat qui marquait les débuts prometteurs de Sandrine Bonnaire.

« Next stop Greenwich village », de Paul Mazursky. Diffusion les 10/12 - 20 h 30 ; 11/12 - 11 h ; 13/12 - 1 h ; 18/12 - 23 h ; 20/12 - 14 h ; 21/12 - 9 h.

L'exil loin de Brooklyn, le rêve de devenir comédien : une radioscopie sensible d'un citoyen juif américain. Avec Lenny Baker et Shelley Winters.

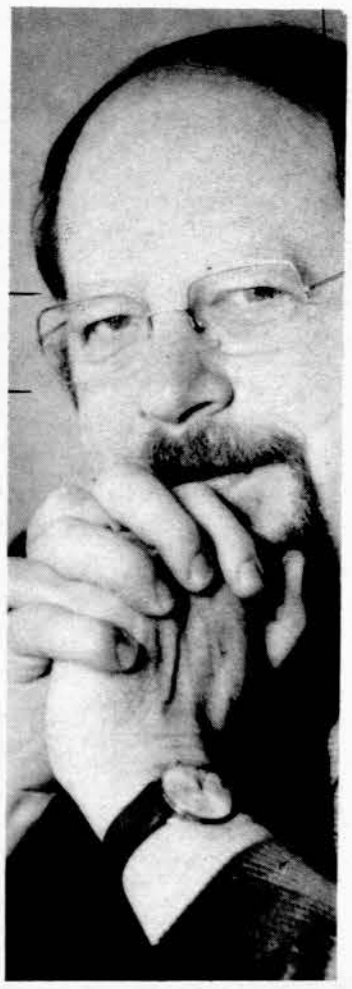
« Le père Noël est une ordure », de Jean-Marie Poiret. Diffusion les 11/12 - 20 h 30 ; 13/12 - 9 h ; 16/12 - 11 h ; 21/12 - 14 h ; 23/12 - 22 h ; 24/12 - 9 h.

Un joli succès du café-théâtre porté à l'écran par la bande du « Splendid » ou les déboires du bureau de S.o.s. amitié un soir de réveillon. Avec l'inénarrable Anémone et le « terrific » Gérard Jugnot.

« Autopsie d'un meurtre », d'Otto Preminger - Diffusion les 14/12 -22 h 20 ; 15/12 - 5 h ; 18/12 - 1 h ; 21/12 - 16 h ; 25/12 - 14 h ; 27/12 -11 h.

Quand la vérité est écœurante, faut-il la traquer ? Super suspense avec James Stewart, Lee Remick et Ben Gazzara.

La chronique littéraire de Claude Glayman



COUP DE TORCHON

Jean-Paul Aron a (presque) déclenché une nouvelle bataille d'« Hemani » en renvoyant nos modernes gloires aux calendes grecques. Le talentueux polémiste n'a-t-il pas mélangé torchons et serviettes ?

★ ***Jean-Paul Aron : « les Modernes », Gallimard.***
★ ***« Paris, une création, une renaissance ». Autrement, coll. « Villes et Créateurs ».***
★ ***Madeleine Chapsal : « Envoyez la petite musique... » Grasset, coll. « Figures ».***

AVOUONS qu'avec « les Modernes » de Jean-Paul Aron nous avons été entraînés dans un tourbillon vertigineux. Reçu et rapidement feuilleté, l'ouvrage apparut dès l'abord comme une série de points de repère de notre modernité, ingénieux historique ne se fondant pas sur un récit en continu, mais sur une succession de grands moments dont la juxtaposition instaure une trame. Nous nous apprêtions donc à le traiter de la sorte, lorsqu'une avalanche de médias portèrent Jean-Paul Aron au créneau. Diable que se passait-il ? Tout simplement que le bonhomme n'y allait pas avec le dos de la cuillère fustigeant, sans ménagement, le clan des modernes qui, depuis vingt ans, stériliseraient notre scène intellectuelle.

Il fut sanglant chez Pivot, suscitant même quelque malaise, comme si la prévention anti-intellectuelle qui sommeille toujours en chacun de nous ne l'avait pas épargné, venant à la rescousse d'on ne sait quel règlement de comptes. Ceux qui applaudissaient — les plus nombreux — semblaient enfin vengés de deux décennies d'obscurité, de gratuité de d'essoufflement ; quant à ceux qui renâclaient, dans un premier temps, on les prit pour de mauvais coucheurs et, dans un second, pour des scrupuleux qui n'étaient pas disposés à jeter le bébé avec l'eau du bain. On vit même un directeur de journal (Maurice Nadeau) désavouer explicitement l'un de ses collaborateurs qui s'était trop promptement avancé dans l'éloge. Il semble désormais que l'heure a sonné d'envisager sereinement un essai dénonçant les ombres d'une période, sans toujours les distinguer de la lumière que nous en avons reçue. Le remous provient d'une thèse servie comme grille pour lire l'époque. Quelle est la thèse ?

En France, depuis vingt ans, la théorie s'est substituée au réel, le sens a été évacué non seulement de la pensée mais de l'art. Nous aurions vécu un formidable assèchement que Jean-Paul Aron appelle la glaciation. Il dit superbement : « L'art meurt de la mort du sens, il ne résiste pas à l'évaporation du réel dans le simulacre, car son rôle est d'introduire du simulacre dans le réel », et encore ceci : « ...Nous sommes hors course puisque, en rendant l'art impossible, nous avons assassiné sa modernité. » Le mal remonte loin puisqu'on date de Mallarmé son élan suicidaire. Depuis 1945, le processus s'est déroulé en de multiples manifestations. Triomphe de la folie banale chez Antonin Artaud (rappelant la conférence du poète maudit, organisée en 1947 au Vieux Colombier, Jean-Paul Aron indique : « S'emballe l'idéologie du signe sans contenu, du son ne promettant rien de plus qu'il ne procure ») ; expression d'une dérision de l'engagement politique de l'intellectuel avec le R.d.r. de Sartre et David Rousset et le summum de la « pétitionnite » symbolisé par le célèbre Manifeste des 121, le tout conforté par le puritanisme du P.c.f.

Apparition dans le clan aussi bien d'un Lévi-Strauss aigri (pourquoi aigri et après ???), qui évacue les « moindres revendications du sentiment », que d'hommes de théâtre basculant schématiquement dans le simulacre, Genêt, Ionesco ; montée de musiciens qui bannissent le plaisir (en 1952, la véritable nature de Boulez ressortait lorsqu'il jouait du Mozart en catimini, Jean-Paul Aron sait-il que dans la décennie 70 le même Boulez a dirigé publiquement plusieurs concertos de Mozart même s'il est vrai que ce dernier n'est pas un compositeur de prédilection auprès de Boulez et des modernes ?).



Jean Giono avec Madeleine Chapsal.

Alain Robbe-Grillet, pourtant reconnu comme révélateur, écrit une « œuvre frigide » ; « il gèle dans la littérature » de Barthes dont l'ascèse est tout huguenote et qui n'aurait pas choisi entre l'ambition et la solitude !

On se tourne du côté de la psychanalyse — le retard français est patent en la matière — et on apprend que les Français, avec le concours du docteur Jacques Lacan, s'ingénient à évacuer le vécu de la souffrance. Avec l'aide du langage : « Partout, c'est de la parole que sourd le réel dans l'espace purifié des structures. » Le structuralisme, voilà l'ennemi, qui assure le triomphe de « l'éperdue quête d'abstraction ». Avec Michel Foucault, autre gloire, désormais la culture n'aura plus de signification alors qu'elle était jusque-là signal de quelque chose. La révolution du sexe n'échappe pas à la vindicte de l'auteur qui, maniant en virtuose un talent, à la fois drôle et juste, situe « l'Anti-Oedipe » (1972) de Deleuze et Guattari dans la vague de renouvellement du slip masculin, de la bouffe et de l'hédonisme type Club Méditerranée.

Sombre tableau auquel ne semblent échapper que Gide, le peintre Nicolas de Staël, Sartre, et un entêtement parfois confus et anachronique dans son jusqu'au-boutisme marxiste à vouloir maintenir un sens, le philosophe Maurice Merleau-Ponty, qui par le sensible et le corps, a maintenu « le vécu », non sans des concessions qui expliquent son reléguement, etc. Bref, nous avons été dupes et ce que nous avons pris pour des idées nouvelles n'aura été en fait que fourvoiement et impasse. Ayant succombé au complexe terroriste et au complot des « Précieuses ridicules » nous avons sacré moderne ce qui n'était que stérilisation.

On ne saurait, sans distinguo, applaudir ce coup de torchon dévastateur. Par-delà les modes et le snobisme, il y a précisément toujours un sens. Et si ce sens, celui de notre modernité, est en effet celui que décrit Jean-Paul Aron, ce n'est pas parce qu'on aurait tourné volontairement le dos à d'autres hypothèses. Non pas qu'on se retranche derrière une nécessité absolue qui ferait dire que ce qui a été ne pouvait être autre, mais qu'on ambitionne de s'interroger non sur son constat, mais sur les raisons d'une situation qui, au surplus, n'est pas qu'asséchante. Notre modernité est mondiale, ce que paraît oublier Jean-Paul Aron qui ne stigmatise que les tics français.

Elle a connu le traitement des médias qui est infiniment plus important que l'institution des colloques de Cerisy par exemple. Elle s'est accompagnée du triomphe du quantitatif et de la sociologie dont la cybernétique a démultiplié le pouvoir et l'influence. Pour la première fois dans l'histoire, elle a accès à l'ensemble du passé universel et à son répertoire. Elle a buté sur l'effrondrement humaniste, sous l'effet d'Hitler, de Staline et de tous les totalitarismes. Ne prenons donc pas des manifestations hexagonales typiques pour son expression la plus manifeste... même si certaines de ces incarnations nationales ont en effet de quoi amuser.

Ne réduisons pas Lévi-Strauss à son amertume, Foucault à ses calculs, le « nouveau roman » à son relatif échec. Il ne s'agit pas de ménager la chèvre et le chou, de couper la poire en deux, mais de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Jean-Paul Aron a confondu la verrue avec le nez. Ce qui n'ôte rien à la laideur de la verrue.

Un ouvrage comme le numéro d'« Autrement », consacré à Paris et à sa création, cerne la modernité plus simplement, plus directement, même si c'est avec moins de profondeur. L'objectif, il est vrai, ressortit plus au recensement qu'à l'analyse. On y souligne la part de l'art qui s'invente dans la rue, l'influence des autres cultures, du passé et de l'avenir. La mixité des supports est l'une des nouveautés : arts graphiques, plastiques, vidéo, cuisine, danse, design intérieur, etc.

Le cinéma fournit de rapides mises au point autour de Paul Vecchiali, Maurice Pialat, Jean-Jacques Beneix, Chantal Akerman, etc. La littérature, placée sous le signe de la décadence, illustre une société décrite désormais « par en dessous » où le sentiment, le sexe, le voyage revêtent une grande part. En plus d'utiles précisions de lieux, de revues etc. des flashes fournissent des aperçus sur des écrivains aussi divers que Pascal Quignard, Chantal Chawaff, Annie Ernaux, Hélène Cixous, Paul Fournel, Catherine Rihoit, Jean-Marie Le Clezio, Pierre Guyotat, etc. Sont-ils modernes, sont-ils traditionnels ?

Dans son recueil d'interviews, (repris de « L'Express » où ils ont paru entre 1953 et 1979), Madeleine Chapsal croque une bonne quinzaine de valeurs sûres, contemporains admis définitivement au Panthéon. Les portraits présentés sont d'inégal intérêt, quoique toujours personnels, nuancés et justes. Si Breton gêne par sa boursouflure (mais le texte de l'interview a été entièrement revu par ses soins), si Vailland agace par un affichage libertin que dénonce le conformisme du propos sur l'art du roman, en revanche, le « déboutonnage » de François Mauriac émeut et surprend par son acuité, le scepticisme stendhalien de Giono est réconfortant et le délire de Céline irrésistible. Chapsal tape dans le mille avec sa galerie des classiques français du XX[ème] siècle. Ce ne sont pas des modernes. Mais qui sont-ils les modernes ? Ceux que désigne « Autrement » ? La modernité, en tout cas, n'est pas celle que vous croyez, assure Jean-Paul Aron ?... Quelle est-elle notre modernité ?



Jean-Paul Aron.

Viva

LISEZ AUSSI

Duchesse d'Abrantès : « les « Salons de Paris » - Balland.

Morte dans le dénuement en 1838, la duchesse d'Abrantès a tout vécu, tout connu depuis la chute de Louis XVI. C'est Balzac qui la convainquit d'écrire sur ces lieux stratégiques par excellence que sont les salons. Nous pouvons en lire ici une excellente synthèse.

« L'Alphée », numéros 13 et 14 avec notamment un ensemble intitulé néo-classicisme (textes de Lessing, Gibbon, Goethe, Canova, Schiller, Chénier, Keats, Léopardi etc.). A ne pas manquer.

Jean-Yves Mollier : « Michel et Calmann Lévy ou la naissance de l'édition moderne. 1836-1891 » Calmann-Lévy.

Les deux frères Lévy ont inventé le livre moderne, en cassant ses prix, en facilitant la lecture de tous, en éditant une bonne partie des gloires du XIX[ème] siècle. Travail remarquable dû à un jeune et talentueux universitaire.

Cahiers de Jean Paulhan : n° 3 - « Cahier du centenaire 1884-1984 » - n° 3 bis « Histoire d'une famille nimoise : les Paulhan » par Christian Liger - 2 vol. - Gallimard.

Où en sommes-nous avec J. Paulhan, l'un des piliers précisément de la N.r.f. ? Interviews, témoignages et études cernent ce personnage mystérieux et capital dont la généalogie familiale sur près de quatre siècles nous est contée dans le livre étonnant de C. Liger (auquel a concouru Bernard Artigues).

GROUPE CIC.

PLUS ON EST PROCHE PLUS ON VA LOIN ENSEMBLE.

Plus proche. Parce qu'elle est de taille raisonnable, votre banque, comme toutes celles du Groupe CIC, peut mieux comprendre vos préoccupations, mieux répondre à vos attentes.

Pour aller plus loin. Parce qu'elle fait partie d'un groupe de première importance, votre banque vous apporte le plus large éventail d'aides et de services dans votre région, en France et dans le monde.

BANQUE BONNASSE FRERES Marseille
BANQUE REGIONALE DE L'AIN Bourg-en-Bresse
BANQUE REGIONALE DE L'OUEST Blois
BANQUE SCALBERT DUPONT Lille
BANQUE TRANSATLANTIQUE Paris
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE Paris
CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE Strasbourg
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE Rouen
CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST Nantes
SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL Bordeaux
SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE Lyon
SOCIETE NANCEIENNE DE CREDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER Nancy



PLUS PROCHE POUR ALLER PLUS LOIN

Groupe CIC

La campagne d'abonnement que nous avons engagée depuis le 12 octobre est l'occasion de rappeler à tous les socialistes que « l'Unité » est leur journal, le seul organe d'expression nationale du P.s. et qu'il a besoin du concours de tous pour vivre et se développer. En cette période difficile, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Face à la grande presse hostile, les socialistes ne peuvent s'en remettre à personne pour soutenir leur propre journal.

Pour améliorer encore « l'Unité », pour qu'elle vous apporte chaque semaine davantage d'informations et d'arguments, nous avons besoin de vous. Abonnez-vous ou réabonnez-vous, recrutez autour de vous de nouveaux abonnés en profitant du tarif actuel que nous maintenons encore pendant quelques semaines, dans le cadre de notre grande campagne de relance.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐

★ ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

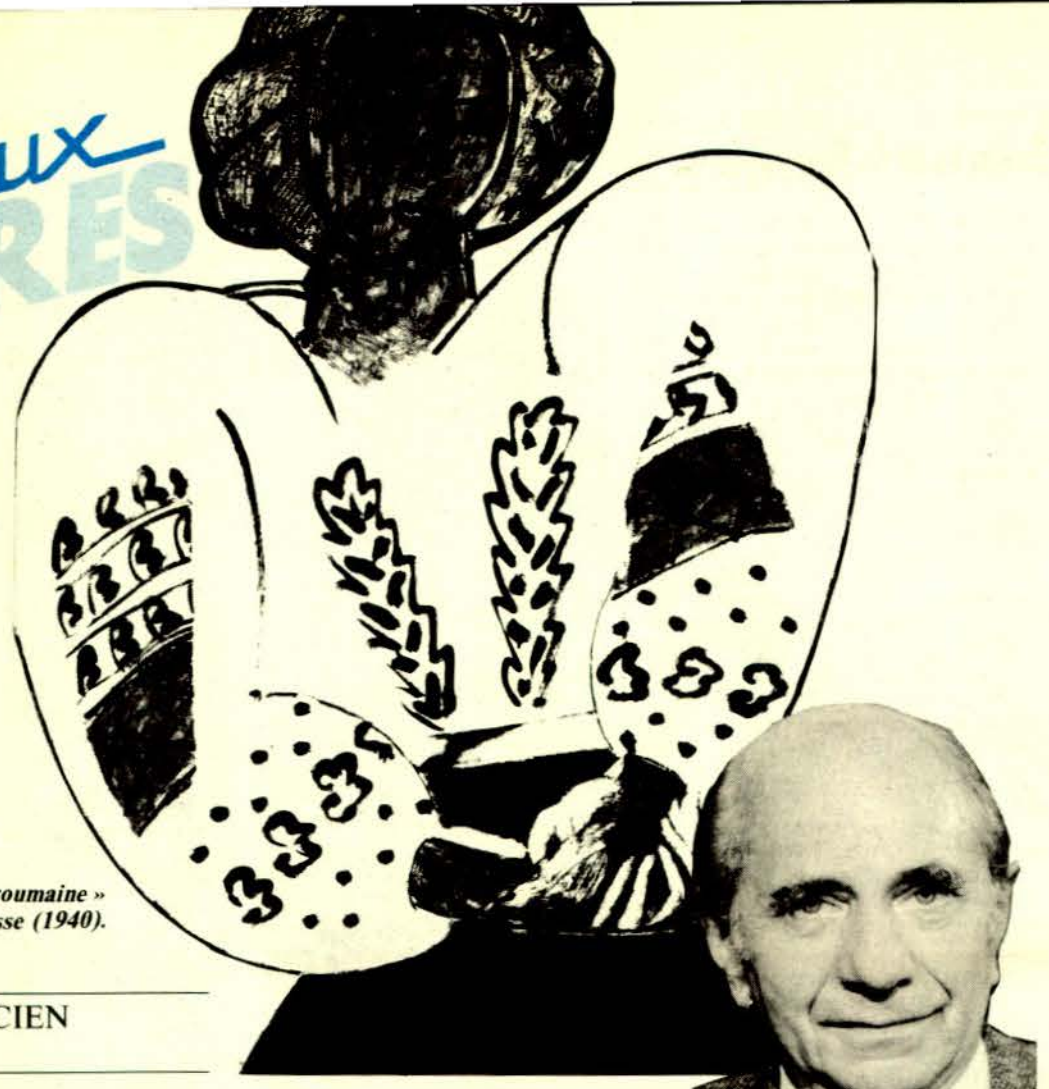
Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Beaux LIVRES



« La blouse roumaine » de Matisse (1940).

PAR LUCIEN CURZI

MONUMENT

Matisse le défricheur

Dans cette monumentale monographie éditée à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de l'artiste, Pierre Schneider vérifie en chercheur les choses sues, il les confronte sans cesse aux témoignages, qui éclairent les œuvres, elles-mêmes mises en situation de réfléchir la sensibilisation d'une époque.

Qu'une crise d'appendicite ait décidé Matisse jeune homme à revêtir la bure de l'artiste relèverait de l'anecdote pour tout autre que lui. Elle va le conduire à découvrir la matière colorée et ondoyante, la nature morte, pré carré par quoi il transite vers la figure. Et aussi à se référer à Dürer, Rembrandt et à Corot plutôt qu'aux impressionnistes marinant dans la « petite sensation ». Seuls Cézanne, « notre père à tous », et Manet, avec qui il se compare sans cesse, resteront des modèles d'exigence.

A suivre P. Schneider dans les pas de Matisse, on ne sait trop ce qu'il faut admirer le plus de la probité ou de la modestie de l'érudit, comme porté par une œuvre qu'il valorise en l'agrandissant. Ainsi découvre-t-on combien Matisse, encore en apprentissage à l'âge de 35 ans, apprend à concilier en lui le sentiment et l'envie de construire. Que dans l'optique du peintre de ce chef-d'œuvre absolu qu'est « la Conversation », acheté par l'amateur russe Chtchoukine, en 1912, il s'agissait, écrit l'auteur, de réunir en lui Occident et Orient, en se libérant du « devoir de représentation, d'imitation imposé par le système perspectif... »

Quelle solution ? Le ton pur et la ligne, connus et magnifiés en Islam et à Byzance. Aussi, Matisse, qui se considérait plutôt comme un romantique corrigé par l'esprit scientifique, en vient de plus en plus hardiment à pénétrer en royaume de simplicité grâce à un dur travail sur lui-même.

Schneider, qui a travaillé pendant quatorze ans à cet ouvrage, nous promène dans un surprenant univers plein d'inconnues, vers et autour d'îles peu visitées de la mer « matissienne » : la verte et rouge « Musique » (1910), la bleue et mystérieuse « Vue de Notre-Dame » (1914), la sereine « Tête ocre » (1937) ou la fascinante « Nageuse dans l'aquarium » (1944). En route vers son centre, Matisse franchit les obstacles qu'il s'impose. Il ne peint vraiment que ce qu'il ne peut expliquer.

Constructeur, Matisse l'est, sans le lest d'une théorie. Il élabore un tableau comme si c'était un moteur, où chaque pièce doit répondre à une nécessité d'ensemble. Pour lui, les objets n'ont donc aucune valeur en eux-mêmes, s'ils « n'agissent » pas les uns sur les autres, l'agent étant la lumière, et s'il n'émane pas d'eux la joie de vivre.

« Vous savez, dit l'artiste, l'Enfer est si près du Paradis. » Et, par extension, chez ce grand instinctif, le décoratif et l'épure, l'instant et l'éternité, le cylindre, le cône et l'arabesque, l'excès et la maigreur. Schneider fait mieux qu'offrir une somme sur Matisse, il lui rend sa vraie épaisseur et toutes ses résonances. La plénitude d'une œuvre immense gaie et fervente recouvre la plupart des problèmes que l'art moderne a su, par Matisse interposé, se poser à lui-même. Ce superbe livre est une contribution majeure à la compréhension d'un monde vivant, inspiré et inspirateur.

Un volume relié pleine toile de 751 pages, 930 illustrations, dont 220 en couleurs. Flammarion. 695 F. A partir du 1-1-1985 : 795 F.

Sipa-presse

Georges Duby.

DUBY

La belle enfance de la France

Avec la réédition attendue de « Moyen Age », de George Duby, la fresque écrite du célèbre médiéviste trouve un éclat nouveau. Dans le premier volume, il s'agit de ces territoires imprécis d'après Charlemagne dépeints comme une vaste réserve à demi-barbare de l'Occident de l'an Mil. Comparé à Byzance, ce monde est « infiniment démuni ». Or, lorsque les invasions cessent, lorsque, après 1033, une relative abondance se substitue à la famine, que le soc de fer remplace l'araire, alors éclôt l'art roman.

La paysannerie, dans sa masse, est sous la coupe de quelques clans privilégiés, des seigneurs, clercs et laïques. C'est d'elle que cet art va puiser les richesses colossales qui vont faire se lever, sur ces horizons où règnent la friche et la violence, « une poussée juvénile qui s'élance et qui, durant trois siècles, soutiendra l'ascension de l'Europe ».

Dans le deuxième volume, Duby analyse les étapes de cette floraison de pierres, volonté de prédication et de communion, dans ce pays encore dans l'enfance, où l'espérance de vie ne dépasse pas trente-cinq ans. Et d'abord dans Paris, « ville du roi, première cité dans l'Europe médiévale à devenir vraiment capitale » où, contre les hérésies, la pensée religieuse est la mieux soutenue par le pouvoir et les prélats bâtisseurs, exaltée aussi par les tailleurs de blocs et les sculpteurs d'images.

N'empêche que le XIVe siècle « ne fut pas dans l'ordre des valeurs culturelles, un moment de contraction, mais bien au contraire de fécondité ». Les germes de la culture sont intacts, mais ils essaiment vers l'Allemagne rhénane, la Bohême, sinon la Lombardie. G. Duby s'attache dans le volume 3 de ce chef-d'œuvre de clarté à montrer comment sont nés les hommes, qui vont aménager le printemps de la Renaissance et faire de notre continent le foyer d'un monde bouillonnant d'idées et gros d'aspirations neuves.

Georges Duby : « le Moyen Age ». Vol. 1 : « l'Adolescence de la chrétienté occidentale (980-1140) » ; vol. 2 : « L'Europe des cathédrales (1140-1280) » ; vol. 3 : « Fondement d'un nouvel humanisme (1280-1440) ». Chaque volume cartonné de 220 pages. Editions Skira (diffusion Flammarion).

PORTRAITS

Watteau et les femmes

« En réalité, tranquillement, sans insistance, Watteau a commis un crime étonnant. Que ses femmes soient là pour rien, dans la gratuité de la dépense pure ; qu'elles soient à la fois chez elles et pour rien, c'est déjà une insulte à toute religion du pouvoir. » Tirée du contexte splendide et émouvant album, cette phrase, telle une image, renvoie aux autres, si expressives de Philippe Sollers, qui sont mieux qu'un éloge des femmes dessinées par Watteau puisqu'elles sont un hymne aux portraits, souvent anonymes, dont le très grand artiste a su, au XVIIIe siècle, se faire le miroir.

Album relié de 142 pages offert aux acheteurs de livres, pour la somme de huit cents francs, des éditeurs suivants : Arts et Metiers Graphiques, Centre Georges-Pompidou, Flammarion, Herscher, Skira.

DECOR

Les années 80

En matière d'abolition du « bon goût », les années quatre-vingt ont fait plus que les trente dernières années puisque le décor a tout envahi, que le sentiment du spectacle prime tout, que le paraître est le nec plus ultra d'une époque où avoir des passions passe pour de la rétromanie. En ce sens, l'auteur tente d'expliquer en quoi le mélange des genres et des fonctions est significatif des inquiétudes contemporaines. La publicité « ne respecte plus » les valeurs qu'on croyait intangibles et l'architecture laisse libre cours aux fantasmes postmodernistes. Une styliste n'écrit-elle pas qu'à « partir du moment où l'on revêt un vêtement Beretta, c'est un peu comme lorsqu'on entre dans une cathédrale » ? A titre d'information et pour le plaisir d'être en état de choc, cet album vaut le détour.

« Les Années 80 », la création en France, par Christian Schlatter. Flammarion – 155 pages.

ILLUSTRATION

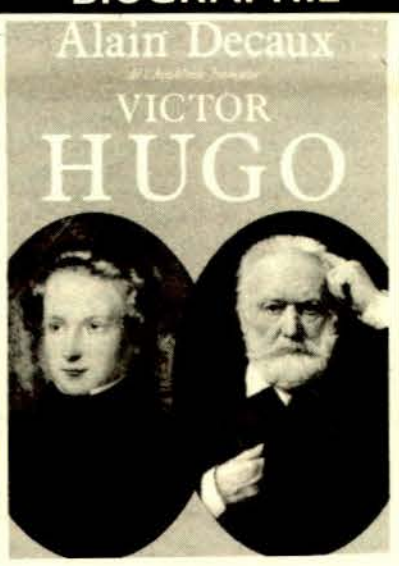
Histoire d'un art

L'écriture et la figure sont-elles antinomiques ? Que non montre Michel Melot « puisqu'elles sont condamnées à être produites et diffusées ensemble ». Recherche de la lisibilité pour la graphie occidentale, expression du sensible dans l'orientale. Si l'écrit a, de toujours, fait autorité, l'image, plus récente, s'est renouvelée au point que les pouvoirs, à quelque échelon que ce soit, la contrôlent autant que faire se peut. L'objet de Melot est de tracer un chemin, depuis les textes sacrés jusqu'à la laïcisation de l'image.

Editions Skira. Un album relié de 271 pages. 520 F.

BIOGRAPHIE

Un livre océan sur un homme océan !



Dans la fabuleuse biographie qu'Alain Decaux consacre à Victor Hugo, il rappelle qu'arrivant à Guernesey pour un exil qu'il ne soupçonnait pas si long, Victor Hugo dit à son fils Charles qu'il allait se consacrer à la contemplation de l'océan. Celui-ci rétorqua alors qu'il préférait utiliser son temps de relégation forcée à la traduction de l'œuvre de William Shakespeare. Ce à quoi Victor, plus hugolien que nature, répliqua : « Mais il est des hommes-océans. » Lui-même n'en est-il pas la plus éblouissante illustration.

Et puisqu'on en est aux métaphores maritimes, restons-y. C'est une lame de fond qui vous emporte pour une traversée de 1 036 pages, barrée de main de maître par un capitaine (ô combien) expérimenté. Hugophile sans être hugolâtre, Alain Decaux ne nous cache rien des petitesses et autres faiblesses du grand Toto. Mais tout bien pesé, à part une ladrerie assez sordide et un égoïsme tout bonnement masculin, la stature de l'homme phare du XIXe siècle sortirait plutôt grandie du minutieux (et surtout chaleureux) travail de l'historien du quai Conti. A propos, un des plus réjouissants passages du livre concerne les marches et démarches du poète romantique afin d'entrer à l'académie. On sent qu'Alain Decaux, en fin connaisseur, s'est beaucoup amusé à raconter les déboires du grand homme méprisé par les scribouillards en habit vert. Que de grandeur, que de générosité, que de tolérance et d'ouverture d'esprit chez cet homme génial, cent fois foudroyé, cent fois redressé. Victor Hugo qui vécut toute sa vie comme un bourgeois n'eut jamais l'âme petite. Celui qui enfant voulait être « Chateaubriand ou rien » fut bien plus que grand que René, l'idole de ses jeunes années, ses orages désirés en ayant fait le porte-drapeau de tous les révoltés du monde. La démarche scrupuleuse et sagement chronologique suivie par Alain Decaux ne nuit jamais au souffle du conteur. Car si Alain Decaux a su avec une sorte de vénération souriante disparaître derrière son personnage, il ne faudrait pas oublier que l'épopée c'est son genre, et qu'il n'aime rien tant que les hommes hors du commun. Victor Hugo, il le découvre à chaque page et il en est enchanté. Il l'admire, il l'aime et nous le fait admirer et aimer (en ce qui me concerne la partie était gagnée d'avance).

Mais le soleil Hugo n'éclipse pas le reste de l'univers et Alain Decaux nous donne à voir aussi des portraits pénétrants d'Adèle, de Juliette et de la plus secrète Léonie, les trois amours du boulimique (mais vite rassasié) Toto. Même l'abominable Sainte-Beuve s'en tire et Alain Decaux – à l'aide de lettres et extraits d'œuvres – réhabilite l'ami ombrageux de Victor et l'amant passionné de sa femme. Bref, puisqu'il n'est pas question d'écrire un article océan, restons-en là : un bien beau travail, monsieur Decaux.

NICOLE CHAILLOT

« Victor Hugo », par Alain Decaux, librairie académique Perrin, 160 F.

MONET

Pour se repaître d'images

Si le mot cadeau a bien le sens de bienfait qu'on lui prête, qu'il soit matérialisé par cette énorme monographie conçue en hommage chaleureux au premier et au plus complet des artistes impressionnistes. Apothéose de la peinture perspective, l'art de Monet est ici observé, expliqué, visualisé selon des angles susceptibles de débusquer sous le jamais vu, le jamais su. On peut aussi se repaître des images, lire leur entour, sans ordre. L'entrée en familiarité avec Monet implique toutefois une lecture des faits, colonnes sur lesquelles les œuvres sont nées et prospèrent de tout leur éclat.

« Monet », par Robert Gordon et Andrew Forge. Un volume de 304 pages – Flammarion – 475 F.

(suite de la page 28)

Mémoire de l'épuisement de Jaurès, après ces actes – les discours – où il brûle tout entier, corps et esprit. Il peut parler trois heures, descendre de la tribune, « défait, aphone, rapetissé ». Ainsi le décrit Maurice Barrès le 25 juin 1909 lors d'une séance de la Chambre des députés.

Durant des semaines – en janvier 1901 –, il perdra la voix, atteint d'une infection de la gorge et ce n'est pas le cache-nez qu'il serre autour de son cou qui le protégera de la fumée des salles glacées ou étouffantes où il parle, parle, parle encore.

Mémoire du tribun qu'il fut, de l'inquiétude que cet effort sans cesse renouvelé suscitait chez ses proches : « Il me fait peur », disait sa femme, Louise, qui refusait pour cela d'assister à ses réunions. « Il me fait peur ; à la fin, il a l'air d'un mort. »

Mais *mémoire aussi du silence* auquel on veut le contraindre. On le tuera pour étouffer sa voix. Mais avant, combien de meetings que ses adversaires tentèrent d'interrompre ? Et ma *Mémoire familiale* inscrit un souvenir de Jaurès. Mon père me racontait comment, en 1913 – c'était, j'ai retrouvé la date depuis dans la mémoire écrite qu'est l'Histoire, le 8 mars –, à Nice, les jeunes gens inscrits dans des sociétés de gymnastique, ceux des patronages encadrés par les prêtres envahirent la salle où Jaurès devait parler contre la loi portant le service militaire à trois ans.

Mémoire de la haine. Devenu socialiste, mon père évoquait régulièrement cette réunion, me décrivant ce groupe d'hommes dont il faisait partie, qui, sur la scène, protégeait Jaurès cependant que dans la salle les jeunes gens encadrés par des camelots du roi s'époumonaient dans des sifflets à roulettes qu'on leur avait distribués. Jaurès dut quitter la réunion sans avoir pu se faire entendre. Quelques mots pourtant que mon père avait saisis, et dont il se souvenait encore soixante-dix ans plus tard, quelques mots lancés comme un défi, constat désolé, sans amertume : « Ils vivent de l'étranger et ne veulent pas la paix entre les nations. » Mais les insultes fusaient. Jaurès était une « fille » vendue à l'empereur d'Allemagne. Et Charles Péguy, le poète, s'indignait et annonçait : « Dès la déclaration de guerre, la première chose que nous ferons sera de fusiller Jaurès. Nous ne laisserons pas derrière nous ces traîtres pour nous poignarder dans le dos. » Haine, haine, appel à tuer : « Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblements ! » écrit Léon Daudet dans « l'Action française » du 23 juillet 1914. Huit jours plus tard, celui que la presse nationaliste et conservatrice appelle Herr Jaurès est assassiné par Raoul Villain. Et tout est dit par Villain dans une lettre à son frère du 10 août 1914, l'aveuglement de la passion haineuse et l'autosatisfaction : « Si tu étais fantassin, écrit donc Villain, tu verrais ce qu'est un drapeau pris et pour ceux qui l'ont pris et pour ceux qui ne l'ont plus. J'ai donc abattu le grand porte-drapeau, le grand traître de l'époque de la loi de trois ans, la grande gueule qui couvrait tous les appels de l'Alsace-Lorraine, je l'ai puni et c'était un symbole de l'heure nouvelle et pour les Français et pour l'étranger... C'est donc en toute satisfaction de conscience que je vivrais si je n'avais le regret de n'avoir pénétré le premier sur la terre d'Alsace... »

Mémoire de la préméditation du crime contre Jaurès.

Mémoire de l'indignation quand, le samedi 29 mars 1919, tomba le verdict de la cour qui juge l'assassin de Jaurès : acquittement par onze voix contre une. Et sur les douze jurés, on ne compte qu'un seul salarié. La veuve, Mme Louise Jaurès, partie civile, est même condamnée aux dépens.

« L'assassin de Jaurès est déclaré non coupable, écrit Anatole France. Travailleurs ! (...) un verdict monstrueux proclame que son assassinat n'est pas un crime. Ce verdict vous met hors la loi... »

Mémoire d'une injustice restée au cœur de ceux dont Jaurès s'était fait le défenseur. Leur révolte, leur émotion, la poésie ou la littérature l'exprime. *Mémoire des mots.* Anna de Noailles écrit au lendemain de l'assassinat :

« J'ai vu ce mort puissant le soir
d'un jour d'été/
Un gisant solennel. Une table à côté :/
La gloire qui dormait près de la pauvreté/
J'ai vu ce mort auguste et sa chambre économe/
La chambre s'emplissait du silence de l'homme/
L'atmosphère songeuse entourait de respect/
Ce dormeur grave en qui s'engloutissait la paix. »

Plus tard, un compositeur populaire – Jacques Brel – questionnera dans une chanson :

« Demandez-vous belle jeunesse/
Le temps de l'ombre d'un souvenir/
Le temps du souffle d'un soupir/
Pourquoi ont-ils tué Jaurès
Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? »

Ce refrain, on l'entend dans les réunions comme la complainte nostalgique qui tente de dire l'indicible tristesse de ce 31 juillet 1914, quand des millions d'hommes pleurèrent en apprenant l'assassinat du Grand Jaurès, leur Jaurès. *Mémoire de l'affection.* L'ouvrier mineur Calvignac, devenu maire de Carmaux, tombe à genoux au milieu de la nuit, lorsqu'on lui annonce la nouvelle. Et certains confient : « Voyez-vous, Jaurès, nous l'aimions, je crois, comme les disciples aimaient le Christ (4). »

Et l'écrivain Léon Bloy, dont la haine ne désarme pas, peut bien écrire dans son journal : « Assassinat de Jaurès, hier soir. Se trouvera-t-il quelqu'un pour pleurer ce malfaiteur ? Ils sont innombrables ceux qui, ouvriers, instituteurs, paysans, sanglotèrent ce soir-là.

C'est parce qu'ils sont cette force indignée que, en 1924, pour leur rendre justice et se servir du prestige de Jaurès, le gouvernement du Cartel des gauches décide le transfert du corps du tribun au Panthéon. *Mémoire officielle* que Jaurès ne désirait pas.

A qui appartient Jaurès ?

Aristide Briand raconte que, un jour, il s'était trouvé avec Jaurès au Panthéon. « Cette visite nous produisit, dit-il, à Jaurès et à moi, une impression effroyable de temple obscur et vide. Aussi, quand nous nous retrouvâmes sur la place ensoleillée du Panthéon, Jaurès me dit : « Il est certain que je ne serais jamais porté ici. Mais si j'avais le sentiment qu'au lieu de me donner pour sépulture un de nos petits cimetières ensoleillés et fleuris de campagne on dût porter ici mes cendres, je vous avoue que le reste de ma vie en serait empoisonné. »

Il ne le sut pas. Il ne le crut pas. Imaginait-il qu'à Castres, sa ville natale, on ouvrirait un musée Jaurès, *mémoire de la mémoire ?* Que des historiens créeraient une Société d'études jaurésiennes, que des livres par centaines, des articles, des thèses viendraient constituer une mémoire savante. Mais à tout cela, sans aucun doute, il eut préféré cette *mémoire des convictions*, cette *mémoire de la fidélité* qui témoigne que les mots qu'il a semés ont germé.

A Carmaux, depuis qu'un maire socialiste – Calvignac, son ami – fut élu en 1892, jamais la mairie n'a changé de couleur. En mars 1983, dans la période de reflux, c'est encore un maire socialiste que 72 % des électeurs choisissent.

Mémoire ouvrière, mémoire des partis aussi.

« L'Humanité », le journal qu'il lança le 18 avril 1904, porte encore, à son sommaire, la précision : « Fondateur : Jean Jaurès », comme un titre de gloire. Et pourtant, entre le Parti communiste, dont « l'Humanité » est l'organe central, et la pensée de Jean Jaurès, le fossé est immense.

Mémoire détournée ? Le débat est déjà ancien. Le 31 juillet 1924, quand le Cartel des gauches organise la cérémonie du Panthéon, un député communiste proteste contre cette « manœuvre politique socialiste destinée à accaparer au profit du socialisme en pleine trahison le prestige de celui qui avait été assassiné parce qu'il incarnait la fidélité au socialisme. »

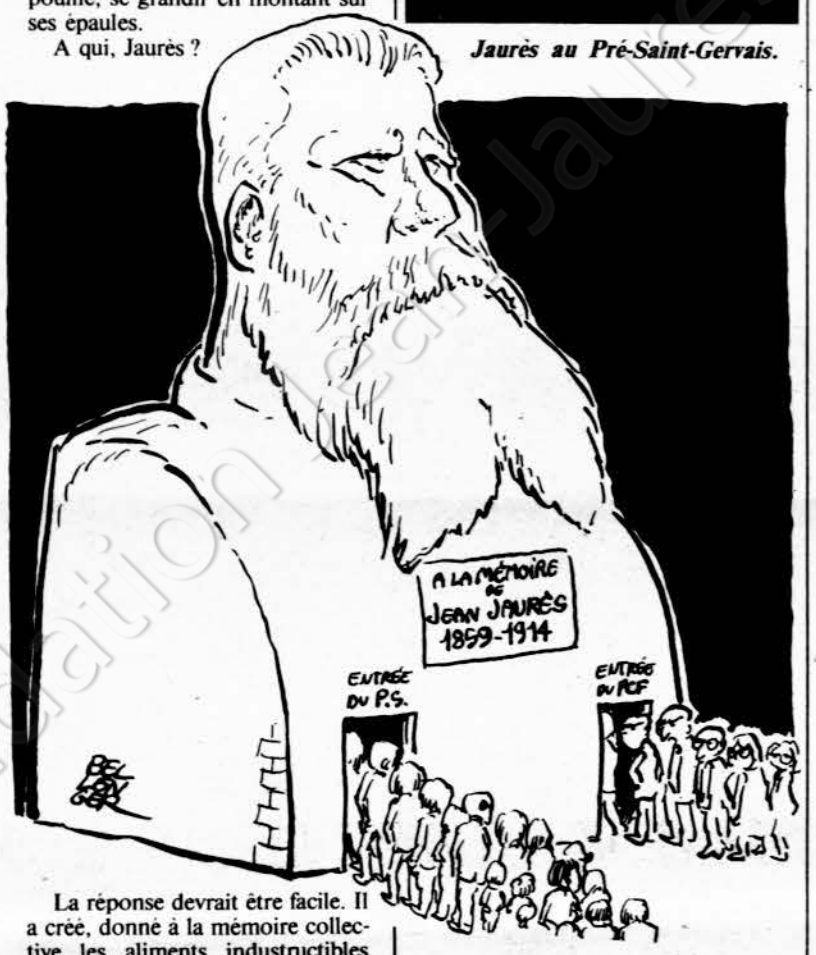
Dispute autour d'une mémoire ? Léon Blum, le leader socialiste proche de Jaurès, répond avec émotion : « Nous étions à lui, dit-il, mais il était à nous. Il était à notre parti, il était notre pensée, il était notre doctrine. Nous le gardons pour nous, nous, socialistes français, tout en le gardant, nous le remettons à la nation et à l'Histoire. »

A quoi appartient donc Jaurès ? A qui peut servir sa mémoire ? Comme des héritiers qui s'opposent, communistes et socialistes ont voulu s'approprier sa dépouille, se grandir en montant sur ses épaules.

A qui, Jaurès ?



Jaurès au Pré-Saint-Gervais.



La réponse devrait être facile. Il a créé, donné à la mémoire collective les aliments industructibles que sont les idées. Mais cette mémoire-là, la plus précieuse, cette *mémoire des textes* de Jaurès est sans doute la moins présente. Et c'est pourquoi il y a eu, il y a, captation d'héritage ou bien dilapidation.

Le tribun, le député, le militant socialiste assassiné ont en effet masqué le penseur inventif, l'intellectuel rigoureux et généreux, le philosophe qui soutient en 1892 à la Sorbonne, lui qui fut déjà normalien et agrégé – cursus classique donc d'universitaire –, ses thèses. L'une, la principale, sur « la réalité du monde sensible », l'autre, la thèse complémentaire en latin sur « les origines du socialisme allemand ». *Mémoire estompée*, même chez les spécialistes, plus vive quand il s'agit de Jaurès autour d'une « Histoire socialiste de la Révolution française ». Qui oserait, pourtant, prétendre que Jaurès est reconnu comme un intellectuel égal aux plus grands, mêlant d'une manière on ne peut plus moderne la réflexion et l'action, l'engagement politique à la perpétuelle interrogation sur le sens de l'Histoire et de l'homme ? Sait-on que ses œuvres complètes représenteraient quatre-vingts à quatre-vingt-dix volumes de quatre cents pages chacun ?

Mémoire incomplète, donc, comme si l'on pouvait dire de Jaurès ce que lui-même écrivait du peuple, qu'il était un « noir récif submergé ».

Peut-être malgré le Panthéon, le musée de Castres, la Société des études jaurésiennes, le souvenir du politique et l'éclat de sa disparition violente sont-ils si forts que l'intellectuel Jaurès restera pour le plus grand nombre toujours « submergé ».

Et pourtant, la mémoire des idées, tout à coup, fait surgir la modernité et la limpidité de la pensée. Qui dit : « Le premier des droits de l'homme, c'est la liberté individuelle, la liberté de la propriété, la liberté de la pensée, la liberté du travail » ? Qui dit : « C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose » ? Qui écrit le 2 janvier 1893 : « Nous sommes un parti vivant. Nous comprenons la complexité de la vie, et nous poursuivons notre œuvre de justice non dans le vide mais au travers des réalités » ? Jaurès, Jaurès traitant les problèmes concrets sans jamais oublier de poser les questions théoriques qu'ils impliquent.

Quand Léon Blum, le 31 juillet 1917, dans une conférence prononcée en pleine guerre au palais des Fêtes, rue Saint-Martin à Paris, déclare qu'il « faut élever à la mémoire de Jaurès un monument plus durable que les commémorations annuelles », et qu'il ajoute : « Nous montrerons qu'il ne fut pas seulement le maître reconnu de la parole, mais un des plus hauts penseurs, un des plus puissants historiens, un des plus grands écrivains, un des plus grands poètes dont la France ait jamais pu s'honorer », qui pourrait prétendre que cela a été fait ?

Certes, Jaurès passe peut-être plus qu'aucun autre personnage politique français, sinon Napoléon, dans de nombreux romans – *mémoire littéraire* –, et parmi les plus illustres du XX[e] siècle. Roger Martin du Gard, Jules Romains, Aragon le décrivent dans l'année 14 («les Thibault », « les Hommes de bonne volonté », « les Beaux Quartiers ») ou au temps des « Cloches de Bâle ». Les romanciers ont perçu tout ce qu'il y avait de symbolique pour la société française dans la personnalité de Jaurès, qui en exprimait, avec une sève inégalée depuis, toute une face. Et – *mémoire personnelle* – mon expérience de romancier désireux de saisir le tournant du siècle me prouve que l'on est contraint, si l'on veut décrire ce temps, de rencontrer Jaurès. J'ai donc moi aussi fait côtoyer Jaurès à mes héros.

Pourtant, cette *mémoire littéraire* ne suffit pas. Jaurès est encore embaumé, victime de circonstances et de la division qui, après le congrès de Tours, sépare les communistes – qui se veulent et se disent révolutionnaires – des socialistes, restés à la « vieille maison » et accusés de trahir l'idéal.

Les communistes ont statufié Jaurès. Ils l'ont honoré pour mieux le vider de sa singularité, de cette originalité qui n'était pas d'un « prémarxiste » encore tâtonnant sur le chemin du « socialisme scientifique », mais bien d'un philosophe qui avait lu Marx, l'avait assimilé et se trouvait déjà au-delà. La droite s'est contentée du silence, ou bien elle a fait de Jaurès un généreux, naïf et maladroit emporté par ses illusions et après tout victime de ses utopies. Elle ne le combat plus, elle l'étouffe sous les éloges polis essayant même parfois d'effacer le socialisme de sa pensée. Les socialistes, soumis à cette double pression idéologique, n'ont peut-être pas su le défendre comme il fallait, c'est-à-dire décaper sa statue et découvrir dans ce Jaurès à vif, dans ce Jaurès vivant donc, le vrai visage du socialisme français.

Mémoire de Jaurès, victime des errements et des hésitations des socialistes, des habiletés communistes et de la timidité de bien des historiens fascinés par le modèle bolchevik.

Alors, revenir au Grand Jaurès ? Le moment historique rend la démarche nécessaire. Il faut ouvrir toutes les mémoires sans a priori. Et pour cela, avancer avec Jaurès le long de sa vie, « tenter d'élever à sa mémoire un de ces livres... où à travers l'histoire d'un homme transparaît et s'éclaircit l'histoire d'un temps » (Léon Blum).

Et commencer à Castres, au confluent de l'Agout et du Thoré, au pied des monts du Sidobre et de la Montagne Noire, dans ce paysage de collines grasses que domine le Massif central. Là, les hommes depuis la plus lointaine préhistoire ont inscrit leurs pas, inventé l'agriculture, modelé le paysage, su utiliser plusieurs terroirs, celui de la montagne et de la plaine, du calvaire, du granit et de l'alluvion, pays du Grand Jaurès. Là, les paysans ont le parler occitan. Là, la revendication libertaire est le sang même d'une civilisation qui a refusé de se soumettre aux orthodoxies. Là est un pays d'indépendance.

Et Jean Jaurès y naît, à Castres, un 3 septembre 1859. Napoléon III règne, on le sait. ●

---

(1) « L'Histoire s'emparait, éplorée, alarmée / De ce héros tué en avant des armées », Anna de Noailles.
(2) Ribot Alexandre (1842-1923), ministre à plusieurs reprises, président du Conseil.
(3) Jules Renard.
(4) In « l'Arrière-Pensée de Jaurès », Henri Guillemin, Gallimard 1968, p. 215.

bonnes feuilles

MODERNITE DE JAURES

PAR JEAN-PAUL LIEGOIS

UNE nouvelle statue pour Jean Jaurès ? Un nouveau monument à la gloire de Jean Jaurès ? Non. Deux fois non. Cette biographie, « le Grand Jaurès » (Robert Laffont), signée par Max Gallo est plus et mieux qu'une deuxième entrée au panthéon de « notre Jaurès ». Parce que Gallo ne s'attarde pas à encenser une fois encore le « personnage Jaurès », celui qui est « un nom » de notre mémoire collective. Parce que Gallo s'attache essentiellement à débusquer la réalité derrière la mythologie, la vie derrière la légende : la vie et la réalité d'un lutteur et d'un penseur qui s'appelait Jean Jaurès. Car ce que fit et pensa Jaurès hier n'a pas cessé d'être utile et nécessaire. Deux exemples suffiront à le démontrer.

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès mena la bagarre jusqu'à la fin jusqu'à ce que Dreyfus soit gracié par le président de la République ; Jules Guesde préféra décrocher, arguant que cette bataille n'était pas celle des prolétaires ! Faut-il demander, cruellement, qui a eu tort et qui a eu raison ?

Le jour de la sortie du premier numéro de « l'Humanité », le 18 avril 1904, dans son premier éditorial, Jean Jaurès définissait l'esprit du nouveau journal : un refus du « mensonge, des informations tendancieuses, des nouvelles forcées ou tronquées... » ! Le P.c.f., aujourd'hui, pourrait-il prétendre que « l'Humanité » de 1984 est fidèle à cette démarche ?

Deux exemples parmi des dizaines d'autres. Deux exemples qui démontrent qu'au-delà de « l'homme calomnié et admiré » le vrai Jaurès, le Jaurès important, c'est celui qui prenait des risques : les risques du combat politique, les risques de la démocratie. Les risques pris par Jaurès sont ceux que nous devons encore prendre aujourd'hui. Ce sont ceux que Max Gallo, judicieusement, met en avant tout au long de son livre, du début à la fin. A preuve, cet extrait du « Grand Jaurès », tiré des premières pages de l'ouvrage.

Il n'est que temps de « redécouvrir » Jean Jaurès.

Sous les crachats des uns et les larmes des autres, Jaurès avait fini par être enseveli. Les fleurs tardives de l'unanimisme et le temps qui passe avaient fait le reste : les actes et les idées de Jaurès avaient été évacués... Heureusement l'historien Max Gallo avec « le Grand Jaurès » est venu pour décaper l'icône, et nous rend l'éclat de la pensée de celui qui incarne le vrai visage du socialisme français.



CET homme-là, Jean Jaurès, est né à Castres le 3 septembre 1859.

L'Empire, celui de Napoléon III, celui du coup d'Etat du 2 décembre 1851, venait d'étrangler la République et ouvrait la France, dans un grand tourbillon de spéculations, à la révolution industrielle.

Cet homme-là, « notre Jaurès, le Grand Jaurès », disaient les mineurs de Carmaux qui l'avaient élu député socialiste, est mort assassiné le 31 juillet 1914. Lui qui s'était efforcé d'empêcher le déclenchement de la guerre, il tomba comme un « héros tué en avant des armées (1) ». Mais — *mémoire des citations* — n'avait-il pas annoncé dès le 7 mars 1905 que le capitalisme « porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage » ?

Cet homme-là, Jaurès le socialiste, après ce siècle des tempêtes où l'on vit surgir tant de révolutions, d'événements, se déployer, s'inverser tant d'idéologies, où tant d'hommes vinrent dans la fureur, enveloppés de crimes innombrables, occuper le devant de l'Histoire, Jaurès qui ne fut même pas secrétaire d'Etat, Jaurès dont, avec une commisération teintée de sympathie, les politiciens disaient : « C'est un enfant, un grand enfant (2) », Jaurès est toujours là, présent, presque familier.

Ce n'est parfois que la *mémoire des rues ou des places*, une plaque bleue : « Jean Jaurès, homme politique français, 1859-1914 », un boulevard dans une ville du sud ou une esplanade bordée de platanes avec en son cœur un monument. *Mémoires des statues* : cet homme de bronze à la lourde tête comme posée directement sur les épaules, « les poings pleins d'idées (3) » brandis devant le visage large, la barbe carrée amplifiant l'impression de puissance, c'est lui, Jaurès. Comme toujours on l'a saisi alors qu'il parle : le menton levé, emporté par la passion, tribun inspiré qui improvise. Et la mémoire des images, ces photos prises à la Chambre des députés, où il se penche à la tribune vers l'hémicycle comme emporté par les mots qu'il lance, restitue le mouvement physique de la parole. On mesure dans ces clichés la volonté qu'exprime son visage empourpré par l'effort, si bien qu'un témoin parle de « tête de cuivre rouge ». Il séduit ou il tonne. « Une des voix les plus sublimes que la France et le monde aient connues », dit, en mars 1919, le chrétien Marc Sangnier, cité comme témoin au procès de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès. Et Trotski au jugement implacable ajoute « qu'il mobilisait des forces cachées », et que l'ayant écouté à plusieurs reprises « chaque fois ce fut comme si je l'entendais pour la première fois ».

Mémoire de la voix : certains se souviennent encore de ce timbre grave marqué par la chaleur méridionale que révélait une pointe d'accent. Enfant, ils étaient parmi ceux qui se pressaient devant l'hôtel de ville du Pré-Saint-Gervais, foule masculine où dominaient les canotiers. Et Jaurès est à la fenêtre du premier étage. Il parle, bien sûr, le bras gauche levé, interpellant la foule, comme s'il dialoguait de près avec quelqu'un en particulier, qu'il dévisage. Et aujourd'hui, plus de soixante-dix ans ont passé, l'enfant se souvient. Peut-être était-ce à lui que Jaurès avait choisi de s'adresser, parlant comme on se donne. Il y faut une voix ample qui porte loin, parce que, par exemple, le 25 mai 1913, au Pré-Saint-Gervais encore, il y a, rassemblées autour de Jaurès, près de 150 000 personnes. Il est en chapeau melon, mains tendues en avant, debout entre les drapeaux rouges coiffés du bonnet phrygien. Vers lui convergent tous les regards. Il veut se faire entendre de tous, de ceux aussi qui sont dispersés dans les champs. Pas de micro ou de haut-parleur, la voix seulement, qu'il faut aller chercher au fond de soi, ces mots d'intelligence et de conviction, qui doivent démontrer et en même temps qu'il faut envoyer loin, jusqu'à ces monticules où la foule plus clairsemée, les femmes sous des ombrelles, la foule attentive les saisira pour les répandre.

(suite en page 27)

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325